

CONTRIBUTION
A L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE
EN CHAMPAGNE
LES APOTHICAIRES DU BASSIGNY

T H È S E
présentée devant
la FACULTE DE PHARMACIE DE NANCY
pour obtenir le titre de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE NANCY
MENTION « PHARMACIE »

par

Fernand RICHARD

Pharmacien
Pharmacien-Contrôleur de la Préfecture de la Seine
Officier d'Académie

né à La Seyne le 5 mars 1901

Soutenue le 8 juin 1961, devant la Commission d'Examen

Président : Mlle le Professeur M.-Th. FRANÇOIS

Juges : M. le Professeur A. MEUNIER
M. le Professeur J. SOLEIL

Adjoint au Jury : M. G. DILLEMANN, Professeur de Législation,
Déontologie, Histoire de la Pharmacie à la
Faculté de Pharmacie de Paris

**CONTRIBUTION
A L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE
EN CHAMPAGNE
LES APOTHICAIRES DU BASSIGNY**

T H È S E

présentée devant

la FACULTE DE PHARMACIE DE NANCY

pour obtenir le titre de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE NANCY

MENTION « PHARMACIE »

par

Fernand RICHARD

Pharmacien

Pharmacien-Contrôleur de la Préfecture de la Seine

Officier d'Académie

né à La Seyne le 5 mars 1901

Soutenue le 8 juin 1961, devant la Commission d'Examen

Président : Mlle le Professeur M.-Th. FRANÇOIS

Juges : M. le Professeur A. MEUNIER
M. le Professeur J. SOLEIL

Adjoint au Jury : M. G. DILLEMANN, Professeur de Législation,
Déontologie, Histoire de la Pharmacie à la
Faculté de Pharmacie de Paris



UNIVERSITÉ DE NANCY

FACULTÉ DE PHARMACIE

Administration

DOYEN

Professeur : F. KAYSER

ASSESEUR

Professeur : A. MEUNIER

SECRÉTAIRE PRINCIPAL

B. SEUROT

Personnel Enseignant

PROFESSEURS

M.	MEUNIER A.	Pharmacie galénique
Mlle	FRANÇOIS M.-Th.	Matière médicale
MM.	KAYSER F.	Chimie
	FRANQUET R.	Botanique
	MARCHAL J.-G.	Microbiologie
	STEIMETZ E.	Sciences naturelles
	BLOCH J.-M.	Toxicologie
	SOLEIL J.	Pharmacie chimique
	BERNANOSE A.	Physique
Mlle	BESSON S.	Pharmacodynamie

MAITRES DE CONFÉRENCES AGRÉGÉS

MM.	BENE R.	Microbiologie
	MIRJOLET M. (délégué)	Sciences physico-chimiques
	PIERFITTE M. (délégué)	Chimie biologique

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

M.	MEUNIER A.	Hydrologie
Mlle	FRANÇOIS M.-Th.	Hygiène
MM.	KAYSER F.	Biochimie technique
	FRANQUET R.	Cryptogamie
	MARCHAL J.-G.	Parasitologie

STEIMETZ E.	Mycologie-Minéralogie
BLOCH J.-M.	Chimie minérale
SOLEIL J.	Chimie organique
BERNANOSE A.	Optique et Acoustique
GRANGER (Professeur à la Faculté de Droit)	Déontologie
Mlle BESSON S.	Techniques spéciales et méthodes modernes d'analyse
MM. BENE R.	Bactériologie
ANZIANI P.	Caractères analytiques des sels
Mme LASSEUR A.	Techniques spéciales d'analyses bactériologiques
MM. MIRJOLET M.	Chimie analytique
PIERFITTE M.	C.E.S. Chimie biologique
Mlle HEINRICH S.	Matière médicale

CHEFS DE TRAVAUX

M. ANZIANI P.	Chimie
Mme LASSEUR A.	Microbiologie - Parasitologie
MM. VILLOUTREIX J. (stagiaire)	Micrographie
MARTIN J.-A.	Chimie
Mlle GIRARD Th. (déléguee)	Microbiologie technique
Mlle LAURENT F. (déléguee)	Physique
Mlle DAUCHY S. (déléguee)	Chimie biologique
Mlle HEINRICH S. (déléguee)	Sciences pharmaceutiques

DOYEN HONORAIRE

M. RICHARD, Recteur de l'Académie de Montpellier

PROFESSEURS HONORAIRES

M. CORDEBARD - M. DOURIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MADemoisELLE LE PROFESSEUR M.-TH. FRANÇOIS

Professeur de Matière médicale
à la Faculté de Pharmacie de Nancy

*Hommage de ma profonde
et respectueuse gratitude*

A MES EXAMINATEURS DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR A. MEUNIER

Professeur de Pharmacie galénique
à la Faculté de Pharmacie de Nancy
Chevalier de la Légion d'Honneur

MONSIEUR LE PROFESSEUR J. SOLEIL

Professeur de Pharmacie chimique
à la Faculté de Pharmacie de Nancy

MONSIEUR LE PROFESSEUR G. DILLEMANN

Professeur de Législation, Déontologie et Histoire de la Pharmacie
à la Faculté de Pharmacie de Paris

*Respectueux hommage
de ma sincère reconnaissance*

A MONSIEUR MAURICE BOUVET

Président de la Société d'Histoire de la Pharmacie
Lauréat de l'Institut
Chevalier de la Légion d'Honneur

*En témoignage de reconnaissance
pour l'aide et les conseils
qu'il m'a toujours prodigués*

A LA MÉMOIRE DE MON MAITRE DE STAGE

MONSIEUR PHILIPPE BENOIT
Pharmacien à Fayl-Billot (Haute-Marne)

A LA MÉMOIRE DE MES PARENTS

A MA FEMME

A MON FILS

Pharmacien

Avec toute mon affection



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

La région qui fait l'objet de nos recherches sur le plan professionnel et plus spécialement sur les conditions d'exercice de la pharmacie antérieurement à la Révolution, le Bassigny, fait partie de la Champagne. Le Bassigny, « *Pagus Bassiniacus* », c'est-à-dire propriété des Bassinius, à l'époque gallo-romaine, n'est pas une région nettement définie parce que fondée bien plus sur des raisons historiques que géographiques. Elle fut un Comté au ix^e siècle et donna en partie naissance au Bailliage de Chaumont; l'usage voulut que l'appellation Bassigny fut appliquée à tout le bailliage et au territoire touchant le pied du plateau lan-grois, c'est-à-dire les hautes vallées de la Marne et de la Meuse.

Des travaux historiques ont déjà été effectués avec succès dans cette province : Troyes (S. PINSOLLE), Vitry-le-François (J. MARTIN), Reims (S. CAILLARD), Châlons-sur-Marne (GRIGNON). Les provinces voisines ont été l'objet des études suivantes : Bourgogne (A. BAUDOT), Franche-Comté (J. ZÉDET), Lorraine (MONAL, TÉTAU, GRÉLOT, HUSSON, JOURDAN). Mais la partie méridionale de la Champagne, joignant les trois provinces que nous venons de citer, n'avait pas fait l'objet d'une étude systématique.

Nos attaches familiales et le souvenir des mois de stage accomplis dans la modeste officine d'un chef-lieu de canton haut-marnais, où étaient conservées les meilleures traditions de notre profession, nous ont engagé à entreprendre la présente étude.

Le plan adopté nous a paru devoir être :

- I. — Avant-propos.
- II. — Les origines de l'art pharmaceutique en Champagne méridionale.
- III. — La formation technique de l'apothicaire.
- IV. — L'exercice de la profession
 - A. Statuts de Chaumont en-Bassigny.
 - B. Statuts de Langres.
- V. — Les rapports avec la clientèle.
Les apothicaires et la peste.
- VI. — Les relations avec les autres corporations et les pouvoirs publics.
- VII. — Les pharmacies hospitalières.
- VIII. — Quelques apothicaires et pharmaciens du Bassigny.
- IX. — Essai d'une liste des apothicaires.
- X. — Conclusion.
- XI. — Index bibliographique.

Il nous a semblé que la Faculté de Pharmacie de Nancy était la plus qualifiée pour accueillir favorablement notre travail, nos débuts dans la profession en Haute-Marne, la proximité de ce département avec la capitale lorraine et les liens universitaires qui en résultent, sont les raisons qui ont paru justifier notre choix.

C'est avec reconnaissance que nous adressons à M^{lle} le Professeur M.-Th. FRANÇOIS, ancien Inspecteur des pharmacies en Haute-Marne, qui a bien voulu présider notre jury de thèse, à MM. les Professeurs A. MEUNIER et J. SOLEIL, de Nancy, et G. DILLEMANN, de Paris, qui ont accepté d'en faire partie, nos plus sincères remerciements.

Nos projets ont rencontré l'approbation et le soutien de M. Maurice BOUVET, Président de la Société d'Histoire de la Pharmacie, dont les conseils nous ont été précieux, et qui nous a fait bénéficier de sa grande expérience dans ce domaine.

C'est grâce à la vive amitié de M. le Docteur WEITZ, que nous avons pu mener à bien nos projets. Sa vaste érudition, son habitude et sa connaissance profonde de la recherche historique, jointes à une inépuisable complaisance ont été pour nous une aide irremplaçable.

M. Jean GIGOT, ancien archiviste-chef à Chaumont, et directeur des « Cahiers Haut-Marnais » nous a largement communiqué les riches documents que renferment les archives du département et a mis à notre disposition sa compétence professionnelle et sa grande

amabilité. Après son départ, son successeur, M^{lle} O. COLIN, a continué à nous accorder l'aide qui nous était nécessaire pour compléter nos informations.

C'est grâce à la lointaine amitié qui unit ma famille à celle de M. le Docteur Marcel BENOIT, que j'ai pu faire revivre l'existence de toute une lignée de pharmaciens langrois, exemple assez rare de fidélité et de continuité professionnelles. Il m'a confié tous les papiers de famille concernant ses ancêtres apothicaires.

Nous ne saurions oublier l'appoint précieux apporté par M. le Docteur Henry RONOT, Conservateur des antiquités et objets d'art de la Haute-Marne, qui a bien voulu nous autoriser à puiser dans ses travaux antérieurs, plus spécialement consacrés aux apothicaires de Chaumont. La partie de notre étude qui se rapporte à cette ville provient en grande partie de ses recherches personnelles.

Enfin, nous avons été aidé à des titres divers par nos regrettés confrères SCORDEL, de Langres, et DAUPHIN, de Paris, M. le Chanoine ROUSSEL, Bibliothécaire de la Société Historique et Archéologique de Langres, M. BABELON, Conservateur en chef du Cabinet des Médailles, M. E. THEVENOT, Professeur Agrégé au Lycée Pasteur, dont la fidèle amitié nous a fait bénéficier de sa grande compétence sur la période gallo-romaine, M. Marcel HENRIOT, Professeur au Lycée de Chaumont, M. André ROUSSY, Directeur de la Bibliothèque du Sénat, M. Jean JOLLY, Directeur de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, M. le Médecin Colonel BÉNITTE, médecin-chef de l'Hôpital militaire de Bourbonne-les-Bains, nos compatriotes A. GARNIER et L. FORCEOT, nos confrères M. et M^{me} MARTIN, de Joinville, et COTINAT, de Paris, M. Ph. COUMEL, Interne en médecine des Hôpitaux de Paris.

A tous nous exprimons notre très vive reconnaissance.

AVANT-PROPOS

La région Est de l'ancienne province de Champagne, qui fait l'objet de cette étude, correspond sensiblement au département actuel de la Haute-Marne. Sa situation géographique explique le déroulement de son histoire. Ses cours d'eau vont pour la plupart vers le bassin parisien, ceux du Sud-Est, vers la Saône et le Rhône, tandis qu'une faible partie s'écoule vers la Meuse et la mer du Nord. Contrée froide et humide, l'hiver y est rude et long. Ne comprenant pas de grandes villes, elle tire ses ressources, indépendamment d'une région industrielle dans le Nord du département, de la culture et de l'élevage. C'est une région de passage entre le Nord et le Midi de la France, entre l'Est et la région parisienne. Ce fut longtemps la frontière entre la France et les régions de l'Est : Lorraine et Franche-Comté.

Peuplée d'abord par les Celtes en général et par les Lingons en particulier, la région fut par eux défrichée et cultivée, de telle façon que les Romains y trouvèrent des centres tels que Langres (*Andematunum*). Les Lingons furent les alliés fidèles des conquérants et ne participèrent pas aux soulèvements dirigés contre ces derniers. L'époque gallo-romaine y a laissé de fortes traces. Des routes romaines très importantes rayonnent de Langres, centre stratégique, vers Lyon, Trèves et Cologne, Reims, Strasbourg, Besançon, Autun, Sens. Au III^e siècle, Langres est une grande cité, elle conserve les traces, entre autres, des règnes de Claude et de Septime Sévère. Les Romains s'intéressent à Bourbonne, station fréquentée pour ses bains jusqu'aux invasions du V^e siècle.

A cette époque, la région, par sa situation avancée, souffre des invasions que les Vandales avaient commencées au III^e siècle; malgré la présence de huit légions qui défendaient le Rhin, Langres est détruite en 264. Tour à tour, les Alamands, les Francs, les Huns passent et ravagent. Après le cours répit de Clovis, c'est

la lutte entre l'Austrasie et la Bourgogne. Dagobert apporte la paix. Le défrichement reprend et le christianisme, par l'Evêque de Langres surtout, étend ses bienfaits sur le pays lingon. A la fin du ix^e siècle, le pays a changé d'aspect, la grosse masse de la forêt a reculé et les traits classiques des villages et de la campagne française commencent à apparaître.

Mais les Normands ravagent le Bassigny et, après leur défaite, la guerre féodale remplace les invasions. La puissance du Comte de Champagne commence à s'établir et les rivalités voisines sont une source de malheurs pour la région haut-marnaise, prise entre le Comté de Troyes et le Duché de Bourgogne. C'est la période des châteaux et des forteresses défendant cette mouvante frontière et autour desquels se groupent les populations. Celles-ci ont des ressources réduites et en 1031, une famine atroce ravage la contrée.

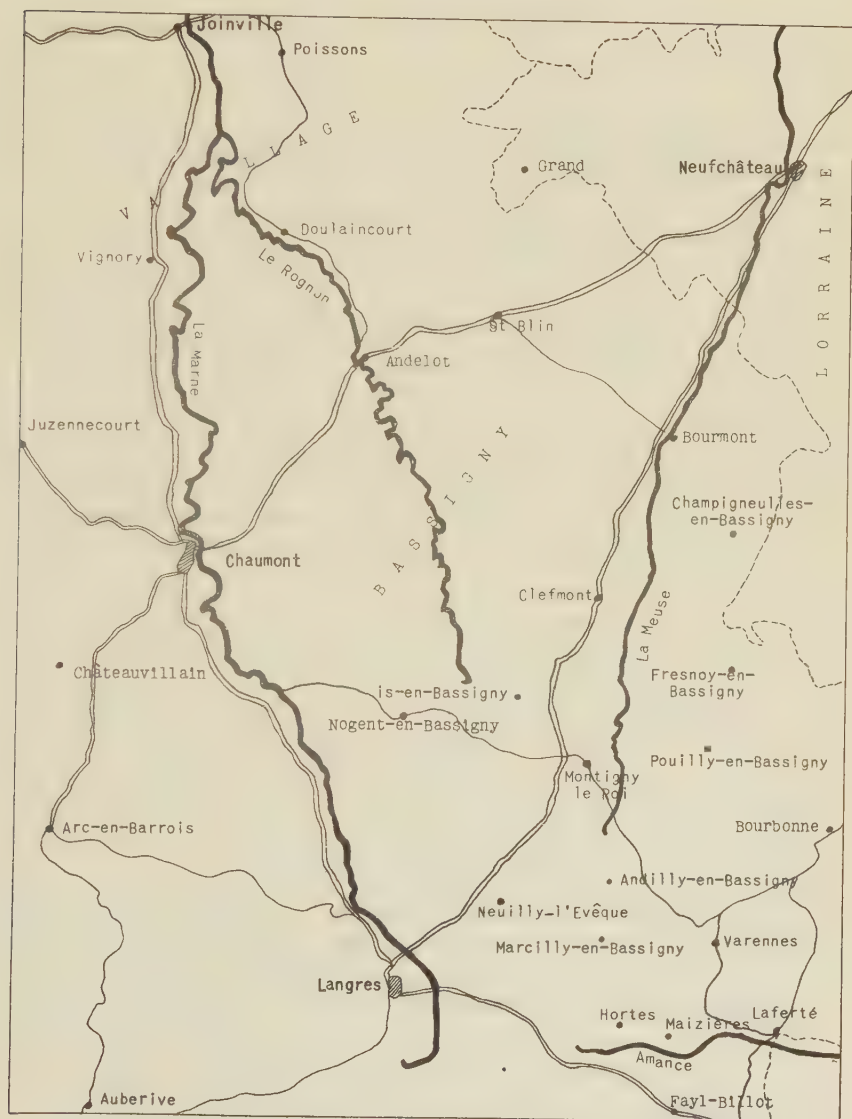
Au xii^e siècle, Langres entre dans le domaine royal et l'Evêque devient duc et pair. Sa prééminence est consacrée même sur le Comte de Champagne, mais en 1239, ce dernier profitant de circonstances favorables, étend son pouvoir jusqu'aux Marches de l'Est, sur le Comté du Bassigny. Dès le xiii^e siècle, les gros bourgs s'affranchissent, tels Chaumont et Saint-Dizier. Le Comté de Champagne est réuni au domaine royal en 1284. Langres est en pleine prospérité commerciale et la région tout entière donne des signes florissants dûs, surtout dans les villes, aux affranchissements accordés aux populations.

Mais durant la fin du xiv^e siècle et le début du xv^e, la guerre de Cent ans apporte ses ravages. Le sud du pays surtout doit à sa situation à la frontière de Bourgogne le maximum de malheurs. C'est la dépopulation et la ruine totale de nombreux villages et abbayes, le recul des terres cultivées devant le développement de la forêt.

Langres en 1446 et Chaumont en 1469 obtiennent l'échevinage si longtemps réclamé. Les nouveaux magistrats municipaux apportent ordre, méthode et prospérité. C'est à Chaumont en particulier, l'apparition des « mestier juré » et des statuts des nouvelles corporations, dont certaines ne verront le jour qu'au xvi^e et même xvii^e siècle. Avec la découverte de la force hydraulique et le perfectionnement des forges, la prospérité renaît dans une industrie métallurgique qui sort de la période rudimentaire.

Cette renaissance est troublée par les pestes de 1499 et 1509, la menace que fait peser la Franche-Comté voisine, les guerres de religion, les troubles de la Ligue, Chaumont à cause des Guise,

Seigneurs de Joinville, penche du côté des Ligueurs. Langres et Chateaufvillain restent fidèles au roi. La campagne est la première à souffrir de cette période néfaste et le xvi^e siècle laisse le pays dans la ruine.



Henri IV ramène la paix pendant 10 ans et la prospérité renaît, à Langres en particulier. En 1615 les troubles reprennent. En 1635 surtout, c'est la guerre avec l'Espagne, l'invasion de Gallas que combattent le prince de Condé, le cardinal de Lavalette et le duc de Saxe-Weimar, notre allié, mais la peste redouble de violence et fait périr 2 300 habitants de Chaumont et peut-être 9 000 à Langres. La région connaît alors le maximum de sa souffrance.

Le siècle en cours ne ramène pas la tranquillité; c'est la Fronde avec ses seigneurs locaux révoltés. En 1652 les Comtois reviennent mettre le pays au pillage et la misère réapparaît dans les villes et les campagnes, mais la réunion de la Lorraine au royaume fait perdre à la région une partie de son caractère de frontière. Au XVIII^e siècle, l'industrie prospère à nouveau et la métallurgie en particulier. On voit naître des manufactures de toiles peintes, de glaces et la faïencerie d'Aprey rivalise avec Strasbourg, Rouen et Nevers. Par contre, la coutellerie langroise, si prospère au XVII^e siècle, subit la concurrence de Thiers et de sa voisine, Nogent-en-Bassigny.

La ville voit, en revanche, accentuer son rôle de lieu de transit vers Gray, la Saône et même Chalon-sur-Saône où vont ses minerais. Les voitures passent nombreuses dans ce relais important entre Nord et Midi. La cité est animée, le commerce florissant, Chaumont garde pour sa part un caractère administratif de capitale de bailliage.

Entre temps, les ruraux n'ont pas autant profité de l'essor de la région et les doléances emplissent les « cahiers de paroisses ». En 1789, l'esprit révolutionnaire apparaît. Un illustre enfant de Langres, Diderot, est à l'origine de l'esprit nouveau qui va se répandre en France et en Europe. Chaumont et Langres voient dans la création du département leurs intérêts s'opposer. L'apothicaire Laloy, député du Tiers Etat, joue un rôle conciliant et habile dans le difficile découpage de l'ancienne province. Sa ville, Chaumont, devient chef-lieu au début de 1790.

Le département, malgré de mauvaises récoltes, aide au maximum les armées de la République qui se battent aux frontières proches. Une fois de plus, le paysan subit un lourd effort que complique le passage des troupes et la Révolution ne lui apporte pas, dans l'immédiat, tout ce que tant de siècles de misères, de désastres et de deuils lui donnent le droit d'espérer. Tout au moins, voit-on poindre l'ébauche de ce que nous constatons de nos jours dans cette région si attachante de l'ancienne Champagne.

Les origines de l'art pharmaceutique en Champagne méridionale

L'existence de la pharmacie se manifeste déjà en pays Lingon, à l'époque gallo-romaine, quoique de façon primitive, par la découverte sur ce territoire de ce qui a été désigné sous l'appellation de « cachets d'oculististes » ; c'étaient de petites tablettes en pierre dure, de forme parallélipipédique portant gravées sur les quatre tranches des inscriptions latines. Ces textes d'interprétation malaisée du fait des abréviations et aussi de leur caractère technique, font connaître, quand ils sont complets : 1° le nom du praticien, 2° le nom du collyre, 3° souvent le mode d'emploi, 4° l'efficacité. On connaît à l'heure actuelle environ 275 de ces cachets dont les deux tiers ont été découverts dans l'ancienne Gaule, avec cette particularité que le maximum est observé dans le Nord-Est de la Gaule, dont fait partie la Champagne, région qui nous concerne dans cette étude. Reims a fourni douze « cachets d'oculiste » et, dans la tombe d'un praticien, il a été découvert des objets tels que : balance, pince et spatule et un stock de collyres sous forme de bâtonnets. Les cachets sont apparus souvent dans le voisinage des sources curatives, dont certaines étaient renommées pour le traitement des affections de la vue. Les praticiens offraient les collyres aux malades se rendant aux sources et les fabriquaient au moment de l'emploi sur la plaquette constituant le cachet ou sur une plaquette similaire sans inscription. Ces dernières sont dites : « tablettes d'oculiste ».

Chez les Lingons, on a trouvé à Langres, au sud-ouest de la ville, à la « Fontaine aux Fées » parmi les ruines d'un petit 0,035 × 0,032 × 0,008, en stéatite verte et portant le texte suivant :

Sur une tranche, *Pami Hygini ad aspritud* (ines) *crocode* (s)

Sur la tranche 2, *Pami Hygini ad omnem lippitu* (dinem)

Sur la tranche 3, *Pami Hygini ad sedatum diasm* (yrnes)
(pour l'apaisement de l'inflammation)

Sur la tranche 4, *Pami Hygini ad caliginem*
(contre l'affaiblissement de la vue)

Les *aspritudines* sont les « granulations palpébrales » et la *lippitudo* est « la chassie ».

Le sanctuaire gallo-romain de Grand, localité actuellement dans le département des Vosges, mais faisant partie sous l'ancien régime du Vallage, c'est-à-dire de la Champagne, a fourni deux « cachets d'oculistes » dont un est riche en documentation.

Sur la tranche 1 *Q Val* (eri) *Flaviani diamisus ad aspritud* (ines)

Sur la tranche 2 *Q Val* (eri) *euvodes ad veter* (es) *cic* (atrices)

Sur la tranche 3 *Q Val* (eri) *diasmyrnes post imp* (etum) *p* (rimum) *ex ov* (o)

Sur la tranche 4 *Q Val* (eri) *dialepidos ad vete* (res) *cic* (atrices)
ex t(ilia).

Dans le collyre de Grand, l'*impetus* était « la première atteinte de l'ophtalmie », le collyre dit *diasmyrne* était délayé dans le blanc d'œuf (*ex ovo*), enfin le tilleul (*ex tilia*) servait d'excipient pour le collyre *dialepidos*, employé dans les « affections de la cornée transparente ».

Les « cachets » et les « tablettes » sont donc bien des témoins de préparations connues actuellement sous le nom de « collyres » et il nous paraît juste de tirer de l'oubli les noms de ces praticiens exerçant dans une région qui, à l'époque, constituait une unité, le pays des Lingons.

1 LANGRES - *Lucius Pamius Hyginus*

2 GRAND - *Tiberius Claudius Di...*

3 GRAND - *Quintus Valerius Flavianus*

4 VERTAULT - *Quintus Albius Vitalio*

(Vertault, actuellement au Nord de la Côte d'Or, faisait partie du Senonais, donc, de la Champagne.)

Enfin, les découvertes archéologiques dans l'Est de la province nous permettent de signaler deux vestiges qui incitent à se poser la question de leur rapport avec notre profession.

La station de Grand a fourni un bas-relief conservé au musée d'Epinal, représentant une divinité entourée d'instruments tels

que fourneau, baquets, cuvier, et boules vraisemblablement de savon. ESPERANDIEU dit qu'il peut s'agir d'une déesse protectrice de la pharmacie et le Chanoine DRIOUX estime que l'industrie de la savonnerie était du ressort des « pharmacopoles ».

Au musée de Langres, un bas-relief figure quatre flacons sur étagères, ceux du milieu de forme carrée, ceux des extrémités arrondis, ensuite trois boîtes avec couvercles. Est-ce une épicerie, une pharmacie? à notre avis, comme à Grand, il est impossible de se prononcer.

La longue période qui s'étend de la fin de l'époque gallo-romaine aux XII^e et XIII^e siècle, ne nous a pas laissé de traces permettant d'authentifier et de préciser tout ce qui, à un titre ou à un autre, se rattachait à la pharmacie. Nous devons donc laisser dans l'ombre ce que peut-être un jour des recherches plus approfondies ou un heureux hasard permettront de découvrir.

La plus ancienne indication concernant notre profession, dans la région qui nous intéresse, paraît être un procès-verbal de 1328 du chapitre de Langres qui cite des noms de personnes avec leur qualification. Il est fait mention de « *apotecarius* » au nombre de deux (1); pour les apothicaires des villes voisines, la mention la plus ancienne paraît dater de 1248 à Troyes et 1278 à Dijon.

A Langres en 1486, deux apothicaires, Jehan Petit et Guillot Curault, figurent sur les registres matricules de la confrérie du Saint-Sacrement et celle de Saint-Pierre et Saint-Paul.

A Chaumont, en 1544, Simon Monginot, apothicaire, reçut à cens « le fourneau à fondre le fer » de la Roche, au bord de la Marne, à Chamarandes. D'après JOLIBOIS, dix-huit ans plus tard, Chaumont comptait trois médecins et deux apothicaires (2). A Bourbonne, aucune trace d'apothicaire avant 1649, époque à laquelle exerçaient François Erard et Nicolas Bresson.

Il est vraisemblable que, durant toute la période s'étendant de 1400 à la Révolution, on trouvait surtout des praticiens dans les villes de quelque importance telles que Chaumont, Langres, Saint-Dizier, Joinville, Wassy, Bourbonne et, au XVIII^e siècle même, les chirurgiens ou médecins des bourgs cumulaient l'exercice des deux professions, comme il en est encore aujourd'hui des médecins-

(1) F. CLAUDON : Histoire de Langres, 1953, page 147.

(2) E. JOLIBOIS : Histoire de la Ville de Chaumont, 1856, page 80.

propharmaciens; ainsi en 1780, Demongeot, médecin à Fayl-Billot distribuait aux malades pauvres les médicaments suivants :

Poudre fébrifuge 5 onces
Poudre purgative 5 onces
Poudre fondante 1 once 4 gr 1/2
Poudre hydragogue purgative 2 onces 5 gros
Poudre antidyssentérique 2 onces 2 scrupules
Tartre émétique 1 once 1 scrupule
Quinquina 4 onces
Thériques 4 onces
Emplâtre de Nuremberg 2 onces
Quintessence d'absinthe 4 gros
Boule médicamenteuse « il en reste peu » (3)

Quoi qu'il en soit, vint un temps où le besoin se fit sentir de codifier les droits et devoirs des apothicaires et donna naissance aux statuts régissant l'exercice de la profession dans cette partie de la Champagne.

(3) A. BAUDOT : La pharmacie en Bourgogne, 1905, page 396.

III

La formation technique de l'apothicaire

Comme dans les autres provinces, l'entrée dans la profession fut soumise dans les villes de Champagne à une réglementation précise, soucieuse à la fois de fonder le recrutement des futurs praticiens sur des bases sauvegardant l'intérêt de la Santé publique et, déjà, sur un plan plus professionnel, de limiter au sein de la corporation le nombre des apothicaires susceptibles d'exercer.

Les recherches très approfondies effectuées par A. GARNIER sur les contrats d'apprentissage aux XVII^e et XVIII^e siècles ne lui ont pas permis d'en retrouver concernant la profession d'apothicaire. Dans son travail sur la Pharmacie en Champagne, Solange PINOLLE n'a retrouvé aucun contrat de ce genre. En tout cas, comme pour la profession d'orfèvre, les apprentis apothicaires se recrutaient parmi le milieu des gens aisés.

Les statuts déterminaient les conditions du séjour obligatoire des futurs maîtres, tant au point de vue durée, modalités de présence, frais entraînés par ce séjour et dûs à l'apothicaire qu'au point de vue sanction finale, l'épreuve de l'examen.

A Chaumont-en-Bassigny, les statuts du 10 novembre 1642, semblables à ceux des « bonnes villes de ce royaume », prévoyaient que seraient dispensés de l'examen ceux qui « sont de présent en cette ville et qui ont fait profession du dit art et tenu boutique ouverte depuis dix ans ». A partir de cette date, ne pourront exercer que ceux qui auront fait « chef d'œuvre ».

Pour entrer en apprentissage, un certain degré d'instruction était exigé. A Chaumont, les futurs maîtres devaient être « grammairiens » — ce terme était employé également à Paris. En Champagne, Reims exigeait d'être « lettré » (1552), c'est-à-dire d'avoir une culture générale assez importante, aisément obtenue grâce

au grand nombre d'écoles et de collèges de cette ville, Vitry-le-François voulait que le candidat fut « capable de lire une ordonnance latine en bon sens et de l'expliquer après en français ».

A Chaumont, les candidats devaient être :

« et d'aage compétant et payeront les dits apprentis la somme de trois livres applicable à la boiete des pauvres de laquelle somme les maîtres demeureront responsables » (art. 21).

« Que ceux qui se présenteront et seront receus pour être maîtres, auparavant que d'avoir leur acte de réception fourniront à la boiste des pauvres la somme de six livres qui sera receue par lesdits maîtres jurés » (art 22).

Dans les autres villes, ces frais pouvaient être différents; trois, quatre ou huit livres comme frais d'inscription et cinquante à trois cents livres comme frais d'apprentissage.

Les futurs maîtres devaient avoir « pratiqué la pharmacie es bonnes villes par l'espace de deux ou trois ans outre le temps de leur apprentissage » (art. 7). Cette particularité n'était exigée ni à Troyes ni à Châlons. Dans les villes voisines, il y avait quelques variantes : à Vitry-le-François, trois ans d'apprentissage et trois ans de service; à Nancy, quatre et deux; Reims exigeait quatre et six; enfin à Nevers, l'apprentissage, après avoir été de deux ans en 1665, passe à trois en 1710 et enfin à quatre en 1785, plus cinq ans de compagnonnage; pour les fils de maître, cette dernière période était réduite à trois ans.

Quant à l'examen, il devait avoir lieu en présence du « médecin des jurés », des « autres maîtres », du « prévost de Chaumont ou son lieutenant et du dit procureur du Roy » (art. 8). Le 27 juillet 1651, la Chambre commune de la ville de Chaumont décida de compléter cet article, par l'obligation de la présence des « maire et eschevins ou de l'un d'eux ». Elle en décida de même pour la prestation de serment. A Dijon, les statuts de 1490 précisent que l'examen aura lieu devant 2 échevins, 2 médecins, 2 jurés du métier. A Nancy, les statuts de 1665 fixent définitivement le jury à 1 médecin, 2 apothicaires. La période de l'examen était de deux mois, avec une épreuve tous les 15 jours (art. 9).

Le médecin et les apothicaires, membres du jury, recevaient chacun quatre livres et le candidat subissait les frais occasionnés par l'emploi des drogues nécessaires aux préparations. Les statuts semblent avoir voulu limiter les frais supplémentaires car « les beuvettes seront prohibées et deffendües ». Ils entendaient par là, réagir contre l'habitude d'imposer aux candidats un banquet et

autres réjouissances qui risquaient de devenir une source de ripailles et de beuveries fort onéreuses pour lui.

Pour l'examen d'apothicaire, les fils de maîtres n'étaient pas dispensés de l'épreuve, mais ils ne subissaient qu'un examen et ne réalisaient qu'un chef d'œuvre (art. 18). A Troyes, ils étaient même dispensés du chef d'œuvre. A Châlons, les conditions étaient voisines, à la différence que deux chefs d'œuvre étaient exigés et un seulement pour les fils de maître. A Nancy, le chef d'œuvre comprenait 5 compositions (un électuaire solide, une confection, un sirop, un onguent, un emplâtre). Les fils d'apothicaire étaient dispensés de 4 chefs d'œuvre sur 5 depuis le 9 juin 1653, imitant ainsi « toutes les villes bien policées où il y a maistrise ». Dans la Franche-Comté voisine, l'épreuve pratique était plus sévère : en 1593, il fallait reconnaître les plantes « aux champs », subir un examen théorique et faire un chef d'œuvre, mais en 1644, on exige une épreuve théorique, trois examens à un mois d'intervalle et trois chefs d'œuvre. Certaines villes y exigent jusqu'à 17 préparations. Par contre, là aussi l'admission des fils de maître était facilitée. Châlons-sur-Marne demande un examen oral, un chef d'œuvre pour la pharmacie consistant en 2 préparations d'épice et 1 de cire. Le Nivernais se tenait dans un juste milieu avec 4 jours d'épreuves en un mois et la confection d'un chef d'œuvre. Reims enfin demandait un examen théorique, une reconnaissance de plantes, un interrogatoire de pharmacie, de chimie et d'histoire naturelle et enfin une épreuve pratique de 4 ou 5 préparations.

Les statuts de Chaumont modifiés le 10 janvier 1653 autorisent les apothicaires à exercer en supplément la profession de cirier et « établissant une maitrice du dit art », abaissent le taux d'examen de cirier à trois livres pour chacun des maîtres, à quarante sols pour le procureur du Roy et de la ville. Les aspirants ciriers paieront « huit livres pour la boîte commune » mais conserveront la propriété de leur chef d'œuvre. Ils prêteront également serment (art. 4). Les fils de maîtres ciriers, feront les mêmes chefs d'œuvre mais ne paieront pas les sommes dues à la boîte commune (art. 6).

Les recherches effectuées par le Dr RNOT dans les procès-verbaux de réception des maîtres apothicaires du baillage de Chaumont au XVIII^e siècle permettent d'avoir une idée assez complète des préparations demandées aux candidats :

Sirop de pommes composé (1728)

Baume tranquille (1728)

Onguent divin (1728) (1)

Theriaca diatessaron (1740)

Baume d'arcoeus, sirop de chicorée composé de rhubarbe du Levant, onguent album de rhazis, onguent basilicum (1751).

Electuaire diascordium, sirop de chicorée composé, emplâtre de cigüe, cristal minéral (1775) (1)

Confection hamech (1), emplâtre mercuriel de Vigo, gouttes anodines d'Hoffmann, sirop de roses (1775)

Catholicon double, onguent de la mère, mercure doux (1787)

et pour obtenir une physionomie plus précise d'une réception d'apothicaire, nous reproduisons plus loin le texte intégral de celle de Denis Thevenot, à Langres, le 13 avril 1778.

Il avait fait son apprentissage pendant trois ans chez Auprêtre, maître apothicaire à Dijon, rue de l'Oratoire (actuellement rue Bossuet), puis avait travaillé pendant dix-sept mois en qualité de de garçon apothicaire chez Rinchau, maître apothicaire à Versailles. Il suivait en même temps les cours et leçons de chimie et de pharmacie de Mitouart (2). Avant l'examen, le 2 avril 1774, le lieutenant au bailliage ducal et police de Langres s'était « informé des vies, mœurs et religion » du Sieur Thevenot (les statuts de Chaumont ne semblent pas avoir prévu la nécessité d'une enquête de cet ordre). Son jury fut composé de Montecot, docteur en médecine (3), Baudot l'aîné, Baudot cadet, Virey (4), Populus et Petitot.

Ce dernier examinateur avait été lui-même reçu un an auparavant, après avoir été lui aussi apprenti chez Auprêtre à Dijon.

(1) Onguent divin : variante de l'onguent blanc de Rhazis au carbonate de plomb.

Cristal minéral : nitrate de potassium fondu dans un creuset et coulé en plaques.

Confection Hamech : électuaire contenant une vingtaine de produits tels que rhubarbe, casse, tamarin, séné, coloquinte ainsi que prunes et raisins.

(2) Pierre-François Mitouart (1733-1786), fut reçu maître apothicaire à Paris en juin 1761. Il fut établi rue de Beaune et nommé en juin 1777 l'un des quatre démonstrateurs pour la Chymie au Collège de Pharmacie (avec Brongniart, Déyeux et Sage). Le 16 juillet il prononça au Collège la première leçon de Chimie ; celle-ci « portait sur les principes de la Chimie » (D^r P. DORVEAUX, *Bull. Soc. Hist. Pharm.*, tome 3, 1924). Après la mort de Voltaire (30 mai 1778) il embauma le cerveau de celui-ci et l'exposa, dans un vaisseau de verre, à son officine de la rue de Beaune.

Mitouart fils (1766-1848), reçu maître apothicaire en 1800, exerça à Paris, rue Coquillière jusqu'à 1817, fut sous-chef du laboratoire de Chimie à la Faculté de Médecine et mourut à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

— y a lieu de penser que cette grande ville attirait beaucoup les candidats, car, en 1722, un apprenti, Jannard, natif de Langres se trouvait chez M. Devandenesse et l'apothicaire Auprêtre pour sa part eut quatre apprentis entre 1769 et 1776.

Il fut demandé à Denis Thevenot de préparer quatre chefs d'œuvre : les pilules cochées, les tablettes de citron, l'onguent blanc de Rhazis, et le précipité blanc. Les pilules cochées, qui existaient encore au Codex de 1884, avaient pour formule à l'époque de Thevenot :

Turbith optimi, stoechados arabica aa cinq gros

Colocynthis trois gros, un scrupule

Scammonii deux gros et demi

Pulveris hiera picra descriptionis Rhasis un gros

Cum syrupo stoechades, vel succo Absinthii forma massam.

Les tablettes de citron étaient en réalité un électuaire purgatif divisé en tablettes répondant à la formule suivante au Codex de 1758 :

Corticis Citrei conditi	} ana semi unciam
Conservae Florum Violarum.....	
Buglossi	
Pulveris Diatragacanthi frigidi, re-	
center parati	
Scammonii electi	} drachmas quinque
Turpethi	
Zingiberis	
Foliorum Sennae	
Rhei electi	
Caryophyllorum	} ana scrupulum unum
Santali citrini	
Sacchari optimi, in aqua Rosarum soluti, et ex arte cocti	} uncias decem

Fiat Electuarium solidum, dividendum in tabellas

L'onguent blanc de Rhazis était la pommade au carbonate de plomb, demeurée inscrite au Codex 1884 et qui, à celui de 1758 avait la formule :

Cerae albae minutim concisae	uncias tres
Ölei Rosati	uncias duodecim
Plumbi albi praeparati et loti	uncias tres

(3) Le Dr Jean-Baptiste Montecot, ou mieux Maladiere dit Montecot, du nom d'une propriété possédée par sa famille à Mussy-l'Evêque, était vraisemblablement le fils de François Montecot, drapier, d'une très vieille famille de Langres. Ce dernier était le bisaïeul du Dr Michel Montecot qui exerça la médecine à Langres pendant plus de soixante ans et mourut presque centenaire en 1891, un des derniers survivants de la Grande Armée (Dr Michel BROCARD. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique de Langres*, n° 85, p. 312).

Il s'agit de Claude Virey, apothicaire, chez lequel, comme on le verra plus loin, J.-J. Virey fit son apprentissage.

Quant au précipité blanc, conservé au Codex jusqu'en 1884, il figure au Codex de 1758 avec le mode préparatoire ci-dessous :

Mercurii è Cinnabari redivivi	uncias quatuor
Spiritus nitri	uncias sex vel sufficien-
	tem quantitatem

Mercurium mitte in matratium. Affunde Spiritum Nitri

Absolutâ dissolutione,

Aquae communis	libram unam
----------------------	-------------

Salis marini	uncias duas
--------------------	-------------

Filtra, affunde dissolutioni Mercurii, fiet praecipitatio, cui ut absolvatur adde

Aquae communis	libram unam
----------------------	-------------

Precipitato Mercurio in pulverem album, liquorem decanta, repetitis ex aquâ pura lotionibus pulverem edulca, in umbrâ siccandum.

Il y a lieu de noter qu'un léger différend s'éleva dans le jury du jeune Thevenot, le médecin désigné, Darentière, médecin du roi, s'étant fait remplacer par son confrère, Montecot. La corporation des apothicaires de Langres semble s'être montrée bien susceptible en la circonstance.

RECEPTION DU SIEUR DENIS THEVENOT - APOTIQUAIRE

Cejourd'huy treize avril mil sept cent soixante dix huit heure dune de relevee en notre hôtel et pardevant nous Nicolas Etienne Delapaix lieutenant particulier au baillage ducal et police de Langres pour l'absence de M. le lieutenant général au dit baillage en présence du procureur fiscal assisté de notre greffier ordinaire. s'est présenté le Sr Denis Thevenot garçon apotiquaire en cette ville lequel nous a dit qu'ayant appris l'art de pharmacie et apotiquairerie et ayant passé pour cela le temps suffisant en qualité d'apprenti et compagnon chez différents maitres tant de la ville de Dijon que de celles de Paris et de Versailles suivant qu'il est en état d'en justifier par la représentation de ses brevets et certificats d'apprentissage, étude et exercice chez les dits maitres et désirant de se faire recevoir maitre apotiquaire en cette ville il nous aurait à cet effet fait présenté le onze du présent mois sa requête au bas de laquelle et sur les conclusions du procureur fiscal, nous aurions ordonné qu'il serait préalablement informé à la requête du dit procureur fiscal des vies, mœurs et religion du dit Sr Thevenot ce qui aurait été par nous fait le dit jour, au moyen de quoy il ne restait plus qu'à subir par le dit Sr Thevenot en notre présence les examens et faire les chefs d'œuvres^{de} demonstrations et compositions prescrits en pareil cas par les réglemens concernant le dit art et les statuts de la communauté des maitres apotiquaires de cette ville, pour lesquels examen et épreuves, il nous suppliait d'indiquer les jours et heure ensemble le lieu où il nous plairait de nous transporter avec ledit procureur fiscal et notre greffier et où se trouveraient

conformément aux dits réglemens et statuts tous les maitres apotiquaires de cette ville et tel docteur en médecine qu'il nous plairait désigné et a signé.

Sur quoy faisant droit, ouy le dit pr. fiscal, qui a dit qu'après avoir eu communication de l'information par nous faite ce jourd'huy des vies, mœurs et religion dudit aspirant, il n'avait moyen d'empêcher qu'il fut procédé aux examens et épreuves dont il s'agit, sauf à être ensuite par lui requis ce qu'il jugerait convenable ; nous avons donné acte au dit Sr Thevenot de ses comparution dires et requisitions, et vu la dite requête à nous présentée par le dit Thevenot, notre ordonnance devait au dit pr. fiscal, des conclusions, notre ordonnance portant permission de faire informer, l'information par nous faite en conséquence notre ordonnance de fait communiqué au dit pr. fiscal le tout en datte de onze du présent mois et les conclusions cy dessus du dit pr. fiscal, nous ordonnons que nous nous transporterons avec le dit pr. fiscal et notre greffier aujourd'hui heure de deux de relevée en la maison du Sr Didier Baudot, maitre apotiquaire en cette ville rue grande rue ou seront appelés M. Louis Darren-tière conseiller médecin du roy en cette dite ville et tous les maitres apotiquaires de cette ville pour y être procédé en notre présence aux Examens Chefs d'œuvres et épreuve du dit Thevenot après néanmoins que le dit Sr Thevenot nous aura représenté ses brevets et certificats d'apprentissage, étude et services chez les maitres apotiquaires pendant le temps suffisant et pour ce fait être statué sur le surplus de la requête du dit Thevenot ainsy qu'il appartiendra et nous nous sommes soussigné avec le dit pr. fiscal et notre greffier ayant droit aux termes de ses provisions et en conformité de notre sentence du...

Delapaix

De Charme fils

Et le dit jour treize avril 1778 heure de deux de relevée nous lieutenant particulier au bailliage ducal susdit avec le procureur fiscal et notre greffier nous nous sommes transportés en la maison du dit Sr Didier Baudot, en cette ville rue grande rue où se sont trouvés le Sr Jean-Baptiste Maladiere Montecot docteur de la Faculté de Paris médecin de l'hospital de cette ville, lequel nous a dit que le jour dhier le Sr Louis Darentière médecin du roy était venu prévenir qu'il lui serait impossible de se trouver ce jourd'huy à l'assemblée et examen du dit Sr Thevenot attendu la nécessité de son absence pour raison de son état lequel en conséquence aurait invité le dit M^r Montecot de vouloir bien se trouver pour lui à la dite assemblée y remplir ses fonctions et auquel pour certifier la dite prière, il aurait remis un billet de lui signé et non daté, lequel a été par nous à l'instant daté et paraphé pour être amené au présent procès verbal et a signé Montecot médecin.

Et les Srs Didier Baudot l'ainé, Mammès Clément Baudot le cadet, Claude Virey, Claude Populus, et le Sr Nicolas Petitot faisant tous les maitres apotiquaires en cette dite ville, lesquels

ont dits qu'ils ont lieu d'être surpris que le dit Me Darentière médecin du roy en cette dite ville se soit fait substituer par le dit Me Montecot, que cependant ils consentent qu'il soit procédé en la présence du dit Me Montecot aux examens chefs d'œuvres et épreuves à faire par le dit Sr Thevenot aspirant, sous la réserve de tous leurs droits et actions pour raison de la delegation faite de la personne du dit M. Montecot au lieu et place de M. Darentière et ont signés

Virey

Baudot l'ainé

Baudot

Populus

Petitot

Et ouy le procureur fiscal lequel a requis qu'ayant eu contestation entre le Sr M. Darentière et les Srs apotiquaires sur la question, si le dit M. Darentière aurait ou non d'interroger les aspirans, attendu l'absence du dit M^e Darentière tant pour le bien public que raison du dit état pour lequel la capacité est très intéressante et a besoin d'être connue, il lui fut donné acte tant pour lui que le dit M^e Darentière de requérir à l'avenir la faculté d'interroger les dits aspirans en sa qualité de médecin du roy nempechant au surplus que, pour cette fois et sans tirer à conséquence il soit procédé aux examens, chefs d'œuvres épreuves en présence du dit M^e Montecot ensemble aux interrogations de l'aspirant par les dits Srs apotiquaires présents seulement sauf néanmoins après les dits examens et interrogatoires faites être par le dit pr. fiscal requis equil appartiendrait.

a signé De Charme fils

S'est aussy présenté le dit Sr Denis Thevenot aspirant lequel nous a représenté les pièces, justifications de son age et des apprentissages études et services chez les maitres en l'art de pharmacie et apotiquairerie scavoir son extrait baptistaire en date du 11 août 1748 délivré par le greffier commis au bailliage de Langres signé Vigneron, les certificats d'apprentissage et services du dit Sr Thevenot l'espace de trois années chez le Sr Auprêtre maitre apotiquaire en la ville de Dijon les dits certificats donnés et signés tant par le dit Auprêtre que par les sieurs Milsand doyen, Milsand fils, Bernard et Maufoux maitres apotiquaires de la dite ville de Dijon en datte du 22 janvier 1772 duement légalisés le 23 du même mois, autre certificat de Services du dit Sr Thevenot chez le Sr Rinchau maitre apotiquaire de la ville de Versailles en date du 2 septembre 1773 signe du dit Rinchau chez lequel il est demeuré pendant l'espace de dix sept mois, un autre certificat d'étude et d'assistance aux cours et leçons chimiques et pharmaceutiques du démonstrateur de chimie et pharmacie en la ville de Paris signé Mitoüart (1) en date du deux avril 1774. Vu lesquelles pièces qui ont été remises au dit Sr Thevenot nous avons donné acte aux dits Srs Montecot, Baudot l'ainé,

(1) Au sujet de Mitoüart, voir ci-dessus la note (2), page 16.

Baudot cadet, Virey, Populus, Petitot et Thevenot aspirant de leurs dires réserves et protestations ensemble au dit pr. fiscal de son réquisitoire et en conséquence avons ordonné qu'il sera présentement sous la réserve de tous droits et actions des parties, procédé aux examens, chefs d'œuvres et épreuves du dit Thevenot conformément à l'art. 4 des statuts de la communauté des Maitres apotiquaires de cette dite ville et après que le Sr Thevenot a été examiné par tous les susnommés sur l'art de pharmacie et chimie et sur la connaissance générale des drogues il a répondu aux questions qui lui ont été faites pendant suffisant, que pareillement il a fait les chefs d'œuvres démonstrations et compositions qui lui ont été appliqués par tous les susnommés Scavoir pillules cochées, tablettes de citron, blanc rhazis et précipité blanc, tous les susdits nommés, nous ayant dit qu'ils étaient satisfaits des réponses, chefs d'œuvres, démonstrations et compositions du dit Sr Thevenot et qu'ils le jugeaient capable d'être admis à l'exercice du dit art de la pharmacie et d'apotiquairerie, ouy derechef le dit pr. fiscal qui a dit n'avoir moyen d'empêcher la réception du dit Sr Thevenot au dit art à la charge pour lui de se conformer dans l'exercice diceluy aux dispositions des ordonnances, arrêts, réglemens et statuts de la dite comté des m^{rs} apothiquaires de cette ville et de prêter serment, nous avons ordonné que le dit Sr Thevenot serait reçu maitre au dit art de pharmacie et apotiquairerie, en conséquence avons de lui pris et reçu, le serment par lequel il a promis de s'acquiter fidèlement en son âme et conscience du dit art et de se conformer dans l'exercice de celui aux dispositions des ordonnances arrêts et réglemens concernant le dit art et statuts de la communauté des maitres apotiquaires de cette ville, au moyen de quoy nous lui avons permis d'exercer le dit art et d'en ouvrir boutique de tout quoy nous lui avons donné acte et nous sommes soussignés avec les dits Srs Montecot, Baudot, Virey, Populus, Petitot, le Sr Thevenot, le dit pr. fiscal et notre greffier.

Baudot l'ainé	Thevenot	Montecot médecin	
Baudot	Virey	Populus	Petitot
	Delapaix		
De Charme fils		Massin	

(1)

(1) Archives de la Haute-Marne. Série B non classée.

L'exercice de la profession

A) LES STATUTS DE CHAUMONT-EN-BASSIGNY (1)

A la fin de 1642, le 10 novembre, Jean Denys et Pierre Bonnenfant, apothicaires, adressèrent une demande de statuts au Conseiller du Roi et Lieutenant général au Bailliage de Chaumont-en-Bassigny.

Les demandeurs s'inspiraient, comme l'indique bien leur préambule, des statuts similaires des autres villes de Champagne (Troyes, Langres, Vitry-le-François). Leur proposition contenait 27 articles (les statuts de Troyes, 1539, en comportaient 28; ceux de Besançon, 1774 : 24; Dijon, 1614 : 26; en 1734 : 34; à Nancy en 1764 : 54; ceux de Châlons-sur-Marne, 1615 : 21; Vitry-le-François, 1661 : 23).

Les problèmes à résoudre et les difficultés rencontrées dans l'exercice de la profession étaient identiques dans les différentes régions d'un pays qui, lentement, mais régulièrement, parvenait à son unité. On ne constate pas de différence sensible d'une province à l'autre, car des liens de toutes natures unissaient les habitants malgré la lenteur ou la précarité des moyens de communication.

L'examen des principaux articles des statuts permet, par contre, de s'imaginer nettement les grandes lignes d'un règlement, dans les limites duquel pouvaient exercer nos confrères de l'époque. Pour la clarté de notre exposé, nous n'avons pas suivi l'ordre des différents articles, mais préféré grouper ceux qui concernaient telle partie bien définie de la profession.

Le préambule des statuts constitue, dans ses attendus, une démonstration de la nécessité de codifier une profession dont dépend le bon ou le mauvais usage des drogues et médicaments, et ce qui en découle, la conservation de la santé humaine.

(1) Archives de la Haute-Marne - F 231.

STATUTS

*des Marchands, Apoticaire et Epiciers
de la ville de Chaumont-en-Bassigny (10 novembre 1642)*

L'an mil six cens quarante deux, le dixiesme jour de novembre par devant nous Pierre Perier conseiller du Roy en ses Conseils d'Estat et privez Lieutenant général au Baillage, en siege présidial de Chaumont en Bassigny en présence des advocats et procureur du Roy et de Maistre Simon Bruant, commis au greffe du dit bailliage, sont comparus en personnes M^e Jean Denys, et Pierre Bonnenfant, apoticaire demeurant au dict Chaumont qui nous ont dict et remonstré qu'encores qu'en toutes les bonnes villes de ce Royaume, l'art et profession de pharmacie soit érigée en maistrise pour le grand interest qui résulte au publicq, que personne ne s'en mesle, qui ne soit bien versé et experimanté et qu'il ait été ordonné par plusieurs jugemens rendus tant en ce bailliage qu'en la prevosté ez années sixe cent vingt cinq, et vingt six, et autres de suivantes qu'il serait pourvueu de statuts et Reglements aux apoticaire de cette ville qui en faisaient profession, mesme, qu'aucun de ceux ayant été receues Maistres par Chefs d'œuvres, suivant les formes qui se gardent et observent ez autres bonnes villes de ce Royaume comme ils nous ont fait apparaitre par un jugement rendu en la ditte prévosté le 1^{er} aout mil six cent vingt cinq contenant la réception par chef d'œuvre de deffunt Vorle Garnier compagnon apoticaire demeurant au dit Chaumont. Ce neantmoins quelque soin et diligence que les Remontrant ayant pu apporter pour parvenir à l'establissement de la dite maistrise, et pour obtenir des réglemens et statuts, ayant pour cet effet baillié plusieurs requestes et recherché les réglemens qui s'observent aux villes voisines, comme de Langres, Troyes, Vitry et autres, ils n'ont pu jusqu'à présent obtenir les dits statuts, réglemens, ce qui est néanmoins grandement préjudiciable au public parce que toutes sortes de gens se meslent de lever boutiques et faire profession dudit art vendent et débitent drogues gastées et corrompües et autres deffendües d'où naissent tous les jours de grands accidents, Pourquoy ils ont recours à nous à ce qu'il nous plaise y mettre ordre par de bons réglemens, Supplians le dit Procureur du Roy ainsy le requérir et consentir.

Aquoy Le dit procureur du Roy a dit que les opérations de l'art de pharmacie concernant le corps humain il n'y a rien de plus grande importance que ce dont dépend la vie de l'homme, ny de de plus préteux et recommandable que la santé qui est souvent interessée par l'imperitie de ceux qui se meslent dudit art. Jointct les grands abus qui se commettent tous les jours à la vente et débit des drogues par personnes non versées au dit, dont le dit procureur du Roy a reçu diverses plaintes, mesmes de certaines femmes qui donnent des breuvages et autres drogues grandement nuisibles aux corps humains, quelque fois pour faire perdre le fruit aux femmes enceintes et autres pernicieux usages à quoy il est bien nécessaire de pourvoir ce qui ne se de peut plus commodément et utilement faire que par l'establissement

d'une maistrise, en laquelle les maistres ou Jurés seront tenus et obligés de faire des visittes et prendre garde aux abus qui se commettent tant par les autres Maistres que autres personnes qui entreprennent la vente et le débit des dittes drogues, et breuvages, et tenus de rapporter à justice les malversations qui viendront à leur connaissance. Pourquoy le dit Procureur du Roy adherant aux remontrances des dits Denys et Bonnenfant, requiert avec eux l'establisement de la dite Maistrise, et qu'il leur soit pourveu de statuts et règlements concernant le dit art suivant et conformément à ce qui s'observe es bonnes villes de ce Royaume, le tout néantmoins par provision et jusqu'à ce qu'autrement par le Roy et nos Seigneurs, du Conseil ou du parlement en ayt été ordonné.

Surquoy veu par nous les jugemens rendus tant en ce Bailliage que prevosté le dit jour septiesme aoust mil six cent vingt cinquieme contenant la reception du dit Vorle Garnier par chef d'œuvre, join et les coppies collationnées des Règlements et statuts qui s'observent entre les autres Maistres apoticaire de ce Royaume, ouy les dits apoticaire sur l'augmentation et Retranchement d'aucuns articles des dits statuts, et de l'advis des officiers du Roy au dit Bailliage nous avons dit, statué et ordonné, disons et ordonnons les statuts et règlements qui suivent, pour estre dorénavant gardés et observés par les Maistres apoticaire de cette ville de Chaumont par provision seulement et jusque à ce qu'autrement par le Roy et Nosseigneurs de son Conseil ou du parlement en ayt été ordonné.

Exercice professionnel

L'article premier rend officiel le métier d'apothicaire et donne droit d'antériorité aux praticiens exerçant déjà dans la ville de Chaumont à la date de la demande.

« Premièrement, que l'art de pharmacie en la ville de Chaumont sera doresnavant juré en la forme des autres, qui sont dans les bonnes villes de ce Royaume, et qu'à cet effet les apoticaire qui sont de présent en cette ville de Chaumont et qui ont fait profession du dit art et tenu boutique ouverte depuis dix ans sans intermission ni discontinuation feront corps et communauté et exerceront le dit art sans être tenus ni obligés à aucun chef d'œuvre, leur expérience et capacité étant connue et notoire avec deffenses à toutes autres personnes de louer cy après boutiques, ny faire profession du dit art qu'ils n'ayent estés receus maistres et fait chef d'œuvre dans les formes prescrites ey-apres. »

La partie essentielle de la profession, c'est-à-dire la délivrance des substances vénéneuses, raison même de la réglementation et, en l'espèce, de la demande de statuts en cause, est évoquée par l'art. 23.

« Nous avons très expressement inhibé et deffendu aux dits apoticaire, et autres de vendre et débiter aucun médicaments,

vénéneux, simples ou composés sans expresse ordonnance du médecin, si ce n'est à personne qu'y leur soient bien conneus et dont ils feront mémoire et du jour et de la délivrance et qu'en leur art et mestier se servant necessairement de telles drogues et les admonesteront de les employer incontinent, sans les laisser aller à l'abandon, ni en mesurer, chargeant très expressement les dicts jurés de tenir la main, que le présent article soit observé à peine d'amande arbitraire et de repondre en leurs propres et privés noms des inconvenients qui en pourraient arriver. »

Il était donc prévu la tenue d'un livre mentionnant la nature du produit délivré et la date de l'exécution de l'ordonnance. A Troyes, un règlement de police de 1756 (art. X) était plus formel encore dans la tenue du registre, de même à Vitry-le-François (art. VIII). Les statuts de Troyes vont plus loin, puisqu'ils prévoient la rédaction par les médecins d'un formulaire annuel et leur présence à la préparation de certains médicaments. Tandis que l'art. 24 interdisait aux apothicaires la revente de certaines drogues composées aux personnes étrangères à la profession.

« Que les dits Maistres apoticairez ne vendront aux marchands ny autres aucunes drogues composées comme metridat theriaque et autres pour les revendre si ce n'est pour la necessité de leurs malades et familles. »

L'extension du commerce de l'épicerie à celui de la pharmacie proprement dite était prévue par l'art. 27.

« Que si quelqu'un des dits maistres apoticairez ou autres de cette ville de Chaumont veut seulement exercer l'épicerie ou confitures, en ce cas son chef d'œuvre sera d'Hippocras, dragées, sucre rosat, alphenix, poudre d'espace ou partie d'iceux, suivant que chacun s'en voudra mesler, avec deffense de mettre en la dite poudre de la guynée afin de la rendre plus forte. »

A titre provisoire, les statuts de 1642 prévoient également l'exercice de la profession de cirier, après avoir rappelé que l'art pharmaceutique comprenait la droguerie, l'épicerie et les confitures — mais les apothicaires ne pouvaient se prévaloir de ces autorisations pour les transformer en exclusivité (art. 19).

« Et d'autant que sous le dit art de pharmacie est comprise la droguerie, épiceries et confitures, nous avons permis aux dits maistres apoticairez de l'exercer provisoirement et vendre toutes sortes de drogues, épices et confitures, mesme d'exercer aussi le mestier de cirier, comme étant un membre dépendant du dit art d'apoticaire, ainsi qu'avons reconnu, qu'il se fait en beaucoup de villes de ce Royaume, sans que pour ce néantmoins, les dits apoticairez puissent prétendre d'exclure toutes autres personnes qui voudront se mesler d'épiceries et confitures et exercer le dit

mestier de cirier en faisant néanmoins les chefs d'œuvres requis et accoutumés es autres villes de ce Royaume. »

Répression de l'exercice illégal

La nécessité d'envisager des sanctions contre les « illégaux » ou tout au moins d'en limiter les agissements a fait inclure l'art. 20 dont le texte prévoyait également le contrôle de la vente en gros des drogues.

« Nous avons inhibez et deffendu à tous droguistes estrangers passants, empiriques, charlatans et autres qui se meslent de porter, et composer, huiles et autres choses, dont ils abusent souvent le peuple d'exposer en vente, ordonner ou donner icelles qu'au préalable, elles n'ayent été veues et visitées par les dits Maistres jurés, qui seront appelés à cet effet, pour y assister et faire rapport de la bonté ou malice d'icelles en présence du médecin et que par le dit prévot de Chaumont ou ses lieutenants, avec le dit Procureur du Roy, il en ayt été ordonné, comme aussi nous avons inhibé et deffendu à tous marchands étrangers d'estaler et vendre en cette ville et faubourgs les marchandises, drogues et autres choses appartenant au dit art de pharmacie, soit en gros ou en détail, qu'au préalable elles n'ayent été veües et visitées par les dits Maistres jurés à peine de trois livres cinq sols d'amande applicable comme dessus. »

Par contre, l'art. 25 autorise les chirurgiens à préparer des onguents pour l'usage externe dans l'exercice de leur profession.

« Avons deffendu à toutes personnes que ce soit, mesme aux chirurgiens de bailler ny administrer aucuns médicaments internes soit activatifs ou purgatifs ; pourront toutesfois les dits chirurgiens faire les compositions d'onguents pour servir à leur estat, qui gist à appliquer la main es parties du corps externes et autres desqueles par la main se peut donner remèdes, et non donner médecines, ny breuvages, qui entrent au corps humain soit en maladies externe ou interne par ce que cela est de l'art de pharmacie, qui se doit dispenser par l'ordonnance du médecin. »

Inspection des apothicaires

Trois articles avaient été jugés nécessaires (4, 5 et 6) pour instituer deux apothicaires dits « jurés » élus pour deux ans par leurs pairs et assermentés ; devant visiter quatre fois par an les apothicaires et s'assurer du bon état des drogues ainsi que de la qualité des personnes débitant ces médicaments.

Une tolérance était établie pour les Dames de charité distribuant gratuitement des emplâtres et remèdes d'efficacité reconnue. En

effet, vers cette époque, on peut trouver plusieurs éditions d'un ouvrage anonyme intitulé « Manuel des Dames de charité », contenant de nombreux « remèdes simples et éprouvés » ce qui semble indiquer que la coutume d'aller soigner des malade indigents à leur domicile était alors très répandue.

Institution des réunions professionnelles

Il était prévu l'institution d'assemblées professionnelles tant pour l'élection des jurés (art. 2) :

« Qu'il sera permis aux dits maîtres de s'assembler pour élire et nommer des jurés, savoir en des anciens et en des modernes qui presteront serment par devant le Prévost de Chaumont ou son lieutenant en présence du procureur du Roy en la dite prévosté. »

que pour l'étude de toutes questions relevant de la profession (art. 3) :

« Qu'il leur sera aussy permis de s'assembler toutes et quantes fois que besoin sera pour la manutention et conservation du présent Règlement et des affaires de leur communauté. » (art. 3).

La tenue d'un registre des délibérations était ordonnée (art. 15) :

« Sera fait un livre dans lequel on inscrira les propositions qui se feront es assemblées pour s'en servir aux occurences et sera la conclusion signée par les deux jurés et autres maîtres qui y auront assistés. »

Enfin, il était exigé dans ces réunions une tenue morale et une atmosphère de concorde parfaite, sous peine de sanction (art. 16) :

« Aux assemblées qui se feront, ne se commettra ou proferera aucuns blasphèmes, jurements ni paroles injurieuses, les uns all'encontre des autres et se porteront tous respect et amitié, à peine contre les contrevenans de soixante cinq sols d'amande applicable à la bourse des pauvres compagnons du dit art passants. »

Veuves d'apothicaires (art. 17)

Elles pourront conserver l'usage de leur commerce, durant leur veuvage, à charge d'occuper un « serviteur » reconnu compétent par les deux apothicaires jurés, en présence des autres praticiens. (Les statuts de Troyes et Châlons comportent une disposition analogue.)

« Que les veuves des dits apoticairees pourront leur viduité seulement tenir boutique ouverte à la charge qu'elles tiendront

pour l'administration d'icelle un serviteur capable et suffisant estant cognut par l'examen des dits jurés en présence des autres maîtres, qui y viendront assister une fois seulement et en la première dispensation qu'il fera ne lui sera permis de parachever sans que premièrement elle n'ayt été veue par les dits jurés ou autres par eux commis pour y être examiné ainsy qu'il appar-tiendra. »

Ces statuts furent confirmés par Louis XIV le 21 mai 1650. Le Parlement demanda le 10 février 1651 l'avis du Maire et des Eschevins de Chaumont. L'Assemblée générale de la ville se réunit les 23 et 27 juillet 1651 et proposa la présence des Maire et eschevins ou de l'un d'eux à l'examen d'entrée dans la profession. Elle demanda également la présence du médecin privilégié de la ville à la visite des drogues par les apothicaires. Le Parlement enregistra de nouveau le 5 janvier 1652 et les notaires royaux de Chaumont collationnèrent finalement le 20 avril 1652.

Dix ans s'étaient écoulés entre le début de la requête des apothicaires Chaumontois et la promulgation définitive des statuts.

B) LES STATUTS DE CHAUMONT DE 1653

Moins d'un an plus tard, le 10 janvier 1653, les apothicaires demandèrent la confirmation, à titre d'exclusivité, de la profession de cirier prévue par l'article 19 des statuts de 1642, d'où élaboration de statuts complémentaires comprenant 18 articles.

Le premier article permet de cumuler les professions d'apothicairaire, d'épiciier et de cirier (art. 1) :

« Premièrement, ceux qui voudront exercer la profession de cirier après leur réception seront à l'advenir unis et incorporés aux corps des marchands apoticaire et marchands épiciers, et regis sous mesmes statuts et ordonnances et par mesmes gardes et jurés qui seront élus en la forme et manière accoustumée en bonnes villes de ce Royaume et nomément de la ville de Paris sans qu'à l'advenir ils s'en puissent séparer pour quelque cause et occasion que ce soit. »

Par contre, les ciriers ne pouvaient participer à l'élection des apothicaires jurés (art. 2) :

« L'élection des gardes et jurés du dit art de cirier se fera par les maistres épiciers et ciriers, sans que les ciriers puissent prétendre avoir voix en l'élection des jurés de l'art d'espiciier et de pharmacie, lequel juré des ciriers fera visite des boutiques et ouvrages des maistres ciriers concuremment avec ceux de l'art de pharmacie et espicerie. »

L'objet même de la demande de nouveaux statuts était clairement défini dans l'art. 3 qui créait le monopole de la vente des cires, chandelles, etc., aux apothicaires, espiciers, ciriers.

« Deffendons à tous marchands et autres qu'apothicaires, espiciers et ciriers de vendre ny distribuer manuellement Cire ny ouvrages de cire, et chandelles, qu'ils n'ayent estéés préalablement receus maistres et presté serment pardevant nous en présence du dit sieur procureur du Roy au dit art en la mantière accoustumée qu'y s'observe à Paris. »

Entrée dans la profession

Deux articles, dont un assez long, suffiront à énoncer les conditions à remplir pour exercer le métier de cirier (art. 4 et 6) :

« Scavoir que ceux qui voudront trafiquer et travailler en cire, et tenir boutique ouverte de cire en cette ville après attestation suffisante des maistres en chaque profession, où ils auront fait apprentissage, feront chef d'œuvre de ce qui concerne leur estat selon que les maistres jurés de pharmacie, épicerie et art de cirier leur ordonneront en présence des autres maistres en chacune profession auxquels avons taxés scavoir à chacun des maistres trois livres et aux convenus de la part du dit sieur procureur du Roy et de la ville quarante sols, ceux néantmoins qui se trouveront à présent dans l'exercice actuel de cirier feront chef d'œuvre et payeront les sommes comme les autres, mais ne seront contraints d'exhiber lettres d'apprentissage et les aspirans trouvés capables, et receus maistres au dit art de cirier, payeront la somme de huit livres à la boîte commune, et leur seront rendus leur chef d'œuvres, qui leur demeureront, après néantmoins qu'ils auront payé les dittes sommes et qu'ils auront fait le serment de leue l'acte de reception (art. 4).

« Les fils de maistres feront les mesmes chefs d'œuvres que les autres mais ne payeront la ditte somme à la boîte commune. » (art. 6).

Veuves de Ciriers (art. 5)

Comme pour les veuves d'apothicaires, elles pourront exercer leur vie durant, sauf remariage.

« Les veuves, tant qu'elles demeureront veuves, jouiront des privilèges comme faisaient leurs maris vivans. »

Onze articles furent jugés nécessaires pour préciser les qualités que devaient présenter les matières vendues. A cette époque, la vente des luminaires de toute sorte, à usage religieux et domestique, revêtait une telle importance qu'il avait paru indispensable de la réglementer et par la même occasion, limiter l'exercice de la profession, rendant cette dernière plus lucrative.

En premier lieu, les poids et mesures sont précisés, afin d'uniformiser la vente d'articles dont l'usage se reconnaissait de nécessité journalière (art. 7 et 8).

« A l'égard des poids, tous maistres tant qu'apoticaires que ciriers et épiciers vendront leur marchandise et ouvrages de cire à la livre de seize onces et non à celle de quatorze onces que deffendons très expressément à peine de cinq livres d'amande. »

« A l'égard des mesures, les ciriers tiendront en leurs boutiques le pied du Bailliage. »

Il est vraisemblable qu'avant cette période, la fabrication et la vente libres des luminaires devaient donner lieu à des abus et des fraudes. Aucun contrôle ne sanctionnait la mauvaise qualité, d'autant que l'origine de la marchandise n'était pas forcément locale. Aussi, dans les articles suivants, voyons-nous par exemple, interdire l'emploi de poix résine, gomme, suif. Les mélanges ne seront autorisés que pour les chandelles et les torches de certain prix :

« Pour ce qui concerne la matière des ouvrages, premièrement les luminaires et mesches seront de coton pour les cierges et pour les torches depuis un demy quâteron jusqu'à une livre, le luminon sera blanc, à peine de confiscation des dits ouvrages et de cinquante sols d'amande, la moitié applicable à la boîte commune et l'autre au procureur. » (art. 9).

« Et pour les torches de confrairies les luminons seront de coton pur ou meslé selon le désir des jurés des confrairies et de ceux qui les commanderont. » (art. 10).

« La cire qui sera employée aux ouvrages tant à la main qu'à la fonte soit blanche ou jaune sera pure sans aucune mixtion de poix résine, ny gomme et les dits ouvrages ne seront point fourrés ni escrouffés de diverses cires ny mixtionnés ; ains seront pareils dessus que dessous, à peine de confiscation des dits ouvrages et de trois livres d'amandes pour la première fois applicable comme dit est. » (art. 11).

« Pourront néanmoins user de mixtions pour les chandelles depuis un denier jusqu'à quatre deniers, et pour les torches de confrairies depuis dix livres jusqu'à soixante en la présence et au désir de ceux qui les commanderont desquels les ciriers tire-ront certificat. » (art. 12).

« Que si quelques uns des dits Maistres font achat de cierges, ou autres ouvrages de cires de dehors qui se trouvent pour la plus part surchargés et fourrés, deffendons aux dits Maistres d'exposer en vente tels ouvrages falcifiés qu'ils ne soient préalablement rompus par le bout, pour en faire paraître l'abus et sera permis aux Maistres ciriers de rompre par le milieu les dits ouvrages qui se trouveront chargés, qui n'auront estés marqués, comme dit est, les saisir et en faire plainte pour ordonner ce que de raison. » (art. 13).

« L'on ne meslera le suif pour la manufacture des chandelles, ains elles seront faites de suif noir, ou blanc sans les mesler ny corrompre d'autres graisses, qui les puissent empirer sous peine de confiscation du suif et de trois livres d'amande applicable comme dessus, nous réservant de mettre le prix des dites chandelles selon l'abondance des suifs avec deffences aux dits Maistres d'en vendre outre le prix qui sera ordonné à peine de trois livres d'amande applicable comme dessus. » (art. 14).

« A l'égard des torches, le luminon et le baston seront proportionnés régulièrement comme suit, à savoir celles de deux livres de quatre pieds de longueur de carré.

Celles d'une livre et demy, trois pieds et demy

d'une livre trois pieds

d'une demie livre, deux pieds

celles d'un quarteron, d'un pied et demy

celles d'un demy quarteron, d'un pied de cire.

Le tout, sans y comprendre le baston qui doit être proportionné, à peine de trois livres dix sols contre les contrevenans applicable à la dite boëtte commune et de la perte des dits ouvrages qui seront vendus et l'argent en provenant applicable au procureur. » (art. 15).

Les Maîtres ciriers devront déposer la marque qui leur sera propre et dont ils devront revêtir les articles vendus :

« et pour obvier à tous les abus tous les Maistres ciriers seront obligés incontinent après leur réception de déclarer et exhiber sur le livre commun la marque dont ils entendent marquer leurs ouvrages afin d'y avoir recours en cas d'abus, avec deffense d'exposer en vente aucuns ouvrages de cire, soit de leur manufacture, ou qui les vend à peine de confiscation des dits ouvrages aux pauvres et de vingt sols applicable à la boëtte commune. » (art. 16).

Enfin l'article 17 n'est pas le moins curieux, car il prévoit que la sollicitation du public et même la livraison à domicile seront interdites. Peut-on trouver ailleurs que dans ce passage, meilleure affirmation du libre choix laissé à la clientèle :

« Deffendons à tous ceux de la ditte profession de porter par la ville, ny aux maisons de torches et autres luminaires pour les funérailles et autres services, afin de laisser aux particuliers la liberté de se pourvoir des dits luminaires auprès de ceux qu'ils voudront et aux cas que quelqu'un d'iceux Maistres en portent ou fassent porter, sera permis aux jurés de s'en saisir. » (art. 17).

Enfin l'art. 18, le dernier, veut garantir la qualité des « luminaires » employés dans les édifices religieux :

« et veu qu'il est notoire que des dits luminaires mixtionnés pour l'ordinaire, ou s'eslèvent des puanteurs parmi l'Eglise, ou

tombent des gouttes de poix, ou autres graisses sur les ornements qui les tachent ; pour obvier à tels inconvénients deffendons à tous maistres de la ditte profession de délivrer des dits luminaires qu'au préalable ils n'aient été visités par les Maistres jurés. » (art 18).

et les statuts se terminent ainsi :

En tesmoing de quoy nous avons signés ces présentes avec les dits procureur du Roy et Fagotin greffier les ans et mois que dessus.

Signés Courtet, Depoirresson et Fagotin avec paraphes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront Pierre Perret Conseiller du Roy en ses conseils Lieutenant général au Bailliage et Siège présidial de Chaumont Salut savoir faisons que ce jourd'huy dixième du mois de décembre mil six cent cinquante deux heures de neuf du matin au palais Royal du dit Chaumont en présence du Procureur du Roy au Bailliage et siège présidial assisté de l'avocat du dit seigneur sont comparus la communauté des Maistres apoticaire, pharmaciens, marchands épiciers et ciriers de cette ville de Chaumont par M^e Antoine de Vaux leur procureur assisté de M^e Prudent Royer apoticaire juré de la dite communauté en personne qui nous a dit que dès le dixième janvier mil six cent cinquante trois ils ont fait établir une maîtrise au dit mestier de cirier ensuite de l'article penultiesme de ceux portés aux statuts et ordonnances faites sur l'art et profession de pharmacie par devant nous le dixième novembre mil six cent quarante deux, et pour cet effect ont fait dresser des statuts et ordonnances par le sieur Prévost de Chaumont avec le Procureur du Roy en la ditte Prévosté, et les sieurs Maire et Eschevins de la ditte ville, ainsi qu'il est accoustumé en tel cas pour iceux gardés et observer par les y dénommés et ceux qui viendront cy après, lesquels statuts pour estre plus valides, la ditte communauté désirerait les faire homologuer en la cour de ce Bailliage nous représentant les dits statuts, et requis que nous ayons à procéder à l'homologation d'iceux, et à Messieurs les gens du Roy, qui ont déclaré avoir eu communication des dits statuts, et n'avoir moyens d'empescher l'homologation d'iceux, nous avons partant les dits statuts et ordonnances faits par le dit mestier de cirier pour le bon plaisir du Roy, et de Nosseigneurs de la cour de Parlement, homologué et homologuons condamne la ditte communauté de Maistres ciriers présents et à venir de les garder et observer en tous leurs pointcs tenir et entretenir et satisfaire à iceux sur les peines y portées, et ordonné que les dits statuts seront registrés au greffe de cette cour pour y avoir recours, et ce fait ont été rendus au dit Royer, en tesmoing de quoy nous avons signés en présence et avec les dits gens du Roy, et le greffier ordinaire en ce Bailliage, les ans et mois que dessus.

Signé Perret, Degrand, Depoirresson et Fagotin
avec paraphes.

C) LES STATUTS DE LANGRES

Si Chaumont nous a conservé dans son intégralité le texte de ses statuts, il n'en est pas de même de sa voisine, et nous en sommes réduit à constater l'existence d'une réglementation qui paraît avoir été très antérieure à celle de Chaumont. En effet dans un jugement, à Langres, en date du 23 juillet 1648, concernant un différend entre « la communauté des maistres apotiquaires marchands espi-ciers, ciriers de cette ville » et « Nicolas Vincent marchand mercier au dit Langres », il est question des « statuts des dits arts », en date des 18 février 1498 et 6 février 1499 et de leur confirmation au mois de juin 1600.

Environ un siècle s'est écoulé pendant lequel les apothicaires de Langres ont été régis par les statuts de 1498-1499. Le jugement cité plus haut présente, entre autres, l'intérêt de révéler l'ancienneté de ces statuts. En effet, nous constatons que Dijon possède des ordonnances du 24 novembre 1490 (26 articles) mais le projet de statuts ne date que de 1605. Troyes ne possède de statuts que depuis 1539, et pour la plupart des villes de l'Est ou du Centre les dates sont toutes très postérieures, Reims, 1552 - Châlons, 1615 - Sézanne, 1618 - Nevers, 1619 - Nancy, 1640 - Vitry-le-François, 1661 - Charleville, 1677.

Nous n'avons pu trouver trace des statuts des apothicaires de Langres homologués le 28 août 1631, fait établi par un rapport de M. de Serilly, en date du 4 juillet 1737. En effet nos confrères présentèrent à cette date, et le 17 juillet 1738 un projet nouveau en 45 articles. Ces seconds statuts ont disparu également, peut-être dans l'incendie qui en 1892, détruisit la presque totalité des archives conservées à l'Hôtel de ville de Langres et qui concernaient, entre autres, les communautés et corps de métiers. Il y a tout lieu de croire qu'étant donné la proximité relative de Langres et Chaumont, les différences entre les statuts des deux villes devaient être faibles, d'autant plus que dans leur demande de 1642, les apothicaires de Chaumont s'en référaient à ceux, antérieurs, de Langres.

A Langres, le projet des nouveaux statuts fut communiqué aux marchands de la ville qui firent opposition et le 17 juillet 1738, les apothicaires essayèrent un refus de la part des autorités sous le prétexte que « ces statuts dérangeraient le commerce de bien des marchands de la ville de Langres et leur donneraient occasion de demander aussi des statuts et qu'il convenait par conséquent de laisser les choses en l'état où elles sont ».

Il semblerait que les apothicaires de Langres, déjà régis par la réglementation de 1498, jugée par eux insuffisante, aient essayé, mais en vain, de compléter et de faire préciser leurs privilèges, car leur projet comprenait un nombre d'articles inhabituel dans les statuts analogues des autres villes de Champagne.

A Châlons-sur-Marne, en 1742, les apothicaires avaient également essayé d'obtenir une amélioration de leurs statuts. En février 1749, leur demande était transmise pour avis à l'Intendance de Champagne. Elle semblait devoir aboutir après quelques modifications, mais en 1777, les nouveaux statuts n'étaient pas régularisés.

A Langres, comme à Châlons dix ans plus tard, les apothicaires luttaient pour obtenir les améliorations jugées nécessaires à l'exercice de leur art et, quand vint la Révolution, le dernier mot n'était pas dit sur leur désir de perfectionner les règlements de la profession.

Si les différents statuts ou projets de statuts manquent dans les archives officielles, par contre nous possédons la liste des produits dont la vente était libre à Langres et celle des drogues réservées à la corporation des apothicaires, épiciers et ciriers.

« Etat des marchandises qui doivent être vendues en commun tant par les Apothicaires, épiciers, ciriers, que par tous les autres marchands de la ville de Langres, conformément aux statuts et règlements accordés aux marchands Jouailliers, grossiers et quin-qualliers de la ville de Paris ainsy qu'il est expliqué par l'article XII des dits statuts. » (1).

Aluns de toutes sortes	Cannelle
Amandes douces et amères	Colles de toutes sortes
Ambre	Cassonade
Amidon	Capres
Azur	Carmin
Anchois	Chandelles
Bol non composé	Couperose verte
Blanc de cerruse	Coton en laine et filé
Blanc de plomb	Cochenille
Bouchons de liège	Clous de girofle
Tout bois servant à la teinture	Encens à l'exception du mâle nommé oliban
Baleine taillée et non taillée	Eponges de toutes sortes
Café	Email
	Fleur de soufre
	Garance

(1) Archives départementales de la Haute-Marne, E non inventorié. — Communauté d'arts et métiers du bailliage de Langres (Apothicaires de Langres).

Gingembre	Orcanette
Huiles simples et non composées	Outremer
Indigo	Poix de toutes sortes
Liège	Poivre
Marons	Peintures
Miel naturel	Raisins non confits
Mine de plomb	Rocourt
Macis	Savon
Muscades	Sucre
Noix de galle	Teintures
Noix de toutes sortes	Terre d'ombre
Noirs de toutes sortes	Thé
Ocre	Tripoli
Oranges crues	Verd de gris
	Verd de mer

« Etat des marchandises dont on peut accorder la vente exclusive aux Apothicaires, épiciers, ciriers de la ville de Langres. »

Acajou	Bezoar (4)
Acacia	Bitume de judée
Agaric	Bougies de cire de toutes sortes
Acorus	Bois d'aspalat (5)
Aloë	Bois de canelle
Ambres de toutes sortes	Bois de corail (6)
Angélique	Barbotine (7)
Anis	Ballote
Antimoine de toutes sortes	Bdellium
Assa foetida	Bismut
Argent vif (1)	Bistorte
Arsenic	Blanc de baleine
Ananas	Brignolles confites (8)
Aristoloches de toutes sortes	Cademie (9)
Azerole (2)	Casses
Bayes de laurier, d'orange et de myrthe	Cachou
Bol composé de toutes sortes	Calamine
Behen (3)	Calamus (10)
Benjoin	Camphre
Baumes de toutes sortes	Capillaire
	Castoreum
	Coriandre en dragée

(1) Mercure. — (2) *Fruit du Crataegus Azerolus* (Rosacées). — (3) Noix de Behen : huile pour horloger. — (4) Pierre dans la vessie des chevaux. — (5) *Aquilaria malaccensis*. Lam. (Thyméléacées). — (6) *Erythrina Corallo-dendron* (Légum.). — (7) Semen contra. — (8) Pruneaux de Brignoles en Provence. — (9) Silicate naturel de zinc. — (10) *Acorus Calamus*. —

Crocus metallorum (11)	Huiles composées à l'usage de la médecine seulement
Cristal minéral	Hermodactes
Chiendent	Hyppocistis (15)
Chocolats de toutes sortes	Jalap
Cires de toutes sortes	Iris de Florence
Couperose blanche	Ipecacuanha
Coloquinte	Jujubes
Coques du Levant	Juncus odoratus
Corne de cerf rapée	Karabe
Coralline (12)	Kermès
Confitures de toutes sortes	Litharge d'or
Crème de tartre	Lupins
Cumin	Mannes de toutes sortes
Cuscuta	Mastic
Costus (13)	Mechoacan
Civette	Miels composés
Cantharides	Marrube
Cardamomum	Myrrhe
Chamoedrys	Musc
Cinnabre	Meum
Cloportes	Mumie
Chamoepitys	Myrobolans
Dattes	Myrtille
Dragées de toutes sortes	Nards de toutes sortes
Dictam de toutes sortes	Noix de ciprès
Eau-forte	Nitre purifié
Eau de fleurs d'oranger	Noix vomique
Eau de la reine de Hongrie (14)	Oesipe (16)
Ecorce de citron confite	Opium
Ecorce d'orange confite	Opobalsamum
Ecorce de gayac	Opoponax
Euphorbe	Orpiment
Fenouil	Oranges confites
Fenugrec	Orangeat
Follicules de séné	Os de sèche
Folium	Penides (17)
Fragmens	Pignons d'Inde
Galanga	Pistaches
Galipot	Polipodes
Gayac	Paste d'amandes
Glu	Pyrethre
Gomme arabique	Pied d'élan
Gommes de toutes sortes	Pierres à l'usage de la médecine
Graine de Carvi	

(11) Oxyulfure d'antimoine. — (12) Algue incrustée de calcaire. —

(13) Drogue fournie par la souche de diverse Amomacées.

(14) Alcoolat de Romarin composé.

(15) Extrait du suc du *Cytinus Hypocistis*. — (16) Graisse extraite de la laine des moutons. — (17) Sucre cuit en cylindres non transparents. —

Quinquina	Storax de toutes sortes
Racines de toutes sortes	Suc de réglisse
Syrop de capillaire et tous autres Syrops	Tamarins
Simples	Talc
Sabine	Terra merita (19)
Sang de dragon	Terre sigillée (20)
Sang de bouc	Térébenthine
Sassafras	Tournesol
Santaux de toutes sortes	Tutie (21)
Sarcepareille	Turbith
Scammonée	Tormentille ou tormantille
Sebestes (18)	Tartre de Montpellier
Scille	Vitriols de toutes sortes
Sel ammoniac	Vanille
Sel gemme	Vipères
Semences froides	Vulnéraires
Semen contra	Xylobalsamum (22)
Staphisaigre	Yeux d'écrevisse
	Zedoaire

(18) Fruits mucilagineux du *Cordia Mita* (Borraginacées). — (19) Curcuma (rhizome). — (20) Terre argileuse en pains arrondis. — (21) Produits de la distillation d'un mélange de cuivre et de minéral de zinc. — (22) Baume fourni par un bois aromatique de la famille des Burséracées.

Les rapports avec la clientèle

Les relations d'affaires que les apothicaires entretenaient avec leur clientèle assuraient à ces praticiens une honnête aisance, en même temps que leur dévouement et leurs connaissances leur méritaient la considération de toute la cité. Mais il y avait, en outre, un aspect correspondant à ce qui fut appelé plus tard l'assistance médicale gratuite, et qui montre la part que notre profession jouait déjà dans le soulagement des misères publiques. Ce rôle était d'autant plus important que, périodiquement, la province était bouleversée par les guerres, dévastée et soumise aux exactions de toute sorte, alternant avec des épidémies meurtrières.

Ainsi, à Joinville, comme à Chaumont ou à Langres, existait un véritable service d'hygiène sociale qui fonctionnait à plein lors des épidémies, en particulier lors de la terrible peste de 1636.

Le Conseil de la ville de Joinville « entretenait » un corps de médecins, chirurgiens et apothicaires, ces derniers délivrant les médicaments. C'était pour les apothicaires :

Jean Chevrier	1580	Laurent Valdenest	1631
Pierre Mocqueron	1586-1621	Alexandre Chevrier	1631
Mathieu Vouigny	1586-1587	Estienne Gossement	1631

De 1586 à 1587, Mathieu Vouigny, apothicaire, a fourni entre autres :

« Opiatre pour dissoudre les clistères, savons catholico diaphico, mercuriai et violat, huile violat, camomille pour clistère, lait exprès avec gomme amoniac, galbanum, basilico, egiptiacum, apostolorum, grande bouteille de potus cordiale theriac, poudre cordiale theriac, eau cordiale propre à la contagion, bouteille epitherme pour fomentier la région du cœur et foix, diarhodon, mitridat de Montpellier, pilules propres à la contagion pour survenir (sic) tant aux mallades qu'à ceulx qui leur acisent, theriac de Venise pour faire user aux mallades, bouteilles anti-

dotales pour les mallades et chirurgiens, de plusieurs essences et aromatiques, girofle pour tenir en la bouche aux chirurgiens, petit sachet de poudre aromatique pour tenir au nez contre les mauvaises airs, cantaride pour les vessicatoires » (1).

Le Dr René FORGEOT, dans son étude sur le Bureau des pauvres de la ville de Chaumont nous dit « que le médecin, le chirurgien et l'apothicaire, nommés en assemblée générale, avaient des fonctions multiples... Le chirurgien et le médecin n'avaient d'autre salaire, comme pour le bureau des pauvres, que les mérites qu'ils acquéraient certainement dans le ciel pour la sainte mission qui leur était confiée. L'apothicaire était payé, après vérification, au strict prix de revient et ce pour le même motif » (2).

De plus, nous trouvons dans le Règlement de la société dite des Dames de Charité de Chaumont les articles ci-dessous qui montrent, une fois de plus, le côté social et souvent désintéressé de la profession d'apothicaire :

- LXI - Les officiers choisiront pour le service des pauvres malades, un médecin, un chirurgien et un apoticaire..
- LXIV - L'apoticaire ne donnera des remèdes qu'aux pauvres qui seront admis à la Charité, après en avoir informé Madame la Supérieure.
- LXV - Il tiendra un compte exact et détaillé, par jour, de tous les remèdes qu'il fournira et les fixera par un esprit de charité au prix le plus médiocre qu'il lui sera possible et Madame la Supérieure lui en payera le montant sur les quittances, qu'elle rapportera en dépense lors de la reddition des comptes » (3).

Œuvre de la Marmite à Langres

De moindre importance, cette œuvre distribuait par l'intermédiaire des Dames et Demoiselles charitables des aliments et des secours et des médicaments à domicile aux « pauvres honteux ».

Par un accord avec l'Hôpital de la Charité, il est admis que les Filles de la Charité chargées du service de la Marmite « pourront prendre dans l'apothicairerie du dit hôpital ou qu'il leur sera délivré par les préposés en icelle toutes drogues, médicaments, sirops

(1) J. GIGOT : Cahiers Haut-Marnais, n° 13, juin 1948, p. 240.

(2) Dr René FORGEOT : Le Bureau des Pauvres de la ville de Chaumont. Cavaniol imp. Chaumont, n° 3, 28-10-1914, p. 43.

(3) Reglemens pour les dames de la Charité de Chaumont-en-Bassigny Chaumont Bouchard imp. 1769, p. 72 (exemplaire unique 1011 de la Bibliothèque de la Société archéologique de Chaumont).

et généralement tout ce dont elles auront besoin pour le soulagement des pauvres malades de la dite ville ».

On peut encore actuellement voir au numéro 4 de la place de l'Abbé-Cordier, deux petites fenêtres par où se faisait la distribution des secours aux indigents. C'était un début d'assistance médicale gratuite et nous venons de voir qu'une œuvre semblable existait à Chaumont.

LES APOTHICAIRES ET LA PESTE

L'érudit H. CAVANOL dans son ouvrage très complet sur « La peste de 1636 à Chaumont » nous fournit des renseignements fort précieux sur le rôle joué par les apothicaires de la ville pendant ce terrible fléau.

Déjà, vers Pâques 1584, parmi les mesures prises par les autorités, il était dit que « incontinent que l'on sera adverty d'aucun malade, le procureur syndique et les eschevins y conduiront M^e François Drouot, appoticaire, choisy pour fournir les drogues nécessaires à celle que la ville commettra, lequel avec un chirurgien, verra de loing les malades, les interrogera de leur indisposition, et s'ils sont touchez de la maladye, les feront visiter par ung chirurgien qui sera pour ce choisy. »

En 1586, la peste commença à la mi-août et dura jusqu'à la fin de septembre. La Chambre ordonna des mesures hygiéniques, elle prescrivit le nettoyage des rues, chargea deux hommes de tuer les chiens et les chats errants, facilita aux indigents, en leur donnant « quelques solz », les moyens de s'en aller aux champs. On envoya les pestiférés hors de la ville « au lieu accoustumé »; tous ceux qui s'en approchaient étaient copieusement « munis d'oppiatte, de girophlée ou autres préservatifs »... L'apothicaire Pierre Lebon, beau-frère de l'échevin Alexandre Foissey, avait la fourniture des médicaments que délivrait la mairie.

Avec les grands froids, la contagion cessa, mais elle reparut sans grande gravité en 1587. Dix ans plus tard, pendant l'été de 1597, par ordre de la Chambre, les communications furent interrompues entre Chaumont et Langres, où le fléau sévissait furieusement. Le 5 décembre 1611, une ordonnance du Maire de Chaumont interdisait toute relation avec certains « villages du costé de la Bourgogne » et périodiquement d'autres arrêts aussi rigoureux furent rendus en 1619, en 1623, en avril et septembre 1624, en août 1627, car la peste sévissait alors en Lorraine, puis en juillet 1628, la maladie ayant envahi la Bourgogne.

En 1631, la peste était à Paris « et lieux voisins ». En 1632, Troyes fut atteint à son tour. Le Conseil de Chaumont se réunit à nouveau et interdit le trafic avec cette dernière ville, sous peine d'une amende de trente livres et d'une expulsion durant six semaines. A Langres, la maladie se déclara le 2 novembre de la même année et, après une accalmie, se manifesta trois ans plus tard en une maison de la rue Saint-Gengoul où il mourut quatre personnes en treize jours. Aussi, « nombre d'habitants se retirèrent soit dans les villages voisins, soit aux villes prochaines ».

Mais c'est surtout vers 1635 que les événements politiques et militaires connus sous le nom de guerre de Trente ans, accentuèrent les risques d'épidémie. En effet, les Impériaux, fixés en Franche-Comté, faisaient de fréquentes incursions en Champagne et en Bourgogne. Dans cette dernière province, l'épidémie sévissait dans la Vallée de la Saône.

Depuis trois ou quatre ans, grâce aux mesures sévères prises par le Conseil de la ville, Chaumont avait été épargné. A la fin du mois d'avril 1636, un apothicaire de Selongey, fuyant avec sa femme la localité, atteinte par la contagion, se vit refuser l'entrée de la ville de Chaumont; à la mi-mai, la peste était aux portes.

La médecine préventive comprenait des antidotes, des purgatifs doux, des pilules de Rufus (1) alternant un jour sur deux avec des opiat dont l'une des formules était la suivante :

« Conserve de rose rouge	}	ana	1	once
Fleurs de Bourrache				
Feuilles de Buglosse				
F. de chicorée				
Mithridate			1/2	once
Thériaque de Venise			2	gros
Poudre de corne de cerf ...			1	gros
Electuaire de perles	}	ana	1	scrupule
Corne de licorne en copeaux				
Terre de Lemnos (2)	}	ana	3	gros
Bol d'arménie				
Musc			6	grains
Feuilles d'or			nombre	20

Que l'opiat soit fait avec du syrop d'écorces de citron pour sa conservation. »

- (1) Les pilules de Rufus étaient préparées avec aloès 4 parties, myrrhe 2 parties, safran 1 partie et Q.S. de sirop d'absinthe au vin d'Espagne. Cette formule paraît être une simplification de celle des pilules de Becher, dont l'usage s'est perpétué jusqu'au début du XIX^e siècle.
- (2) Argile colorée par de l'oxyde de fer hydraté.

La thérapeutique proprement dite employait des plantes et drogues aussi diverses que les cornes de cerf, la terre sigillée, le soufre, l'antimoine et comme préparations : la thériaque, le mithridate, l'orviétan (1), les teintures et les élixirs alexipharmques, des potions sudorifiques et sur les bubons, des emplâtres et topiques divers. Ainsi voit-on fournir par Pierre Lebon, apothicaire, pour le compte de la ville de Chaumont sur ordonnance du « chirurgien Saturnin Velu » — les « choppines de tisane », les « fioles de sirop alexandrin (2) », les « boistes d'oppiatte » ou de « thiriace », les « pots de cataplasmes composés », les « emplâtres attractifs », les « magdaléon diachylum avec gomme ».

Les chirurgiens remettaient « aux maire et eschevins l'estat des drogues et médicamens qu'ils auraient employez et appliquez aux dictz riches et aysés affin de leur faire payer aux apoticaire qui les auraient fournies » — pour les pauvres la ville délivrait au chirurgien désigné « les drogues et médicamens nécessaires à son employ ».

En 1636, la consommation des médicaments était telle que la ville demanda à Troyes des produits et des désinfectants.

Vers la fin du fléau, le 3 mars 1637, le lieutenant général au bailliage de Chaumont, qui avait, malgré les devoirs de sa charge, abandonné la ville au plus fort de l'épidémie, jugea bon de faire adopter un « règlement général en temps de contagion » qui prévoyait que :

« Les apoticaire ne pourraient sortir des dites villes au temps de contagion après qu'il leur sera signifié. »

« Les médecins, apoticaire et chirurgiens devront adviser des remèdes propres à prévenir le mal et dresser une ordonnance qui sera imprimée et délivrée à chacun des habitants. »

Les médicaments étaient fournis par l'apothicaire aux chirurgiens — défense était faite à celui-là d'en délivrer à qui que ce soit sans permission.

(1) L'Orviétan, sans doute originaire d'Italie, était un électuaire dont la formule rappelait celle de la thériaque. Après avoir été en grande faveur, et inscrit dans les Pharmacopées officielles, il vit sa préparation tomber aux mains des épiciers et des charlatans.

Son histoire détaillée a été écrite par le Professeur G. PLANCHON, dans le *Journal de Pharmacie et de Chimie*, août 1892, 5^e série, XXVI, p. 97-103 et fascicules suivants.

La vente de l'orviétan, pour l'usage vétérinaire, a continué à Paris, vers le Pont Neuf et la rue Dauphine, jusqu'au début de ce siècle.

(2) Le sirop alexandrin, inscrit au Codex de 1758, était préparé avec l'eau de roses et l'eau de fleurs d'oranger.

Nous reproduisons ci-après quelques-unes des notes présentées par Pierre Lebon, apothicaire, pour fourniture de médicaments en 1586.

« Pour Jacquot, par Pierre Lebon, ap^{re} à Chaulmont

le VIII octobre 1586

pour un emplastre avec gomme estendue sur luy II VI

le IX jour une boiste oppiatte VII VI

le XII ung quart prunes de damas XXI

une once sucre fin XX

une fiole sirop alexandrin contenant iiii onces XVI

ung pot cataplasme composé com dict est contenant
deulx livres XL

le V novembre une boiste thiriace com dessus VII VI

le XVI, une aultre boiste de thiriace comme dessus VII VI
somme I^{re}, II VI s XI d

« Pour Jehan Thevenin par Pierre Lebon, ap^{re} à Chaulmont

— le X octobre 1586 doit pour une boiste oppiatte V s

— une drachme pilules pour lui VI VIII

— le XI pour deux emplastres avec gomme

— le XII pour un quart prunes de damas

— quatre onces et demye sirop alexandrin XVIII s

— le XIII pour une livre et demye cataplasme

— deux onces bazilicon II s VI d

— le XXIII une boiste oppiatte V s

— une boîte bazilicon XX d

— deux magdaleon diachylum avec gomme V s

— le XXIX pour parfumer la maison pour trois
livres de parfum comme dict est XLVIII

— demye once zedoar VII VI

— le 14 novembre un quart prunes de damas

pour sa sœur II s

— le 16 dud mois pour oppiatte V s

somme II^{es} II XV s VII d.

« Pour le Royer de la rue de l'Esteppe par Pierre Lebon, apothicaire à Chaulmont

— le XIX novembre 1586

pour une boiste oppiatte contenant une once VII s. VI d.

— demye livre parfum composé comme dict est VIII s.

— deux magdaleon diachylum avec gomme V s.

— le XXII une aultre boiste thiriace VII VI

— ung aultre magdaleon composé comme dict est ii VI

somme XXX s. VI d.

Nous joignons également le texte d'une quittance due à l'apothicaire Lebon :

Ordonnancement et quittance des sommes dues à Lebon

« Alexandre Foissey, eschevin de la ville de Chaumont, paie et delivrez à M^{re} Pierre Lebon, ap^{re} demeurant audit Chaumont, des deniers qui vous ont esté mis en mains pour fournir

aux frais nourriture et allimens des pauvres malades de la contagion en la pnte année, la somme de cinquante deux escus sol a quoy se montent et ont esté arrestés les parties des drogues allimens et medicamens par luy fourny pend. les mois de septembre, octobre et novembre de la dite présente année et scavoir celles de M^e Saturnin Velu, cirurgien qui pensait les dits malades celles des Saccards et Magognets, pour aulcuns pauvres de Buxeuilles, pour le Foulon et sa servante, de mesme du Foulon général, de Mathieu Maloyre et de sa servante, de Royer, de M^e Symonnot, Pierre Guillemain et sa servante, Simon Charlot, la Daubeline et de plusieurs aultres pauvres desquelz il a esté impossible de tirer aulcune récompense ou remboursement pour leur pauvreté ou indigence et de leurs héritiers, et rapportant à ceste cause les dtes parties par le menu vous paiere la dle somme de cinquante deux escus. »

Faict à Chaumont le premier jor de décembre mill V IIII XX et six.

Dupont

Je soussigné confesse avoir receue de mon beau frère le sieur Alexandre Foissey, marchant, demeurant en ce lieu, la somme de cinquante deulx escuz sol pour les causes portées en mandement ci-dessus.

Faict à Chaulmont le dix neufiesme janvier mil V quatre vingt et huict (1).

Lebon

Et dans les notes d'apothicaires continuaient à figurer :

« Tisanes par pinte ; prunes de Damas par demye livre ; raisins de Damas par demi quart ; verjux confit ; coueches confittes ; sucre rosat par once ; sucre fin par demy quart ; sirop de Limon ; sirop Alexandrin ; pouldre de mélilot ; gratia dei ; huiles d'olive. de chenèvre, de lin ; axonge ; oppiatte cardiacalle à laquelle était adjointe pouldre de gomme et margariton froid ; thiriace en pot ; pilules auxquelles était adjointe pouldre de gomme et diamargarite froid. »

Puis viennent les emplâtres :

« Magdaleon diachylum avec gomme, emplastre diachylum magnum ; diapalme cataplasme remolitif et atractif, composé du remolitif deux onces thiriace et deux autres onces pour chaque livre ; cautères potentielz avec leurs appareils ; ventouze avec du chanvre. »

Enfin les désinfectants :

« Oliban, encens, souffre, bazilicon, trappharmacon, girophlée,

(1) H. CAVANOL : La peste de 1636. Tome I, p. 245, et Appendice n° 17, pages 372-373.

conserve de rose liquide, angelic, zedoar, galbanum coullé, parfum composé d'oliban, de mastic et de benjoin. » (1).

A Langres, et à la même époque, existait également un service d'apothicaires prévu en cas de fléau, subventionné en quelque sorte par les autorités municipales et on trouve, par exemple, un contrat de soins du 21 août 1636, passé devant M^e Billard, notaire royal, entre M^e François Demongeot, chirurgien à Langres, et environ 80 habitants notables de la ville « lesquels désirant se pourvoir aux remèdes les plus utiles et nécessaires dont ils pourront avoir besoin pour le mal contagieux qui augmente journellement en cette ville », etc... On y apprend que M^e Demongeot pourra voir, visiter et traiter M. Ancel, apothicaire. Nos confrères n'étaient pas à l'abri de la contagion (le premier cas de peste à Langres date du 11 novembre 1632).

La conférence prononcée le 20 avril 1926 par le D^r Michel BROCARD sur « La grande peste de Langres au 17^e siècle (1632-1636-1637) » donne des précisions pittoresques sur la thérapeutique pratiquée par le corps médical de cette ville, qui devait être assez important, à en juger par le nombre élevé des apothicaires.

« Un peloton de neuf apothicaires venait compléter le bataillon sanitaire de notre ville. C'était les sieurs François Ancel, Antoine Bournot, Nicolas Clément, Gaspard Esprit, Jacques Heudelot, Humbert Jacob, François Montallot, Prudent Philpin et Jean Voillerault. (Registres paroissiaux de Saint-Pierre, Saint-Martin et Saint-Amâtre de Langres.)

« Les apothicaires qui devaient fournir les médicaments furent les sieurs Humbert Jacob et Nicolas Clément.

« Parmi le flot des traités en toute langue, parus en ce temps, nous trouverons l'ensemble des prescriptions ordonnées dans un attachant et rarissime petit livre, d'autant plus curieux pour nous qu'il est écrit par un compatriote, le D^r François Monginot, d'une ancienne famille du pays lequel, sur le frontispice, se glorifie d'être « lengrois », conseiller et médecin ordinaire de Mgr le Prince de Condé (2). Cet ouvrage a pour titre : « Secrets polydédalles contre la peste » ; c'est un petit in-16 de 96 pages, édité à Paris, chez Georges Lombard, rue Saint-Jean-de-Latran, à l'en-

(1) H. CAVANOL : La peste de 1636. Tome II, p. 109, 110, 111.

(2) Le D^r François MONGINOT, né à Langres le 16 mars 1569, fut reçu à la Faculté de Montpellier, nommé médecin ordinaire du roy en 1635, se convertit au protestantisme quelques années après avoir publié son « Traité sur la conservation de la vue ». Il écrivit à ce sujet : « Résolution sommaire et décision de François Monginot, médecin, sur les doutes et controverses entre l'Eglise romaine et la prétendue réformée » (JOLIBOIS : La Haute-Marne ancienne et moderne, p. 362).

seigne de l'arbre sec 1606 — il est dédié à messire Gillot, conseiller du Roy, en sa cour du Parlement de Paris, doyen de l'Eglise Cathédrale de Langres, chanoine de la Sainte Chapelle (1).

« Il était recommandé de porter sur la peau des remèdes préservatifs externes que l'on appelait pentacules, périaptes, amulettes, huiles et emplâtres magnétiques. C'était de grandes médailles contenant une poudre composée de chair de vipères, d'araignées, de scorpions et de crapauds soigneusement pilée. Cette poudre était enfermée entre deux lames de cristal entourées d'un cercle d'or ou d'argent ou plus simplement, chez les gens modestes, dans des sachets d'étoffe rattachés par des cordons noués autour du cou. Cette mixture devait agir par une influence mystérieuse, en vertu de laquelle elle attirait en dehors du corps les venins de la contagion. Monginot recommande le « port d'une amulette pleine de vif argent ou d'arsenic » (page 41).

A l'intérieur, le médicament par excellence était la célèbre « gelée angélique » :

« Prenez un vieux coq esventré (un chapon peut servir ou une poule, mais le coq est meilleur), en enlevez la peau, coupez le en petites pièces, d'autre part, « prenez un bol fin d'arménie (espèce d'argile ferrugineuse), du sel de bétoune, du chardon bénit, du macis, de la girofle, de l'angélique, de la cannelle fine, du sucre fin, de la pimprenelle et des fleurs de borage (bourrache) pulvérisez le tout grossièrement, mettez en un vaisseau de verre sans eau, lutez ou fermez le vaisseau et faites bouillir douze heures au bain-marie, coulez et passez le tout, alors ajoutez « une dragme de sel de corail rouge et deux scrupules de sel de perles non perforées que vous ferez fondre sur le feu doucement en y joignant un peu de safran et d'huile de soufre, ce qu'il en faut pour la rendre aigrelette et plaisante au goût »...

« Cette gelée pourra servir pour douze ou seize prises au plus, on en prendra quatre ou cinq cuillerées le matin à jeun, les enfants un peu moins » (page 46).

« Ce rare produit est réputé par Monginot comme extraordinaire « parce qu'il nourrit, demeure peu en l'estomac, passe légèrement par les veines, dessèche les superfluités, diaphanise et vivifie les esprits, réjouit les mélancoliques, fait bon teint, donne bonne haleine, est bonne contre les vents et console la mémoire » (p. 46).

« Lorsque la peste se déclarait, entraînait en scène une médication spéciale. Au premier signe, on faisait transpirer le malade pendant une heure, ensuite il devait ingurgiter un bouillon de veau ou de volaille avec pimprenelle, bourrache, souci, mélisse et quelques gouttes d'huile de soufre et de jus d'orange. On lui appliquait sur le cœur, sur le foie, sur les tempes, aux poignets, dans les aisselles, un onguent à base de « suc de scabieuse, de camphre, de safran et d'huile de scorpion ».

(1) Jacques GILLOT est l'un des auteurs de la Satire Ménippée.

« Puis c'est le traitement de chaque symptôme. Dès que le bubon soulève la peau, on applique des ventouses sèches à la surface et à l'entour, toutes les six heures, jusqu'à ce qu'elle soit « grossette », ou bien on la recouvre d'un emplâtre formé d'un oignon creux et rempli de galbanum, avec une purée de mauves et d'oseilles cuite, sans oublier un peu de farine de blé ou de thériaque (1). »

En cas de syncopes, entraient en jeu les frictions avec de l'eau de vie et ce vinaigre appelé plus tard « des quatre voleurs ». D'après les registres du Parlement de Toulouse, l'origine du vinaigre des quatre voleurs paraît remonter à l'ancienne grande peste (1628-1631), pendant laquelle quatre brigands se rendaient chez les pestiférés, les étranglaient dans leurs lits et dévalisaient leurs maisons, sans être eux-mêmes atteints par le fléau, dont ils se prétendaient préservés grâce à une préparation particulière. Arrêtés et condamnés à être brûlés vifs, ils révélèrent leur formule afin d'obtenir un adoucissement à leur peine; au lieu du bûcher, ils furent justiciables de la potence.

Pendant la peste de Marseille en 1720-1721, l'usage du vinaigre des quatre voleurs fut conseillé par voie d'affiche par les échevins et le commandant de la ville.

Formule du vinaigre des Quatre voleurs (Mercure de France, novembre 1721, p. 198) :

Remède préservatif contre la peste :

« Il faut mettre dans huit livres de bon vinaigre, une poignée de chacune des herbes suivantes, de rüe, de menthe, de romarin, de petite absynthe et de lavande, on peut y ajouter si l'on veut, une poignée de thym et une de graine de genièvre ; faire infuser le tout pendant huit jours dans un pot de terre vernissé, bien bouché avec de la pâte autour du couvercle, sur des cendres chaudes, ensuite couler le tout en pressant et exprimant les herbes, après y faire fondre une once de camphre et conserver le vinaigre dans des bouteilles bien bouchées. »

Usage de ce vinaigre :

« Il faut s'en frotter les tempes, les narines, s'en rincer la bouche tous les jours et en imbiber une petite éponge fine, pour la porter au nez dans le besoin, c'est un des meilleurs préservatifs contre la peste. »

Cette formule, qui fut communiquée par notre érudit confrère, Maurice BOUVET, à l'Académie de médecine (séance du 26 juillet

(1) D^r Michel BROCARD : La grande peste de Langres au 17^e siècle. Conférence prononcée le 20 avril 1926. Langres, Au Musée, 1926.

1921), diffère sensiblement de celle qui fut recommandée aux Marseillais (1).

Le Codex de Paris, de 1758, donna un titre latin à cette formule : *Acetum antisepticum*. Il y ajouta la sauge, l'ail, l'acore vrai, le girofle, la cannelle et la muscade et supprima le genièvre. Cette formule a été reprise et commentée par A. BAUMÉ dans ses « Elémens de Pharmacie théorique et pratique ».

A première vue, cette thérapeutique peut prêter à sourire, mais une fois mis à part ce qu'elle empruntait à l'empirisme ou à la superstition, on doit reconnaître que l'emploi de nombreuses substances volatiles et drogues aromatiques jouait certainement un rôle antiseptique. L'odeur de celles-ci pouvait également avoir un effet répulsif vis-à-vis des insectes propagateurs des bacilles infectants.

Bien avant la découverte des vitamines, l'absorption de jus d'orange était aussi très judicieuse; il n'est pas jusqu'à l'ingestion de bouillon de veau ou de volaille qui ne puisse être, à la rigueur, considérée comme la pratique d'une opothérapie avant la lettre.

On ne peut nier que nos confrères en exercice à l'époque ont participé, dans la mesure de leurs moyens, tant au point de vue préventif que curatif, au soulagement des misères de leurs contemporains et, à ce titre, leur rôle méritait de ne pas rester méconnu.

(1) BOINET (Edouard) : Le vinaigre des quatre voleurs. *Bull. Acad. méd.*, juillet 1921 (3^e série), 86, p. 40-41.

BOUVET (Maurice) : Le vinaigre des quatre voleurs. *Bull. Acad. méd.*, juillet 1921 (3^e série), 86, p. 91-93.

Les relations avec les autres corporations et les pouvoirs publics

A) RAPPORTS AVEC LES MEDECINS ET LES CHIRURGIENS

Nous n'avons pas trouvé d'éléments permettant de nous rendre compte des relations que les apothicaires avaient avec les autres corps de métiers existant dans nos deux villes de Champagne, telles que drapiers, orfèvres, bonnetiers, cordonniers, selliers, ou plus spécialement gantiers à Chaumont, ou couteliers à Langres. Il y a tout lieu de croire que les caractères très différents de ces diverses professions ne pouvaient engendrer aucune rivalité entre elles. Seule, la profession d'orfèvre empiétait, et encore fort légèrement, sur celle de pharmacien car les premiers étaient, en période de peste, autorisés à vendre des boîtes ou objets remplis de drogues prétendues efficaces contre la contagion et que les malades crédules portaient sur eux.

Il n'en est pas de même des relations des apothicaires avec les médecins et chirurgiens (c'est ce dernier vocable que l'on voit employer le plus souvent). La médecine et la pharmacie n'étaient pas séparées de façon aussi nette que de nos jours.

Aussi, voyons-nous les conflits surgir tant à Chaumont qu'à Langres. Dans la première de ces villes, en août 1649, les quatre apothicaires, Jean Denys, Pierre Bonnenfant, Prudent Royer et Nicolas Genuyer, se fondant sur les articles 25 et 26 des statuts, font admettre le caractère exclusif de la vente des remèdes dans une instance contre M^e Le Grand, chirurgien à Chaumont. Ce dernier s'étant réfugié dans la procédure, en arguant que les statuts n'étaient pas encore vérifiés au Parlement de Paris, l'affaire traîna

jusqu'en janvier 1650, mais les statuts ayant été homologués entre temps, le chirurgien Le Grand n'insista pas et tout se termina par un accord sans dommages et intérêts, ainsi qu'en témoigne l'acte dont nous donnons le texte ci-dessous, passé devant deux notaires chaumontais.

Par devant les notaires royaux héréditaires en Bailliage et Prevosté de Chaumont en Bassigny soussignés comparurent M^e Jean Denys, Pierre Bonnenfant, Prudent Royer et Nicolas Genuyer faisant le corps de la communauté des maistres apoticaire de la ditte ville de Chaumont d'une part et M^e Jean Le Grand chirurgien et lieutenant du premier barbier et chirurgien du Roy au dit Chaumont d'autre part recogneurent comme des le mois de d'aoust dernier mil six cent quarante neuf y ayt en instance mue en la ditte prevosté de Chaumont entre le dit Genuyer et le dit Le Grand deffendeur, en laquelle le dit Denys et Bonnenfant et Royer faisant le reste de la ditte communauté des Mres apoticaire seraient intervenus et requis avec le dit Genuyer, que deffenses fussent faites au dit Le Grand chirurgien et tous les autres de s'entremettre n'y entreprendre de donner ou dispenser aux malades aucunes potions, ou médicaments internes, comme estans tels remèdes de la seule et propre fonction des dits apoticaire conformément à ce qui est expressement porté aux articles 25 et 26 des statuts de leur maistrise. A quoy le dit Le Grand ayant eu communication des dits statuts, il les aurait contredit de nullité pour nestre établis de lettres royaux duement vérifiés en la cour de Parlement et sur les jugemens intervenus en la ditte prevosté des 22 août et 9 septembre au dit an 1649 portant que le dit Le Grand contesterait sur les dits statuts, il se serait porté pour appelant tant des dictz appointemens que du procès verbal de monsieur le Bailly de Chaumont ou son lieutenant sur les dits statuts du dix neuf novembre 1642, relevé et exécuté son appel à la ditte cour par son relief du 4 janvier 1650 ou l'appel est encore pendant et depuis le quel temps luy ayant été signifié l'homologation des dits au Conseil privé du Roy en la cour de Parlement, ce qui luy aurait baillé sujet de ne plus insister, et les dittes parties désirant de terminer le procès et diffèrent à l'amiable, et prévenir les frais qu'il faudrait envoyer à la faire juger à la ditte cour, en sont par l'advis de leurs amis demeurez d'accord comme s'en suit scavoir suivant et conformément aux dits statuts le dit Le Grand se contentera de faire les fonctions qui dépendent de sa profession de chirurgien sans que cy après il ne puisse entremettre de donner ou dispenser aux malades aucunes potions ou médicaments internes, ainsi en laisser la disposition et l'administration aux dits apoticaire comme a eux appartenans à l'exclusion des dits chirurgiens, et tous autres, et sous le bénéfice du présent accord a le dit Le Grand renoncé et renonce par ces présentes à son dit appel et demeure le dit procès terminé et assoupy entre les dites parties sans dépens dommages et intérêt de part n'y d'autre, si comme promettant tenir et entretenir ce que dessus à peine etc obligeans biens etc,

renonceans fait et passé au dit Chaumont en l'estude des dits notaires le 20^e jour d'avril 1652 après midy et se sont soussignés.

Signés en fin Le Grand, Bonnenfant, Genuyer, Royer, La Borne notaires et Delvaux avec paraphes.

Signez De Laborne et Devaux notaires avec paraphes.

Il semblerait qu'à Langres, les choses se soient terminées moins à l'amiable, peut-être parce que la ville avait, à l'époque, plus d'importance que Chaumont, ce qui mettait en jeu des intérêts de plus de valeur, peut-être par suite de l'imprécision des statuts? Nous avons vu que nous ne possédions pas le texte exact de ces derniers et force est d'en rester sur ce point à des suppositions.

Quoi qu'il en soit, nous reproduisons les passages les plus significatifs d'un document fort intéressant, dont le caractère violent montre bien l'âpreté de la lutte. Il s'agit de six feuillets conservés à la Bibliothèque Nationale au fonds Clairambault sous le n° 286, dont le long titre est rédigé ainsi :

« Factum pour les maistres chirurgiens de Langres contre les ciriers, espiciers de Langres, prétendus apothicaires depuis 12 ans ença, contestans iniurieusement aux dits chirurgiens les quatre articles suivants : le premier, la presseance ; le second, le pouvoir de visiter en leurs boutiques, les remèdes chirurgicaux, soit en qualité de politiques, ou de chirurgiens ; le troisième, le pouvoir de tenir en leurs boutiques, remèdes chirurgicaux ; le quatrième, le pouvoir d'ordonner et donner remèdes, tant internes qu'externes aux maladies chirurgicales. »

Ce curieux document est une requête adressée par les chirurgiens à « Nosseigneurs du grand Conseil Royal » ; il ne porte pas la mention de la date à laquelle il a été envoyé, mais d'après le texte du jugement rendu à la suite de cette requête, il semble qu'il s'agisse du 29 août 1647. Il expose les arguments des chirurgiens réclamant une satisfaction d'ordre protocolaire, celle de la préséance, un droit de contrôle et d'inspection chez les apothicaires et la possibilité de posséder des remèdes, de les ordonner et de les vendre.

« Quant à la presseance, entre deux contendans, elle se tire principalement, ou des noms plus spécieux de leurs professions, ou de la qualité de leurs professions, ou de la qualité de leurs sujets, ou des utilitez plus grandes qui résultent de leurs dites professions.

Quant au nom du Pharmacien, il vient de φάρμακον, c'est à dire venin, d'où Platon par φαρμακός entend *veneficus, magus* ; *veneficus*, c'est à dire empoisonneur, sorcier ; *magus*, magicien, enchanteur : du mot aussi de φάρμακον se tirent φαρμακεῖς, φαρμακεύς & φαρμακευτής, qui signifient tous un empoisonneur.

Le nom d'Apothicaire vient de ἀπό &θήκη, qui signifie boëtte, dans laquelle on garde quelque chose, mais il n'exprime pas, si ce qui est gardé dans la boëtte, est salulaire ou mortifère : & *Pharmacopola* mot grac, en latin *aromatarius*, en françois, faiseur d'aromates & parfums.

Quant au nom du Chirurgien, il vient de χεῖρ & ἐργόν : χεῖρ c'est à dire main, laquelle Aristote n'a sceu mieux louer, que l'appellant τὸ ὄργανον τῶν ὀργάνων l'organe des organes, & Gal. au I l. de « l'usage des parties », luy donne une infinité d'éloges admirables : Bref, l'homme n'a par dessus les animaux, advantage plus grand, que la main & la raison : & les Chirurgiens sont iustement nommez par un ancien Autheur, τῶν θεῶν χεῖρες, c'est à dire les mains, par lesquelles les Dieux confèrent les bienfaits de la santé : Bref, ie diray que selon Platon, φάρμακον signifie les couleurs desquelles les Peintres se servent & partant i' infereray cette conséquence, que comme l'excellent Peintre surpasse le broyeur de couleurs, ainsi le Chirurgien parfait surpasse le Pharmacien : donc ce mot de Pharmacien signifiant un mot & un homme, où il y a à donner en bonne & mauvaise part selon les Autheurs, ie donneray à iustre titre la presséance aux chirurgiens.

Quant à la vacation de l'Apothicaire elle ne consiste qu'en élection, préparation et mixtion du médicament, selon un Autheur moderne des plus suivis, lequel en ses œuvres pharmaceutiques parle de cette sorte : puisque la pharmacie est inférieure à la médecine, comme la chambrière est sujette à sa maitresse, qu'aucun Apothicaire ne s'émancipe de franchir les bornes de sa pharmacie, s'il ne veut mériter le nom de temeraire, triacleur & charlatan, et de tels Apothicaires teméraires & impudents, il en fait trois degrez en son l'I chap. 2. Or, il est loisible d'appeler la Chirurgie la chambrière de la médecine, car elle est cause par soy effectrice de la santé.

Rarement trouvera-t-on Autheur en Pharmacie, qui n'exhorte les Pharmaciens à la fidélité, diligence & probité des mœurs, pour les détourner de leurs défauts ordinaires & médicaments succédanés ou substituez ; c'est ce qui n'arrive pas aux chirurgiens, les Autheurs scachans qu'ils sont doués des bonnes qualitez.

La vilité de la vacation des Apothicaires paraist par le meslange d'autres mestiers sympathisans avec le leur, comme celui de l'Espicier, Cirier, vendeur d'huile & autres denrées, les quelles ne ressentent l'odeur des Arts libéraux.

La bassesse de ladite vacation ne mérite le nom d'art, n'ayant ny théoremes scientifiques, ny préceptes practics, ains seulement quelque habitude ou routine à cueillir des herbes, à l'instar des herboristes des places publiques de Paris, de manier le pilon à la façon des garçons Espiciers, ou gaigne-deniers, lire les ordonnances de Messieurs les Médecins & Chirurgiens assez insciemment, d'où viennent comme chacun scait trop bien, leurs qui pro quo, desquels qui se peut défendre, en doit estre bien-aise : Et tenir les compositions des médicaments dans leurs boutiques,

F A C T V M.

• Pour les Maistres Chirurgiens de Langres:

Contre les Ciriers, Especiers de Langres, pretendus Apothicaires depuis douze ans ença, contostans injurieusement ausdits Chirurgiens les 4. articles suivans: Le premier, la presseance: Le second, le pouvoir de visiter en leurs boutiques, les remedes Chirurgicaux, soit en qualite de Politiques, ou de Chirurgiens: Le troisieme, le pouvoir de tenir en leurs boutiques, remedes Chirurgicaux: Le quatrieme, le pouvoir d'ordonner & donner remedes, tant internes qu'externes, aux maladies chirurgicales.

VANT à la pïesseance, entre deux contendans, elle se tire principalement, ou des noms plus specieux de leurs professions, ou de la qualité de leurs professions, ou de la qualité de leurs sujets, ou des vtilitez plus grandes qui resultent de leursdites professions.

Quant au nom du Pharmacien, il vient de *εἰσαρ-
μα*, c'est à dire venin, d'où Platon par *σαρμα*, entend
veneficus, magnus: veneficus, c'est à dire empoisonneur, forcer: *magnus*,
Magicien, Enchanteur: du mot aussi de *εἰσαρμα* se tirent *σαρματις*, *επι-
σαρματις* & *σαρματιστής*, qui signifient tous un empoisonneur. Le nom d'A-
pothicaire vient de *αποθήκη* & *φάρμακον*, qui signifie boîte, dans laquelle on
garde quelque chose, mais il n'exprime pas, si ce qui est gardé dans la
boîte, est salutaire ou mortifere: & *Pharmacopola* mot grec, en latin *aro-
maticarius*, en François, faiseur d'aromats & parfums.

QUANT au nom du Chirurgien, il vient de *χείρ* & *ἐργάζομαι*, c'est à dire main, laquelle Aristote n'a sceu mieux louer, que l'appuyant, *τὸ ἐπὶ τῷ κοίτῳ*, l'organe des organes & Gal. au l. l. *de l'usage des parties*, lui donne une infinité d'éloges admirables: Bref l'homme n'a pas des foyes amaux, advantage plus grand, que la main & la raison: & les Chirurgiens sont justement nommez par un ancien Auteur, *τῶν θεῶν χεῖρες*, c'est à dire les mains, par lesquelles les Dieux conferent les bienfaits de la santé: Bref, je sçay que selon Platon, *καὶ οὐκ ἔστιν* signifie les choses adrefque les Peintres se servent & partant j'inféreray cette analogie, que comme l'excellent Peintre surpasse le broyeur de

leur est chose commune avec les simples femmes servantes aux charitez des paroisses de Paris, lesquelles comme eux sous l'ordonnance du médecin composent des potions laxatives. »

Le factum continue par une apologie de la chirurgie. De nombreux et savants chirurgiens ont composé des livres, tandis que la Pharmacie n'a rien publié. La chirurgie est très ancienne puisque le Deuteronome fait « mention des luxations et fractures » — et les auteurs du libelle font appel, comme références, à Chiron, Homère, Riolan, Cornelius Celsus, Hippocrate, etc... Jésus-Christ lui-même est invoqué puisqu'il a « fait voir les aveugles par l'imposition de la main ».

« Quant aux susdits Apothicaires de Langres » les chirurgiens avec ironie ne veulent leur abandonner que quelques « simples », telles que « le pied de veau, le pas d'asne, l'arreste-bœuf, le pas de cheval, et le foin de Bourgogne » — et ils ne les considèrent que tout juste bons à « faire un lavement, c'est l'employ ordinaire des servantes cuisinières ou de simples femmelettes ».

Elevant le ton, les adversaires des apothicaires font appel à l'autorité de Guy Patin, de la Faculté de Médecine de Paris, qui met en doute l'efficacité même des médicaments. D'après ce dernier, la guérison des maladies, comme l'affirme Hippocrate, ne dépend que « ou de la bonne nature, ou de la bonne fortune ». Le métier d'apothicaire devient, à leurs yeux, absolument inutile; par contre, la chirurgie a déjà obtenu de notables résultats (trépanation, opération de la cataracte, bronchotomie, extraction de la pierre, etc.).

Pour toutes ces raisons, les chirurgiens estiment qu'une pareille corporation ne peut avoir préséance sur celle des chirurgiens.

Quant à la seconde revendication, l'inspection des apothicaireries, elle est fondée sur le fait que les chirurgiens sont eschevins, donc sont habilités à « exécuter les lois de la police », à s'assurer que les impératifs de la Pharmacopée de Bauderon sont respectés. Leur connaissance de la médecine leur confère une compétence pour juger des conditions techniques dont l'apothicaire fait preuve dans l'exercice de sa profession, ils contrôleront donc l'exacte dispensation du médicament.

« L'Apothicaire, si il a conscience pour acheter bonnes drogues : si laborieux pour les mixtions : si sociable (l'attribut de l'homme selon Aristote) pour apprendre des Chirurgiens, ou au moins conférer avec eux, et de la faculté et du mélange des remèdes chirurgicaux, doit non seulement souffrir la visite, mais

la doit demander avec instance, afin qu'il soit reconnu habile Pharmacien, Libéral pour l'achat des drogues, assidu pour la préparation de ses mixtions, et s'il n'a telles qualitez requises, qu'il soit contraint à les acquérir par la visite desd. Chirurgiens, lesquels de plus en visitant leurs boutiques, leur doivent commander, selon qu'il appert de la Pharmacopée du Sieur Bauderon (qu'ils appellent leur Guidon) en divers endroits, et notamment en la composition de l'onguent de lithargyrio, par ces propres termes. Aucuns au lieu de vinaigre, y mettent du suc de morelle, appelée solanum, ou du Plantin ou autre semblable. ce que ne doit faire l'Apothicaire, si exprès ne lui est commandé par quelque docte Medecin, ou Chirurgien expert.

« Le médicament est louable ou non : si louable, les Chirurgiens par leurs visites le feront débiter, autrement il pourrait se moisir ou altérer, ou l'employeront, pour ne frustrer les malades de son bon effet. En outre les Chirurgiens reconnaîtront la bonne conscience de l'apothicaire par l'exacte dispensation du médicament. Mais si le médicament n'est louable, ie luy conseille d'empescher à cors et à cry la visite des chirurgiens, comme gens connoissans, afin qu'ils n'aillent divulger leurs mauvaises consciences, leurs ruses et adresses, aux malades, et que les chirurgiens ne soient par ce moyen détournés d'acheter d'eux quelques médicaments usuels defectueux : voilà ce qui est de grande importance et ce qu'il plaira à Nosseigneurs du Grand Conseil d'examiner. »

La troisième revendication, celle de « tenir en leurs boutiques leurs remèdes chirurgicaux » est motivée par le caractère souvent urgent de la prescription et l'impossibilité de refuser « à tant de pauvres arrivans de toutes parts en leurs boutiques, affligez de tant et divers maux, comme apostemes, playes, ulcères et autres » les remèdes nécessaires.

Quant au droit d'appliquer les médicaments par le chirurgien lui-même, ce dernier n'est-il pas le plus qualifié pour adapter et surveiller la thérapeutique?

« De plus si le Chirurgien donnoit à un malade un remède interne sans l'avoir composé, ou l'avoir veu composer, il lui seroit impossible de faire un bon ou mauvais pronostique, pour le bon ou mauvais effet du remède, sans y appeller la bonne ou mauvaise conscience de l'Apothicaire.

Ne serait-ce pas une ignorance au Chirurgien d'aller mandier d'un pharmacien, des potions, injections et poudres cephaliques ? pour les cataractes, des spécifiques internes ? pour les playes de la poitrine, des injections et potions vulnérinaires ? et si la vertu d'un Chirurgien luy a donné lumière d'un spécifique purgatif, ne luy sera-t-il loisible d'en gratifier le public ? L'expert et docte chirurgien aura en ses mains le Dictam, précieux tant pour les maladies internes qu'externes et ne l'osera communiquer ? S'il a recouvert par son travail un Nephentes plus excellent que

celui d'Homère, et il n'osera en soulager les maladies internes ? je croy que tout juge tiendra la partie affirmative, et qu'il n'y en a aucun qui ne voulust quitter toute une Faculté de Médecine, pour prendre de la main d'un Chirurgien un Nepenthes pour le guérir de ses maladies internes, veu que les Intendans de police le souffrent aux chymiques, empiriques, femmelettes et autres de basse estoffe. »

Les chirurgiens ne manquent pas de recourir à l'argument à leurs yeux capital, du rôle qu'ils ont joué dans le traitement de la peste.

« Chacun scait, que de tout temps la cure de la peste a été commise, tant pour les remèdes internes, que les externes, à la science et expérience des Chirurgiens, sans lesquels tous les villages demeureraient déserts : les villes se dépeuplèrent : les Magistrats quitteraient leurs Sièges, et les Princes quitteraient leurs provinces, et pour témoignage de ce discours, la ville de Langres eust été déserte en l'année 1637, sans l'assistance des Chirurgiens, lesquels six des plus fameux perdirent la vie, et non les Apothicaires... »

Désirant se servir de tous les arguments possibles, les adversaires des apothicaires n'hésitent pas à mettre en doute le secret professionnel auquel ceux-ci sont tenus, ce qui prouverait une fois de plus la nécessité pour les premiers de procéder eux-mêmes à la préparation des remèdes.

« Qu'aux maladies vénériennes les Chirurgiens ne soient obligés, in foro conscientiae, non seulement d'exhiber les remèdes internes, mais aussi de faire eux-mêmes leurs compositions scientifiques, pour ne point divulguer l'infirmité de leur prochain, autrement s'ils ordonnaient leurs remèdes internes aux boutiques des Apothicaires, ou des veuves du mestier, ne serait-ce pas en perdant le secret, ravir l'honneur des hommes Illustres tombez par hazard en cette affliction. »

Ils n'oublient pas de faire remarquer également que :

« Les Chirurgiens dans les armées préservent de la mort un nombre infiny de blessez de toute qualité, tant petite, moyenne, que grande, par remèdes internes et externes ; partant si ce droict par les Apothicaires ne leur est contesté en guerre, il leur doit être accordé en paix. »

Dans la violence de leur diatribe, les chirurgiens n'hésitent pas à considérer Langres comme une ville « petite et médiocre » où ils sont « plus recherchez que les Médecins, desquels ils se servent peu souvent, et pour ce ne s'en doivent porter plus mal ».

Arrivant à la conclusion, les chirurgiens considèrent que leur profession est « du consentement d'Hippocrate la partie la plus

saine de l'Art Médicinal ». Ils affirment que le rôle de l'Apothicaire est de « cueillir des Simples, comme le senecio & autres, nettoyer des racines, battre des especeries, et porter le remède ».

Ce long et indigeste réquisitoire eut pour conclusion, le 30 septembre 1647, un arrêt du Grand Conseil du Roy (1) dont nous estimons devoir donner le texte intégral, malgré l'aridité de son style juridique. Du 8 janvier 1644 au 30 septembre 1647, les attaques et les ripostes s'étaient succédées entre les apothicaires Jacques Heudelot, Antoine Bournot d'une part et Bernard Gabriel Leclerc, François Mongeot, Jean Boudet, Guillaume Provenchères et autres chirurgiens d'autre part.

Il en résulte un jugement d'après lequel il est défendu aux apothicaires d'exercer « l'art de chirurgie », il est reconnu que les chirurgiens précéderont les apothicaires dans les réunions de toutes natures, mais que par contre, ils n'auront pas le droit de contrôle sur les apothicaires. Les chirurgiens obtiennent le droit de posséder les médicaments externes appliqués par les chirurgiens eux-mêmes sur les malades, mais ne doivent vendre aucun remède.

Cet arrêt, accompagné de longues considérations et appuyé sur des jugements antérieurs rendus dans plusieurs villes du royaume, déboute les chirurgiens de la plupart de leurs prétentions; l'un d'eux, Le Clerc, convaincu par plusieurs témoignages d'avoir livré des médicaments au domicile des malades, est même condamné respectivement à dix livres et à trente livres de dommages-intérêts au profit de deux apothicaires langrois.

Arrêt du Grand Conseil rendu dans une instance entre la communauté des apothicaires et celle des chirurgiens de la ville de Langres, accordant à ceux-ci la préséance sur ceux-là dans toutes les assemblées et le droit de tenir drogues et médicaments en leurs boutiques pour l'usage externe seulement, mais leur refusant tout droit de visite sur les drogues des apothicaires.

Extrait des registres du Grand Conseil du Roy

Entre la communauté des maitres apothicquaires de la ville de Langres demandeurs et requérans l'entérinement d'une requête par eux présentée au Lieutenant général au baillage et siège présidial de ladite ville du vingt sixième septembre mil six cens quarante six à ce que, suivant et conformément aux chartres et statuts de l'art de pharmacie homologuez et vérifiez

(1) Archives de la Haute-Marne, F. 671.

en la cour de Parlement de Paris et audit siège de Langres, défenses soient faites à Bernard Gabriel Leclerc et autres Maistres barbiers chirurgiens de ladite ville, de composer, vendre et distribuer aucunes drogues remèdes et médicamens internes, et pour les contraventions et entreprises par eux faites ausdits statuts ils soient condempnez en mil livres d'amende envers lesdits demandeurs pour chacune d'icelle, et en deux cens livres en cas de contravention à l'advenir, dépens, dommages et intéretz d'une part, et ledit Leclerc François Mongeot ausdits Maistres Barbiers chirurgiens et Lieutenant du premier barbier du Roy en ladite ville et communauté des dits Maistres barbiers et chirurgiens dudit lieu deffendeurs d'autre,

et entre ledit Mongeot et ladite communauté des Maistres barbiers et chirurgiens dudit Langres demandeurs en requeste et commission du Conseil du quatriesme décembre mil six cent quarante six, en ce que lesdits Maistres apothicaires procédans au Conseil sur ladite instance soient deboutez de leurs prétentions, demandes, fins et conclusions avec condamnation des dépens, dommages et intérêts d'une part, et lesdits Maistres apothicaires du dit Langres défendeurs d'autre,

et entre lesdits Maistres apothiquaires demandeurs et requérans, que suivant la commission par eux obtenue dudit Lieutenant général de Langres et exploit fait en conséquence du vingt trois avril dernier, attendu que ledit Le Clerc au préjudice de la première instance pendante au Conseil contre luy et autres Maistres chirurgiens de ladite ville a continué de composer, vendre et bailler par la bouche des remèdes aux malades comme il a fait entr'autres à Merlin Gibert tailleur d'habits en ladite ville suivant qu'il est justifié au procès, il soit condamné pour lesdites nouvelles contraventions à quinze cens livres d'amende envers lesdits demandeurs et en tous despens, dommages et interets, sauf au Procureur général du Roy prendre pour l'intérêt public telles conclusions qu'il verra bon estre d'une part, et ledit Le Clerc défendeur d'autre,

et entre ledit Le Clerc demandeur en requeste par lui présentée au Conseil le troisieme May dernier, à ce que le procès verbal et jugement rendu contre luy par le Lieutenant assesseur audit baillage de Langres des quatre et seize Avril audit an, et tout ce qui s'en est ensuivy soit cassé, révoqué et annullé, comme fait au préjudice de la première instance pendante au Conseil entre les dites parties, avec despens, dommages et intérêts d'une part, et lesdits Maistres apothicaires de ladite ville défendeurs d'autre et entre ledit Mongeot et ladite communauté des Maistres barbiers chirurgiens dudit Langres, demandeurs et requérans l'enterinement d'une requeste présentée au Conseil le vingt neuf aoust dernier, à ce qu'en procédant au jugement du procès il soit ordonné qu'ils seront maintenus et gardez en la préséance qu'ils prétendent leur appartenir sur lesdits Maistres apothicaires comme estans leurs ordinateurs, visiteront, soit qu'ils soient en charge publique ou non, les remèdes qui sont dans les boutiques desdits Maistres apothicaires, nécessaires à la curation des ma-

ladies chirurgicales que défenses soient faites ausdits Maistres apothicaires de penser aucunes maladies chirurgicales et débiter aucuns remèdes desdites maladies sans l'ordre desdits Maistres barbiers chirurgiens, qui leur soit loisible de tenir en leurs maisons ou boutiques toutes sortes de remèdes nécessaires à la curation desdites maladies, ensemble d'ordonner et donner des potions et toutes autres opérations nécessaires à la curation desdites maladies sans l'avis des médecins d'une part, et lesdits maistres apothiquaires deffendeurs d'autre.

et entre lesdits Maitres apothicaires de Langres demandeurs et requérans l'enterinement d'une requête présentée par eux au Conseil le troisieme dudit mois et an, à ce qu'en procédant au jugement desdites instances, défenses soient faites auxdits Maistres chirurgiens de ladite ville de préparer ny distribuer directement ou indirectement, aucuns remèdes internes, purgatifs ou cardiaques, soit médecines, juleps, aposèmes, poudres, tablettes et autres de semblable qualité, ny détenir en leurs boutiques aucuns pots ou bouëttes de ceux qui servent à faire reconnaistre lesdits Maistres apothicaires, à peine de quinze cens livres d'amende, et pour les entreprises faites par ledit Le Clerc ainsy qu'il est justifié par la dernière instance contre luy intentée audit baillage de Langres, il soit condamné aux amendes contre luy requises despens, dommages et interests, défenses a luy de récidiver à peyne de punition exemplaire et en outre condamné ensemble lesdits Maistres barbiers chirurgiens aux despens desdites instances chacun à son égard, d'une part, et lesdits Le Clerc et Mongeot deffendeurs d'autre,

et entre Maistre Jean Boudet, premier barbier et valet de chambre du Roy, receu partie au procès et demandeur en requête par luy présentée au Conseil le vingt deux ensuivant, tendante à ce que les statuts de l'art de chirugie verifiez et enregistrez au Conseil soient gardez et observez selon leur forme et teneur au désir et arrests dudit Conseil, ce faisant deffenses ausdits Maistres apothiquaires de ladite ville de Langres et tous autres d'y contrevénir, et pour les contraventions par eux faites ils soient condempnez aux despens, dommages et interestz envers ledit Mongeot, son Lieutenant et autres Maistres chirurgiens audit Langres, et aux despens de ladite intervention, d'une part et lesdits Maistres apothicaires de ladite ville deffendeurs d'autre, et entre Guillaume Provençhères, Maistre chirurgien audit Langres aussy receu partie et demandeur en requête par luy présentée au Conseil le troisieme septembre audit an à ce qu'il plaise au Conseil l'envoyer quitte et absous des fins et conclusions contre luy prises par lesdits Maistres apothicaires avec condamnation de despens, dommages, interests d'une part, et lesdits Maistres apothicaires defendeurs d'autre.

Veu par le Conseil les escritures des dictes parties ; lesdites requêtes et commissions ; lesdits statuts de l'art de pharmacie ; lettres patentes adressées audit Parlement de Paris et au bailly de Sens ou son Lieutenant général audit Langres, aux fins d'homologation d'iceux, du mois de Juin mil six cens trente un ;

arrest dudit Parlement de renvoy audit Lieutenant ; sentence dudit juge portant homologation desdits statuts, des vingt huit aoust et neufiesme septembre audit an ; copie de ceux de chirurgie ; copie moulée de lettres patentes données au dit Boudet confirmation d'iceux, du mois de décembre mil six cens quarante trois, avec l'arrest du Conseil d'enregistrement du huitiesme janvier mil six cens quarante quatre, faits, mis et articlez par ledit Lieutenant par lesdits Maistres apothicaires de la contravention à leurs statuts par lesdits Le Clerc, Provenchères et autres Maistres chirurgiens de ladite ville ; moyens d'intervention en ladite instance dudit Mongeot de ladite communauté des Maistres chirurgiens et des médecins de ladite ville ; procédures desdites parties faites au siège de Langres ; procès-verbal dudit Lieutenant contenant une audition desdits temoins ouys pour la vérification et reconnaissance de certains billets et mémoires mis au greffe dudit siège par lesdits Maistres apothicaires des médecines fournies par lesdits Maistres chirurgiens aux malades de ladite ville comme écrits de la main desdits Le Clerc et Provenchères du vingt cinq octobre mil six cens quarante six ; sentences dudit Lieutenant portant que les parties en viendraient à la quinzaine, et les médecins mis hors de cause, les autres parties réglées à escrire, des douze et neuf novembre audit an ; copie d'autre sentence par laquelle ledit Mongeot requerant estre tiré hors de la présentation, est ordonné qu'il demeurerait joint avec ladite communauté des chirurgiens dudit jour et an ; livre imprimé de plaidoyers faits au Parlement de Bourgogne sur le règlement des médecins et apothicaires touchant l'exercice de de leur art ; autre procès verbal du lieutenant assesseur dudit Langres contenant l'audition d'un malade sur la plainte à luy faite par lesdits Maistres apothicaires de nouvelles contraventions par ledit Le Clerc à leurs dits statuts, du quatriesme avril mil six cens quarante sept ; ordonnance dudit juge portant pouvoir d'expulser ledit Le Clerc hors du logis dudit malade, dudit jour et an ; Rapport des médecins sur le fait de ladite contravention, certifiens avoir reconnu certaines douleurs et symptômes violens en la personne dudit malade et iceux provenir de la mauvaise qualité et préparation du remède donné par ledit Le Clerc, du sixiesme en suivant, enquête sur le contenu audit procès-verbal, du treize may au dit an ; copie de commission du Conseil aux fins de Cassation desdites procédures, obtenue par ledit Le Clerc en date que dessus ; copie de sentence dudit Lieutenant par laquelle sans avoir esgard au déclinatoire dudit Le Clerc est ordonné qu'il défendrait en la nouvelle instance du vingt six avril dernier ; requête présentée au Conseil par lesdits Maistres apothicaires afin d'estre relaxez de l'assignation à eux donnez audit Conseil à la requête dudit Mongeot et autres Maistres chirurgiens dudit Langres, le faisant renvoyer audit siège de Langres, pour estre procédé au jugement du procès et par appel au Parlement de Pars du dix neufiesme février audit an ; acte de désaveu de procédures faites au Conseil par lesdits Maistres chirurgiens, fait à la requête des nommez Maumert Floriot et François Judel anciens Maistres de la dite commu-

nauté, du huitiesme janvier dernier, ordonnance et passeport des Capitaines de Grancey et Bassompierre donnez audit Le Clerc pour penser les soldats et autres blessez estans en ce quartier ; certificat des maire et exchevins, et de la Mère Supérieure du couvent de l'Annonciade de ladite ville, comme il a pensé et médicamentez plusieurs malades des seize aoust, vingt septembre mil six cens quarante deux, six octobre et dernier aoust mil six cens quarante sept, copies collationnées d'arrests du Conseil et dudit Parlement d'entre les Maistres chirurgiens des villes de Lyon, Saint-Maixant, Montlehéry, et les Maistres apothicaires desdits lieux pour raison desdites contraventions, des dix sept juillet mil cinq cens quatre vingt treize, cinq février mil cinq cens quatre vingt seize, premier juin mil six cens vingt sept et vingt six février mil six cens trente quatre ; copie de partie fournie par ledit Le Clerc à Nicolas Bourrier, bourgeois dudit Langres pour drogues et médicamens qu'il luy aurait donnez en sa maladie ; arrest du Conseil par lequel, en conséquence de la déclaration faite par les nommez Jacques Heudelot et Antoine Bournot, apothiquaires en ladite ville, défenses leur sont faites d'exercer ledit art de chirurgie et iceux pour les causes et y contenues, condamnez aux despens, moderez à dix livres à l'égard dudit Heudelot et à trente livres pour ledit Bournot du vingt huit juin dernier ; requeste d'employ desdits Boudet et Provenchères pour toutes écritures et productions ; arrestz de règlemens des vingt six juillet mil six cens vingt deux, vingt neuf aoust et cinq septembre de la présente année ; contredits et salvations desdites parties : conclusion du Procureur général du Roy et tout ce que par icelles a esté mis et produit par devers ledit Conseil.

Le Conseil, faisant droit sur lesdites instances, ayant aucunement ésgard aus requestes desdits Mongeot et communauté des Maistres chirurgiens dudit Langres du vingt neufiesme aoust mil six cens quarante sept et intervention dudit Boudet, a ordonné et ordonne que lesdits Maistres chirurgiens précéderont lesdits Maistres apothicaires en toutes assemblées tant publiques que particulières et ayant esgard à la requeste desdits Maistres apothicaires du dit Langres du troisesme dudit mois et an, a ordonné et ordonne que les dits chirurgiens n'aurent aucune visite sur les drogues desdits apothiquaires ; a permis et permet ausdits chirurgiens de tenir en leurs boutiques toutes sortes de drogues et médicamens qui s'apliquent extérieurement sur le corps humain pour les appliquer par eux aux playes et maladies chirurgicales ; défenses ausdits chirurgiens d'en exposer, vendre et débiter d'autres ; et sur le surplus, desdites instances a mis et met lesdites parties hors de Cour et de procès sans despens.

Le présent arrest a esté mis au greffe du Conseil à Paris le trentiesme jour de septembre mil six cens quarante sept, montré au Procureur général du Roy et prononcé aux procureurs des parties le dix septièsme jour d'octobre audit an.

Duplicata

Collationné
Lenormand (1)

(1) Archives départementales de la Haute-Marne, F. 671

Il y a tout lieu de croire que la discorde entre les chirurgiens et les apothicaires ne s'apaisa pas vite car cent vingt huit ans plus tard, en 1775, c'est-à-dire vingt-huit ans avant l'apparition de la loi de Germinal, nous trouvons un nouveau jugement, dont texte plus loin, assez sévère dans ses conclusions puisqu'il condamnait un chirurgien de Langres, M. Mutel, à tous les dépens et à l'impression et publication du jugement à trois cents exemplaires (1).

En effet, les chirurgiens Mutel, Rathier et Aubry étaient en conflit avec les apothicaires Baudot (frères) et Virey pour avoir fourni directement des remèdes à usage interne à des malades, tant en novembre 1773, qu'en janvier 1774. Puis ce fut le tour des chirurgiens Maladière-Montecot, Darantière et du médecin Chambon en décembre 1775, toujours avec les trois apothicaires Didier et Mammès-Clément Baudot et Claude Virey. Le jugement renouvelait la défense aux chirurgiens de « s'immiscer dans le traitement des maladies internes ». Il faut entendre par là, la dispensation des médicaments à usage interne.

Comment s'étonner, après la conclusion de tels conflits, de la mauvaise humeur des apothicaires qui trois ans plus tard, en avril 1778, protestèrent, comme nous l'avons indiqué lors de la réception des nouveaux praticiens, contre le remplacement inopiné d'un membre du jury médecin par un autre de ses collègues. Il s'agissait des deux frères Baudot et de Virey, retrouvant leurs adversaires Darantière et Montecot.

Jugement entre les médecins, les chirurgiens et les apothicaires
(6 septembre 1775)

« Nous ordonnons avant faire droit et sans préjudice de toutes fins, que les dits Sieurs Mutel, Rathier et Aubry seront tenus de s'expliquer précisément dans la huitaine pour tout délai à compter du jour de l'assignation de notre présente sentence. S'ils entendent reconnaître ou nier chacun à leur égard, les écritures des différentes pièces en forme d'ordonnances ou formules de compositions de médecines jointes à la minute de notre procès verbal du 18 janvier 1774, et encore des autres semblables pièces produites par les dits Docteurs en médecine sous la cote C de leur production nouvelle du 26 mai dernier, toutes les dites pièces employées et annotées par les dits Docteurs comme étant écrites, les unes de la main du dit Mutel, les autres de la main du dit Rathier, les autres de celle du dit Aubry et comme ayant été trouvées entre les mains des dits Sieurs Baudot et Virey apothicaires ; même le dit Aubry, la signature en son nom étant au

(1) Archives de la Haute-Marne. Série B, non classée.

bas de l'une des dites pièces , et pareillement le dit Rathier, les écritures et signature de la quittance en son nom, donnée le 2 novembre 1773 au nommé Gilbert marchand en cette ville, pour cause de traitement et fourniture de médicamens, la dite dernière pièce faisant la deuxième déclaration principale des dits Docteurs.

Comme il a été décidé que les dits Sieurs Baudot frères, Virey, apoticaire seront tenus de déclarer chacun à leur égard dans le susdit délai, si les dites formules ou ordonnances de médecines ont été par eux remises aux dits docteurs et si elles ont été exécutées dans le tems des dates ou notes d'exécution y portées, même si les écritures des dites dates ou notes d'exécution sont des mains des dits Baudot frères et Virey, chacun à leur égard ; à l'effet de tout quoi, tant les dits Sieurs Mutel, Rathier et Aubry, que les dits Sieurs Baudot frères et Virey, pourront prendre communication par la voye du greffe de toutes les dites pièces dans le susdit délai.

Ordonnons en outre que le dit Sieur Mutel, sera tenu de s'expliquer aussi précisément, et par aveu dénégation dans le même délai de huitaine, sur les faits énoncés en notre procès verbal du 18 janvier 1774, et dans les requêtes des dits docteurs, notamment dans leur dernière requête de production nouvelle signifiée le 26 mai dernier : savoir que le dit Mutel a dans le courant du dit mois de janvier 1774 traité seul pendant plusieurs jours la nommée Nicole Robin, fille de Claude Robin meunier au Moulin Gatebois faux bourg de Buzon de cette ville pour cause de maladie interne et de fièvre putride accompagnée de pourpre, que dans le même tems il a administré à la dite fille plusieurs remèdes internes tel qu'émétiques et autres potions purgatives ; pour le tout fait ou non par chacune des dites parties dans le susdit délai, estre statué ce qu'il appartiendra, tous dépens réservés.

Vu par nous les pièces et procédures de l'instance pendante par devant nous entre les Sieurs Jean Baptiste Maladière Montecot, docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, Louïs Darantière Conseiller médecin du Roi, commis au rapport et Nicolas Chambon, docteur en médecine demeurant à Langres, demandeurs. Le Sieur Pierre Mutel, Lieutenant du premier chirurgien du Roy, demeurant en ladite ville, defendeurs. Les Sieurs Didier et Clement Mammès Baudot et Claude Virey, tous les trois apoticaire demeurant en la même ville, intervenant et demandeurs, et la communauté des Maistres en chirurgie de la dite ville de Langres, deffendeurs. L'expédition d'une sentence par nous rendue contradictoire entre les dites parties, le seize juillet 1774, par laquelle nous avons ordonné que dans trois jours elles mettraient leurs pièces entre nos mains pour leur être fait droit, dépens réservés. Production faite par les dits Sieurs Maladière Montecot, Darantière et Chambon, en exécution de notre dite sentence, des pièces qui suivent, expédition délivrée par notre greffier de la Requête à nous présentée le dix huit février

1774 par les dits Sieurs Maladière Montecot, Darantière et Chambon, tendant à ce qu'il nous plut ordonner que nous nous transporterions nous même avec tel juge de police étant et de nos huissiers qu'il nous plaisait nommer, si nous le trouvions nécessaire, chez la nommée Nicole Robin fille de Claude Robin Munier au faux bourg de Buzon à l'effet de saisir les drogues qui se trouvaient chez la dite Nicole Robin et constater leur espèce, pour après la dite Saisie, être par eux formé telles demandes en contravention ou autres et puis telles conclusions qu'il appartiendrait. Laquelle expédition contient aussi celle de notre ordonnance du même jour, apposée au verso de laditte requête par laquelle nous avons ordonné que nous nous transporterions le dit jour, aux risques des dits Sieurs Maladière Montecot, Darantière et Chambon et avec eux notre Greffier et Maupin de nos huissiers, en la maison y dénommée pour être procédé aux fins de ladite requête ainsi qu'il appartiendrait, autre expédition étant en suite du procès verbal par nous dressé de notre transport au moulin Gatebois, faux bourg de Buzon tenu par le nommé Claude Robin, en exécution de notre dite ordonnance, et étant accompagné des dits Sieurs Montecot, Darantière et Chambon et de Maupin l'un de nos huissiers contenant les déclarations à nous faites par le dit Claude Robin. Et par Marie Jourdeuil sa femme et Anne Robin leur fille, les aveux et déclarations dudit Sieur Mutel, saisie et dépôt en notre greffe d'une bouteille de verre noir, dans laquelle il y avait une liqueur à nous inconnüe, qui s'est trouvée au domicile dudit Claude Robin, et que les dites femme et fille Robin nous ont déclaré y avoir aportée par laditte fille Robin qui l'avait été chercher chez le dit Sieur Mutel et laquelle lui avait été remise par la domestique du dit Sieur Mutel, et encore dépôt etc... Jonction à notre dit procès verbal à la réquisition des dits Sieur Montecot, Darantière et Chambon de huit feuilles et feuillets par eux à nous représentés qu'ils nous ont dit contenir autant d'ordonnances de remèdes internes, écrits, savoir deux de la main du dit Sieur Mutel, trois de la main du Sieur Rathier et trois de la main du Sieur Aubry tous deux aussi Maîtres chirurgiens de cette ville, et leur avoir été remises par les Sieurs Baudot, Cadet et Virey, Maitres apotiquaires de cette ville, qui ont dit que ces ordonnances avaient été exécutées chacune en leur tems. Les dictes feuilles et feuillets paraphées de notre main en présence des dits sieurs médecins et demeurées jointes à la minute de notre dit procès verbal en datte dudit jour dix-huit janvier 1774. Original de cet exploit de signification faite au dit Sieur Mustel à la requête des dits Sieurs Darantière, Maladière Montecot et Chambon médecins, de la requête par eux à nous présentée et du procès verbal par nous dressé. En conséquence le dit jour dix-huit janvier, par oubert le dix neuf du même mois de janvier, contrôlé à Langres le vingt du dit mois, requête à nous présentée par les dits Sieurs Maladière Montecot, Darantière et Chambon, médecins, par laquelle ils ont conclu à ce qu'il leur fut permis de faire assigner par devant nous à trois jours francs, le dit Sieur Pierre Mutel, pour voir dire que la saisie

sur lui faite par procès verbal du dix huit janvier, à lui signifiée le dix neuf, serait déclarée bonne et valable. En conséquence et attendu les preuves résultantes dudit procès verbal, que défenses seraient faites au dit Sieur Mustel et à tous autres chirurgiens de plus à l'avenir s'immiscer dans l'exercice des fonctions de la médecine pour le traitement des maladies internes, et pour l'avoir fait, qu'il serait condamné en l'amande de cinq cent livres prescrite par l'édit de 1707, qu'il lui serait pareillement fait défense, de plus à l'avenir administrer aucuns remèdes internes et d'en conserver les drogues chez lui, que défense serait pareillement faite par notre sentence, qu'il nous plaisait rendre en forme de règlement et sur les conclusions de M. le procureur fiscal dont ils requéraient la fonction, aux apothicaires de donner aucuns médicaments internes, sinon sur l'ordonnance signée d'un médecin, qu'il serait au surplus ordonné que les arrêts et règlements concernant les trois corps de la Médecine, seraient exécutées selon leur forme et teneur et que le dit Sieur Mutel serait condamné en tous les dépens, même ceux de la saisie, qu'il serait ordonné que notre sentence serait imprimée publiée et affichée partout où besoin serait, au nombre de trois cent exemplaires aux frais du dit Mutel, et que le règlement intervenu sera signifié et inscrit sur les registres des com des chirurgiens et des apothicaires par l'huissier chargé de son exécution.

B) RAPPORTS AVEC LES COMMERÇANTS

Nous n'avons pas retrouvé beaucoup de pièces permettant de se faire une opinion sur les relations que les apothicaires entretenaient avec les marchands, mais l'impression très nette qui résulte de ce que nous avons pu consulter est qu'elles n'étaient pas toujours cordiales, tout au moins avec ceux qui empiétaient, de bonne ou mauvaise foi, sur le domaine que les apothicaires considéraient comme leur bien propre.

Ainsi, à Langres, un jugement du 23 juillet 1648, dont nous reproduisons le texte, donne satisfaction aux apothicaires contre un nommé Nicolas Vincent, marchand mercier, auquel il n'est plus accordé que la vente « de saffran, sucre, giroffle, canelles et cire en masse » et, sous l'obligation d'en accepter la visite, c'est-à-dire l'inspection, suivant les dites chartes, par les apothicaires.

Le marchand Vincent ayant fait appel de cette sentence, il y renonce en octobre de la même année devant M^e François Ancelle, juré des apothicaires de la ville.

« A tous ceux qui les présentes lettres verront, Estienne Voinchet, ecuyer, docteur es droits, Conseiller du Roy, président premier, plus ancien Lieutenant général enquesteur et commissaire examinateur au baage et siège présidial étably par le Roy

notre sire en la ville et Cité de Langres, salut, Scavoir faisons que veue l'instance pendante par devant nous entre la Communauté des maistres apotiquaires marchands espiciers ciriers de cette ville de Langres demandeurs en requeste et exploît au bas des 4 et 5 febvrier 1648 d'une part, contre Nicolas Vincent marchand mercier au dit Langres, déffendeur d'autre part. Scavoir les statuts des dits arts, en date du 18 Février 1498 et six février 1499, les lettres de confirmation diceux du mois de Juin 1600, arrêt de renvoy devans vous du 28 Aoust au dernier an, sentence de vérification du neuf Septembre au dernier an, et autres pièces toutes étant en une liasse, au nombre de huit paraphées du procureur et demandeur appointment et sentence par nous rendus sur les saisyes faites es boutiques de Philippes Regnaudot et autres merciers qui vendaient bougies et cierges, par lequel, sur les deports du dit Regnaudot, Thibault le Regnier, de n'en plus débiter mis hors de cour, avec deffense à eux d'en plus vendre et à l'égard des autres ordonné que les Chartres leur seront communiquées, datté du 17 décembre 1638 — Signé Heudelot — Autre sentence du 23 mars 1640, Signée Vallette ; contradictoire, rendue par nous, ouy le procureur du Roy, par laquelle deffenses sont faites aux nommés, de Charmes, Muguet et autres marchands de cette ville, et forains d'exposer en vente et débiter aucuns ouvrages de cire, à peyne de confiscation et de 20 livres d'amende et à tous autres marchands de contrevenir aus dits statuts et en cas de contravention, permis de procéder par saisyes et affiché par les carrefours de cette ville, et au devans du pallais et les deffendeurs condamnés es despens, les billets et certificats de publication et affiches du 4 juillet au dit an, signé Viard et autres.

Autre sentence contradictoire par nous rendue le 12, 13 et 22 décembre au dit an 1640 entre les dits maitres apotiquaires, espiciers et ciriers à l'encontre de C... Crestien marchand au dit Langres, par laquelle pour la contravention faite par le dit Crestien aux Chartres, les dragées et confitures sur luy saisyes acquises et confisquées pour être vendues et les deniers mis en la bôette des dits mestiers pour estre distribuées par les mestiers Jurés aux pauvres compagnons affamés avec deffense très expresse au dit Crestien et à tous autres de si après se mesler de l'art et metier d'épicier, de faire et composer hippocrate, façonner dragées, conserves de roses, confitures et autres choses du dit art, de quelque qualité qu'elles fussent, ni en exposer en vente, mettre ou faire écriteaux au devant de leurs boutiques, ny sur les boettes et rayons estant en scellés, à peine de confiscation de toutes les dittes choses et d'amende arbitraire, renvoyé pour cette fois et condamné es depens de la saisye et justice, sauf a luy où il se fut voulus mesler du dit art à s'y faire recevoir et se pourvoir par devers les dits maistres aux termes des dites chartres et statuts, signée Thieriot. — La resquete des demandeurs cy devant dattée, décrétée du sieur lieutenant particulier avec les conclusions du procureur du Roy portans permission de saisie et assignation au bas, donnée devant nous au dit Vincent des 4 et 5 février 1648. Le procès verbal de Chevrey

l'huissier, contenant la rebellion du deffendeur et empeschement à la saisye du dit jour Ci nommé — signé du dit Chevrety, Ignace Fraizeret et P. Provin. Les defenses fournies par le dit deffendeur le neuvième du dernier mois de febvrier, audience du dit jour, les repliques de demandeur de l'audiance de fourniture et signification du 13^e du dernier mois de febvrier. L'appointement rendu entre les parties portant apointé à mettre du 20^e du dit mois de febvrier, signé Cornefert. Le congé et injonction de produire de la part des dits demandeurs aux débats, et signification des 3 may au dit an 1648, les advertissements des parties et ce qui faisait à voir en leurs productions réglées par inventaires, ensemble les conclusions du procureur du Roy « *Nous tout considéré avons fait deffense au dit Vincent* » (1) de fasonner, tenir, vendre ou débiter aucunes choses dependant des arts de pharmacie, Epicerie et cirerie, tablettes, dragées, hipocrates, sirots, conserves, confitures sèches ou liquides, bougies et autres ouvrages de sire à peine de confiscation et d'amende arbitraire sauf au dit Vincent et où il se voudrait mesler des dits arts d'épicerie et cirerie, à se pourvoir suivant les chartres d'iceux pour y estre procédé par devant nous suivant l'ordonnance, pourra neanmoins le dit Vincent, tenir, vendre, debiter en sa boutique, Saffran, sucre, geroffles, canelles et cire en masse, a charge de visite suivant les dites chartres sans dépens de la presente instance fors les epices qui se payeront par le dit Vincent ou s'avanceront sauf à recouvrer par nostre sentence, jugement et à droit, Sieur Maudous, Donné, prononcé à Langres par nous juge susdit sous le Scel royal aux Causes du dit baillage et signifié par le commis du greffier à Messire Claude Guerey procureur des dits demandeurs, en son domicile, parlant à sa personne, comme aussi au domicile de Messire Claude Charlot procureur du dit Vincent deffendeur, le dit Vincent parlant à leurs personnes, lesquels ont déclaré qu'ils appelaient de la presente sentence et par ... en ont appelé, et se sont soussignés. Ce jour d'huy 23^e Juillet 1648 signé enfin Vincent et Charlot et audictum Voinchet, Mugnier lieutenant assesseur, Andrieu Desserey rapporteur et Gerard Conseilliers magistrats, Vision et ... du receveur 39 livres 18 conclusion 12 livres. Le tout payé par les demandeurs. — Signé à la grosse en parchemin, Y. Cornefert.

24 octobre 1648

Le 24^e jour du mois d'Octobre au dernier an 1648 est comparu au greffe du bailliage le dit Nicolas Vincent assisté du dit Charlot son procureur, en présence de M^e François Ancelle juré de ladite communauté des maîtres apotiquaires, espiciers et ciriers de cette ville de Langres, assisté du dit Guerey l'ainé leur procureur. Lequel Vincent a déclaré qu'il renonce à l'apel qu'il avait interjeté de la dernière sentence sul lequel il avait été anticipé par devant Nos seigneurs de par le... au septième, du mois passé par exploit d'Argenton huissier du mois d'Août aussi dernier.

(1) Souligné dans le texte.

En vertu de lettres d'anticipation du dernier mois ; et en tant que besoin est et tout seroit, s'en est desisté et a payé ès mains du dit Ancelle la somme de 21 livres 7. Tant pour remboursement des Epiciers coust d'icelle anticipation et exaction, par le moyen de quoy les dites partyes ont consenty que ladite assignation donnée à la cour demeure comme non advenue, ainsi accordé entre eux et ont signé sur la minutte avec le commis du greffier, les an et jour mois et an que dessus dits. — Signé sur la minutte, R. Ancelle, N. Vincent, Charlot, et Deleux Commis du Greffier, signé sur la grosse Deleux — commis.

Dix ans plus tard, en juillet 1658, nous voyons Gillot, apothicaire, faire saisir du sucre chez des marchands forains qui ripostent par une supplique aux autorités. En août 1712, affaire du même genre avec saisie de marchandises. Des faits analogues se sont produits en 1694, 1706, 1720.

En 1745, les difficultés s'accroissent. Les marchands adressent une requête à M. le Contrôleur général, contre une demande des apothicaires, épiciers, ciriers, qui ripostent en mai 1746. Nous ne connaissons pas le résultat de ces disputes. Il est probable que rien de définitif n'en est résulté.

En 1761, nouvelle offensive des apothicaires, qui adressent une supplique au Contrôleur général pour une affaire un peu différente. Un nommé Nicolas Gautherot, ayant acheté à une veuve un fonds d'épicier-cirier, prétendait exercer la profession sans subir l'examen d'entrée exigé. Là encore nous ignorons la suite donnée à l'affaire.

C) RAPPORTS AVEC LES CHARLATANS

Il semblerait que, dans ce domaine, les apothicaires aient eu la main moins heureuse. En effet, les marchands d'orviétan n'avaient-ils pas en quelque sorte existence légale ou tout au moins tolérance ? A Moulins, les apothicaires devaient tolérer la vente de cet antidote, autorisée par ordonnance royale (1).

Pour Langres, nous possédons un texte qui confirme cette situation ; il date du 12 juillet 1696. Deux charlatans, s'intitulant « opérateurs », Emmanuel Philibert de Champeaux et Charles Baudouin, arguant d'une autorisation royale et d'un contre-seing de Colbert lui-même, « se transportaient en toutes les villes du

(1) Jean PAINEAU : Les apothicaires du Bourbonnais. Cahors, 1956.

royaume » pour y vendre des remèdes, y « faire des opérations sur le corps humain et y dresser théâtre ». Ils demandaient l'autorisation d'en faire autant à Langres sur la place Chambeau (1), ce qui leur fut accordé sous réserve que les remèdes fussent contrôlés auparavant par deux médecins de la ville, et qu'ils fissent don de leurs remèdes aux pauvres et à l'hôpital de la Charité. Il ne semble pas que les apothicaires de Langres se soient opposé à ces ventes, persuadés qu'ils étaient que leur cause était perdue d'avance.

Nous donnons le texte de cette supplique et de la décision du procureur fiscal à la police.

Monsieur,

Monsieur le Lieutenant général à la police de Langres,

Supplient humblement les sieurs Emanuel Philibert de Champeaux et Charles Baudouin operateurs.

Disans qu'ils ont eu permission de sa majesté, suivant les lettres qu'il leur a accordé le vingt sixième Juin mil six cent quatre vingt un, Signé Louis, et plus bas de Colbert, scellées, de se transporter en toutes les villes du Royaume pour y faire des opérations sur le corps humain, comme aussi de vendre et débiter les remèdes dont ils ont fait profession tant en public qu'en particulier et pour cet effet d'y faire dresser Théâtre et comme les suplians desireraient faire la distribution de leurs remèdes en cette ville et y faire les opérations dont ils sont capables, ils sont obligés de nous faire la representation, non seulement des dites lettres accordées par Sa Majesté mais aussi de plusieurs certificats qui font voir comme les suplians ont fait de très belles cures et opérations en plusieurs villes du royaume et que d'autre part les remèdes qu'ils débitent pour le corps humain sont d'une très bonne qualité, ce qui les oblige partant de recourir à votre autorité.

Ce considérant, Monsieur, il vous plaise, veu les dittes lettres et certificats cy attachés, leurs permettre au désir des dites lettres, de faire toutes opérations en cette ville et faubourgs et d'y faire faire la distribution de leurs dits remèdes tant en particulier qu'en public, et pour cet effet leur accorder la permission de faire faire un théâtre en la place de Chambeau de cette ville, avec deffense à toutes personnes de les troubler et empescher en l'exercice des opérations et en la distribution des dicts remèdes servans pour le corps humain, sous les offres de faire les dites opérations gratuitement pour les pauvres et vous ferez bien, faict ce troisième juillet 1696.

Baudouin.

(1) Actuellement place Diderot.

Communiqué au procureur fiscal à la police de Langres
le 3 Juillet 1696

Le procureur fiscal à la police qui a eu communication de la présente requête [en même temps] que des lettres de sa Majesté et certificats cy joints, déclare en tant qu'à luy est, qu'il n'a moyen d'empescher que les suplians ne fassent faire un théâtre sur la place Champeaux de cette ville pour y faire la distribution de leurs remèdes qu'ils le pourront faire d'ailleurs en particulier de mesme que toutes opérations sur le corps humain, après néantmoins que les remèdes qu'ils entendent distribuer auront estés préalablement visittés par les sieurs Foussey et Thibaut anciens médecins de cette ville qu'il appartiendra ou qu'ils auront été recogneu de qualité et à charge de faire toutes opérations que distributions de leurs remèdes aux pauvres de la dite ville qu'à ceux de l'hospital de la charité pour aucune retribution et au surplus que défenses seront faites aux suplians de n'exposer aucune chose et vente ni faire autres exercices sur le théâtre pendant les exercices divins et autres temps qui pourrait leur estre défendu suivant l'ocurance des cas, ny de commettre aucune indécence, subir les peines des ordonnances et réglemens politiques. Fait à Langres le troisième Juillet mil six cent nonante six.

Veu la présente ensemble les conclusions au bas d'icelle du dit procureur fiscal à la police, nous avons reconus aux suppliants de faire dresser un théâtre au Chambeau pour distribuer des remèdes. Iceux neantmoins prealablement approuvés par messieurs Thibaut et Froissey medecins que nous avons nommés dessus, pour les visiter sauf à eux de faire telle distribution en particulier qui l'approuvera, mesmes des opérations sur le corps humain, sans neanmoins qu'ils puissent exiger aucunes retributions des pauvres de cette ville et à ceux de l'hospital, sur lesquels ils seront obligés de travailler gratuitement avec deffenses aus dits suppliants d'exposer aucunes choses en vente sur le théâtre pendant les services divins ni aucune indecences sur leurs théâtres aux peines portées par les ordonnances. Deffenses à toutes personnes de les troubler et empescher en l'exercice de leurs opérations et distributions de leurs remèdes sous telles peines que de droit. A Langres le 12 juillet 1696 — délivré par nous greffier, expédition des présentes aux dits suppliants.

D) *RAPPORTS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS*

Les apothicaires, comme il a été exposé plus haut, luttaien pour obtenir reconnaissance de leur rang, de leur valeur professionnelle, et du rôle indispensable qu'ils jouaient dans la vie de la Cité. Aussi n'est-il pas étonnant de les voir cumuler leur métier avec diverses fonctions que leur confiaient les habitants, ce qui était rendre hommage à leurs qualités civiques.

Sous Louis XIII, Guillaume Millard fut échevin de Chaumont, Jean-Baptiste Juvet, conseiller de cette ville.. Jean Nicolas Laloy, reçu apothicaire à Chaumont en 1775 fut maire de la ville.

A Langres, Africain Senault était procureur et receveur de la confrérie du Saint-Sacrement, élu à ce poste par les maires et échevins. Dans la même ville, nous trouvons Nicolas Clément, eschevin.

Parmi les fonctions auxquelles pouvaient accéder les apothicaires, à Langres en particulier depuis 1711, se trouve aussi celle de juge consulaire; ceux-ci s'occupaient des « affaires de commerce ».

Le procès-verbal d'une élection consulaire langroise, le 20 septembre 1757, indique que, parmi les électeurs se trouvent « neuf marchands épiciers et appoticaire », ainsi que parmi les anciens juges : Antoine Vignerou, mort en 1760, Claude Gillot, mort en 1776, Nicolas Jannard, Nicolas Voillerault, tous quatre apothicaires et le dernier échevin.

Parmi les électeurs « épiciers et appoticaire », il faut mentionner Clément et Didier Baudot, apothicaires (1).

Il y avait, également à Langres, une juridiction municipale assez curieuse, celle des « Capitaines à masses ». Langres, après avoir eu, quand elle était colonie romaine, ses magistrats municipaux, sa curie, et ce qui constituait en quelque sorte sa police correctionnelle et sa justice de paix, s'en vit dépossédée, en partie, par l'importance que l'Evêque prit dans cette ville, mais conserva cependant une certaine indépendance judiciaire et, en particulier, et, sans contestation, l'institution des « Capitaines à masses » qui lui était propre.

Il s'agissait d'officiers municipaux, pris parmi les bourgeois, nommés et révoqués par le Corps de ville. La marque extérieure de leur fonction était une masse en bois doré. Leur nombre variait de huit à quatre. Comme capitaines, « ils commandent aux faits des armes, posent l'ordre le soir sur la muraille, le changent à minuit et le lèvent à la Diane ». Ils étaient chargés en quelque sorte de l'enquête sur les nouveaux habitants de la cité, et ils veillaient sur les clefs de la ville. Ils étaient également juges en première instance et rendaient des ordonnances de police. Leur

(1) Dr Michel BROCARD : Procès verbal d'une élection consulaire à Langres au milieu du XVIII^e siècle (*Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres*. Tome VI. n° 85, 1^{er} août 1911, pp. 305-317).

rôle de magistrats municipaux leur permettait de rendre la justice, avec l'avis des maires et échevins; on les vit condamner aux galères et même à mort. En 1667, ils n'hésitent pas à condamner aux galères un chirurgien, Bassinot, qui avait tué au cours d'une rixe un habitant de service à la porte Saint-Didier. La conjugaison de ces deux fonctions, militaire et civile, s'explique par les temps troublés où Langres, ville frontière, avait besoin d'être défendue avec efficacité.

La fonction de capitaine à masse était recherchée parce qu'elle exemptait de toutes charges publiques, et qu'elle était un premier pas pour accéder à des postes plus importants. Un mémoire de l'époque disait : « La charge de capitaine à masse n'est pas pour des personnes de vile condition, ceux qui y entrent sont personnes la plupart qualifiées, et toutes accomodées ».

Nous y voyons figurer :

En 1667 - Esprit, apothicaire;

En 1752 - Gillot, apothicaire (2).

(2) Adrien DURAND : Les capitaines à masses (*Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres*. N° 1, 1872, p. 24 à 35).

Les pharmacies hospitalières

A) LES PHARMACIES CIVILES

Il y avait à Langres deux hôpitaux : l'Hôpital Saint-Laurent et l'Hôpital de la Charité. Les archives sont assez abondantes mais elles ne contiennent que peu de choses au point de vue pharmaceutique. Jusqu'au xv^e siècle, l'activité de ces établissements était faible.

A l'Hôpital Saint-Laurent, dont la charte de fondation est de 1201, on ne trouve pas traces de dépenses de remèdes et d'achats de drogues dans le tableau des dépenses de 1419 à 1500. Par contre un procès-verbal du 5 avril 1583 du lieutenant et (1) procureur du Roi, Jehan Valtier, semble indiquer qu'il n'y avait que trente lits environ et que le chapitre assurait à ses frais le fonctionnement de l'hôpital. Il y avait un chirurgien et un médecin et les médicaments étaient fournis par un apothicaire établi en ville.

Le même rapport donne force détails sur l'installation de cet hôpital, et nous en extrayons le passage suivant concernant l'apothicaire de la ville chargé de la fourniture des médicaments. Il s'agissait d'Estienne Privey.

« A esté aussy oy et examiné hon(ora)ble ho(mme) Estienne Privey, marchant apothicaire dud. Langres sur lesd. faictz à luy donnez à entendre auq(ue)l pour ce faire nous avons fait prester le serment en tel cas requis, leq(ue)l a dict estre aagé de soixante et trois ans, que longtemps a q(u)il a esté employé p(ar) les sieurs sup(er)intendans du chapp(it)re de l'Eglise de Langres en l'hospital d'icelle église, dont ils sont maistres, gouverneurs et administrateurs, a la fourniture des drogues qui sont nécessaires

(1) Archives des Hospices I. Ar.

aux pauvres malades ou vulnerez q(ui) se treuvent aud. hospital tant pour les médicamens q(ue) allimens p(ar) les ordonnances tant des meddecins q(ue) chirurgiens desq(ue)lles il faict partie, dont il est païé p(ar) chacun an par mandemens desd. sieurs sup(er)intendans addressans au recepveur dud. hospital, n'a toutefois de ce aucungs gaiges ou pension, est seulement païé de ce q(u)'ilourny » (1).

Il en résulte que l'apothicaire est remboursé une fois par an de ses fournitures. Nous avons même vu qu'en principe, il devait les céder au prix coûtant. En outre, il ne touchait aucun honoraire.

D'après les renseignements épars dans les ouvrages qui ont étudié les effets de la guerre de Trente ans dans la région, il résulte que, malgré l'installation sommaire de ces deux hôpitaux, au point de vue médical et pharmaceutique, il dut y avoir une forte consommation de drogues. Ce fait est confirmé par un certificat établi le 14 septembre 1674, par M. Floriot, chirurgien, qui parle de

« tous les malades pauvres ou blessés qui y ont esté receus nourris, traités, soulagés et ponctuellement secourus suyvant l'ordre du régime qui leur a été prescrit et ordonné, tant pour la nourriture et sollicitation que remèdes et médicamens, s'y estans présentés et receu des soldats blessés et malades en très grand nombre tant des passagers de Catalongne, Almagne, Flandres, Loraine, Franche-Comté, que des sièges de la Mothe, Bezançon, Dôle, Salins et autres lieux... » (2).

Un autre certificat où, parmi les signatures, figure celle de l'apothicaire, en date du 19 janvier 1674, indique, que, d'octobre 1673 à ce jour, plus de 720 soldats ont été hospitalisés ou traités.

A l'Hôpital Saint-Laurent, le règlement du 8 novembre 1779 offrait de grosses ressemblances avec celui de l'hôpital de la Charité qui lui était antérieur et dont nous parlerons plus loin.

Pour ce qui nous concerne, on peut noter qu'il y a deux registres pour la pharmacie au lieu d'un. Sur l'un, le médecin « écrira l'espèce et la quotité des remèdes et le régime qu'il jugera convenable de prescrire à chaque malade, désigné par la lettre du lit qu'il occupera. Les sœurs de notre hôpital s'y conformeront, sans se permettre de changer la nature de ces remèdes, ni d'en aug-

(1) Archives des Hospices. Série I A - pièce I A 2.

(2) Archives des Hospices. Série I A - pièce cotée I A 6.

menter ou diminuer les doses prescrites ». L'autre registre servait au chirurgien pour y inscrire ses prescriptions.

Il est bien spécifié que ces livres seront soustraits à la vue des patients car, auparavant, l'usage était de donner les ordonnances de vive voix, ce qui pouvait causer des erreurs et impressionner les malades. Les sœurs de l'apothicairerie suivaient les visites du médecin. Il est prévu une visite semestrielle des drogues; aucune vente, sauf autorisation, ne sera faite à l'extérieur.

L'Hôpital de la Charité devait son origine au surcroît de malheurs survenus dans la période de la peste de 1636 et des invasions de la même époque. Son organisation semble avoir été mise au point le 2 mars 1640, date de la première délibération du Directeur et des Intendants. Les extraits du registre de leurs résolutions indiquent, le 3 août 1642, une convocation :

3 Août 1642 : « ...et afin de pourveoir aux médicamens et traitement des pauvres malades et blessés survenans en grande quantité, seront convocqués à la diligence du secrétaire les anciens officiers avec ceux d'aprésent, au dimanche X aoust, jour de Saint Laurent prochain ».

En effet, le 10 août de la même année, François Ancelle, maître apothicaire, était agréé comme fournisseur.

« Du dimanche dixième aoust 1642 : Par résolution des sieurs directeurs, intendans et autres anciens officiers assemblés et appelés a esté délibéré de prier comme on l'a fait maistre Nicolas Thibault, docteur en médecine, François Ancelle, M^e apothicaire, et Jean Baptiste Robinot, M^e chirurgien, de rendre et continuer les bons offices et service dont ils ont secouru les malades de lad^e Charité et iceulx mandés pour ouyr la proposition suivante :

Qu'ils traicteront gratis ceulx qui n'ont de quoy payer et pour les autres qui auront quelque commodité les sieurs Directeur, intendans et aultres officiers pourvoiront à leur faire donner ce qui sera advisé dans l'honnesteté et bien séance et sans aulcune évocation en justice. A charge aussy que désormais tous ceulx qui seront receus en ladite maison de charité seront traités par lesdits sieurs médecin, chirurgien et apothicaire, cy-dessus nommés et non aultres. — Laquelle proposition leur ayant esté faite lesdicts sieurs Thiebault, medecin, Ancelle, apothicaire, et Robinot, chirurgien, présens, l'ont accepté et promis faire et continuer leurs services et fournitures aux conditions cy-dessus et lesdicts sieurs Directeurs, intendans et officiers à leur fair et faire faire raison pour ceulx qui auront de quoy, sauf à y pourveoir aultrement quand il aura pleu a Dieu d'augmenter la commodité de ladicte maison de charité. — Seront néantmoins payés et remboursés des drogues et fournitures. »

L'approvisionnement de l'apothicairerie de l'Hôpital de la Charité ne paraît pas avoir été très important, à en juger par la liste ci-jointe :

Liste des remèdes de l'apothicairerie de l'Hôpital de la Charité de Langres en mai 1643 :

Catholicum, une livre
diacartami, 1/2 livre
diaphenicum, 1 livre
séné, 1 livre
rubarbe, deux onces et demye
polipode, 1 livre
agaricque, une once
sirop rosat, 1/2 livre
catholicum pour les clistères, 2 livres
diachillum magnum cum g ?)
diapalmi, 3 livres
basilicum, 1 livre
mundificatif, 1/2 livre
thériaque, 1/2 livre
confection d'iacinthe, une once
confection d'alchemie, id.
huile rosat, une livre
emplastre paracelse, une once et demye,
le tout valant 33 livres

A la fin du dix-septième siècle, l'Hôpital de la Charité avait acquis une certaine importance grâce à des dons et à des libéralités. Il comprenait une « apothiquairerie » (1).

Le 4 juillet 1770, l'hôpital, qui était constitué par plusieurs maisons adossées les unes aux autres, brûla entièrement avec la plus grande partie de son mobilier, ses approvisionnements et tous les titres et papiers qu'il contenait. C'est ce qui explique la difficulté de trouver des documents sur la période écoulée avant 1770. Le procès-verbal de l'incendie indique que furent détruites « toutes les drogues qui garnissaient l'apothicairerie, en valeur d'environ 4 000 livres, comprise la valeur des vases qui les renfermaient ».

L'hôpital fut reconstruit en 1774, sur des bases mieux adaptées à sa destination, tel qu'il est encore aujourd'hui et, le 10 janvier 1778, fut rédigé le règlement provisoire pour la tenue des salles et le gouvernement des malades de l'hôpital (2).

(1) Procès-verbal du 6 juillet 1770 ; (Archives des Hospices, II B 17.

(2) Archives des Hospices, II F³.

La sœur « apothicairresse » devait se trouver à toutes les visites pour exécuter « ce qui sera conseillé ou prescrit par les médecins et chirurgiens » (art. 3).

Il était établi, dans chaque salle, deux registres... « le second sera destiné à écrire tous les jours les ordonnances des médecins et chirurgiens pour chaque lit, suivant le numéro, ainsi que le régime prescrit à chaque malade, et la nature de la maladie. La sœur apothicairresse sera tenue d'apporter chaque jour le registre à l'heure de la visite, tant pour juger de l'effet des remèdes, que pour continuer les différents traitements ou opérations » (art. 4).

Il semble que l'on ait voulu éviter des erreurs surtout pour les purgatifs puisqu'il est stipulé que « sauf les cas extraordinaires, l'heure pour donner les potions purgatoires aux malades sera fixée à cinq heures en été, à six heures en hiver, et, pour éviter des équivoques dangereuses, la sœur apothicairresse mettra sur la fiole ou autre ustensile, un léger écriteau de carton ou fer blanc qui contiendra les deux lettres initiales de la salle et le numéro du lit, porté sur l'ordonnance » (art. 5).

C'était à l'apothicairerie de l'hôpital qu'incombait le soin de conserver et vraisemblablement d'entretenir, certains appareils chirurgicaux :

« Il sera également établi à l'apothicairerie un coffre destiné à contenir des appareils étiquetés pour les opérations majeures qui seront remplacés à mesure qu'on sera dans le cas d'en faire usage » (art. 9).

La partie administrative de la pharmacie est prévue également :

« Tous les six mois il sera fait par les médecins et chirurgiens, en présence de la sœur supérieure et de la sœur apothicairresse, une visite exacte de l'apothicairerie, pour réformer les drogues altérées, faire l'état des drogues à remplacer, parer à l'inconvénient des achats de drogues falsifiées, veiller particulièrement à ce que les préparations chimiques soient achetées avec les plus grandes précautions, de marchands sûrs, et en même temps de la manière la plus économique pour l'hôpital... » (art. 11).

La sœur apothicairresse est responsable des détournements de médicaments pour l'extérieur :

« La sœur apothicairresse veillera avec la plus grande attention à ce qu'il ne sorte de l'hôpital, sous quelque prétexte que ce soit, et pour aucune personne étrangère, des drogues destinées au service de l'hôpital... » (art. 12).

Et, enfin, c'est l'apothicairerie qui est choisie pour posséder la « copie en placard du présent règlement ».

Hôpital de Joinville :

En l'absence de pièces administratives concernant le service pharmaceutique de cet hôpital, nous avons pu reproduire, grâce à l'obligeance de M. le D^r RONOT, la liste des très beaux pots de pharmacie conservés actuellement à l'hôpital. La liste de leurs inscriptions, avec leur charme vieillot et leurs appellations pittoresques, donne une idée suffisamment nette de la nature des préparations (sirops, extraits, huiles, etc.) que possédait l'apothicaire de l'hôpital au XVII^e et XVIII^e siècle.

Vitrine n° 1 - XVIII^e siècle :

18 Chevrettes de forme globuleuse sur piédouche, décor classique à palmes bleues, dont :

Syrop de fleurs d'oranges
Syrop de fleur de pêcher
Syrop d'armoise
Mielle violat
S. de nerprun
S. violat

7 pots cylindriques à couvercle, décorés début XIX^e siècle

Ext : gentiane
Ext : colocq
Ext : dulcam
Ext : rhei
Ext : millef
Ext : chamom
Ext : taraxa

16 pots cylindriques, blanc uni, même époque

Vitrine n° 2 :

1 pot à thériaque à couvercle, deux anses sculptées à mascaron, décor formant cartouche

14 Chevrettes XVIII^e siècle, dont

Syrop de menthe
— décorse de quinquina
— dabsinthe préparé
— des cinq racines
— de limon
— de muguet
— de consoude simple
de pasdasne composé
— d'althea
— d. f. de pêche
— de gentiane

H.D. I.S.T.

Vitrine n° 3 - XVIII^e siècle :

2 pots à thériaque à couvercle, 2 anses sculptées à mascarons, décor formant cartouche

6 Chevrettes, élégant décor polychrome bleu dessiné sur le côté, dont

Sirop de nerprun
Huile de laurier
Syrop de nenuphar
Syrop de diurétique ou apéritif
Syrop de tussilage

19 pots canon sur piedouche au même décor, dont

Extrait d'angélique
Safran de mars apéritif
Onguent d'aunée
Extrait de coloquinte
Extrait de gratiola
Extrait de centaurée
Extrait d'oseille
Extrait de castorène
Sopuleum (sic)
Onguent dessicatif rouge
Onguent demont pellier
Onguent de tête de pavot
Solanum
Onguent de patience

Vitrine n° 4 :

6 Chevrettes

Syrop de vinaigre
Syrop de rhubarbe composé
Syrop de panchymacogne
Syrop de mures
Huile de petits chiens
Syrop d'absinthe

2 pots à thériaque, à 2 anses et couvercle, élégant décor sur la panse et le couvercle rappelant le décor Berain (1)

12 pots canon à piedouche

Extrait de pivoine
Grand Basilic
Extrait de racines de fougère
Extrait de noix
Onguent d'ache
Onguent de nicotiane
Extrait d'aloès
Onguent de storax
Onguent de laurier

(1) Moustier.



Pots de la pharmacie de l'Hôpital de Joinville (Haute-Marne)

Cliché Studio Durey



Pots de la pharmacie de l'Hôpital de Joinville (Haute-Marne)

Cliché Studio Durey

Onguent pour les hémorroïdes
Tamarin
Basilicum petit

18 pots cylindriques, blanc uni, début du XIX^e siècle

Vitrine n° 5 :

7 Chevrettes

Syrop de pivoine
Syrop de fleurs de pêcher
Huile de millepertuis
Syrop émétique et purgatif
Huile de camomille
Syrop de limon
Syrop de polypode

2 pots à thériaque identiques au modèle précédent

19 pots canon, dont

Onguent de petit chien
Extrait hystérique de brionne
Extrait de réglisse
Extrait d'absinthe
Onguent citréum
Onguent de miel
Dicificatif de résine
Onguent torium
Onguent storax

Vitrine n° 6 :

2 pots à thériaque

6 Chevrettes

Huile de jasmin
Syrop hydrogogue
Syrop magistral
Syrop de pourpier
Syrop de verjus
Syrop de chicorée composée

15 pots canon, dont

Extrait de bayes de genièvre
Extrait de safran
Blan de povle
E Catholicum commvn
Onguent contre lateigne

Vitrine n° 7 :

1 pot à thériaque sur haut piedouche

14 Chevrettes, dont

S. d. F. d. Pêche
Mielle rosat

Syrop de nemphar
Syrop de delongaeine
Syrop de coloquinte

Vitrine n° 3 :

16 Chevettes, dont
Syrop debglose
Syrop de fumeterze composé
Syrop de demelisse
S. d. f. d. pêche
Mielle écumé
S. absinthe
S. lierre terrestre
S. magistral
S. de pesche

12 petits pots cylindriques blanc uni, sans pied, début XIX^e siècle.

B) LES URSULINES DE LANGRES ET DE CHAUMONT

Enfin, malgré qu'il ne s'agisse pas, à proprement dit, de pharmacies hospitalières, nous avons jugé utile de donner des extraits d'un manuscrit, intitulé « Règlement pour les Religieuses de Sainte Ursule du Diocèse de Langres, dressé par l'autorité de Monseigneur l'Illustrissime et Révérendissime Evêque de Langres, leur Supérieur, l'an de grâce 1637 » (1).

Cet Evêque, Mgr Sébastien Zamet, dressa un règlement très complet, entrant dans de minutieux détails, qui devait régir les couvents de l'ordre, nombreux dans le diocèse et qui se consacraient à l'instruction et à l'éducation gratuite des jeunes filles en même temps qu'au soin des pauvres et à la visite des hôpitaux et prisons (2).

C'est dans cette deuxième partie de leur vocation, que nous voyons apparaître une sœur dite « pharmacienne » dont les fonctions sont les suivantes :

Règlement de la pharmacienne

« Celle à qui sera donnée cette charge le fera avec beaucoup d'affection et de zèle, chassant loin d'elle la paresse pour se reporter avec une diligence soucieuse à l'apprest de tout ce qui convient de faire pour la conservation ou le rétablissement de

(1) Bibliothèque municipale de Chaumont, ms 172 - I Vol. in-8° de 274 p.

(2) Le couvent de Langres datait de 1613. Celui de Chaumont de 1619.

la santé des sœurs selon ce qui est dit aux constitutions, afin que, par ce moyen, elles puissent vaquer au service de Dieu et de la Religion et se bien acquitter de leurs fonctions.

« Or, afin que toutes choses se fassent en son temps, elle observera ce qui suit aux principales saisons de l'année, premièrement au printemps, elle procurera d'avoir des fleurs de violette de mars et de padane, des roses et autres fleurs en leur temps, tant pour faire les sirops que conserves et miel, s'il en est besoin, ou pour renouveler ceux qui sont déjà faits ou de garder des dites fleurs et même en faire sécher pour s'en servir quand l'on voudra.

« Les sirops qu'il convient de faire sont ceux-ci : scavoit de violette, de padane, de chicorée triple et simple, de rose, de capillaire, d'armoise, de mure, de cerise et de limon. Pour les conserver celles de violette, de padane, de chicorée, de rose, de buglose, de bourrache, de sauge et de bétaine. Les miels sont de violat, de mercurial et de rosat et sera bien soigneuse de faire provision de tout ce qu'il faut pour les faire. En ce même temps elle fera encore les huiles à scavoit de roses, de camomille, de lis et de rûe.

« Au temps des prunes, elle prendra garde s'il ne faut point de lectuaire, car elle doit en avoir toujours de ces quatre façons qui sont les plus communes : du catholicum, tant pour les médecines que pour les lavemens, du lénitif, du diaprunis, du diaphinicum et de la bénédict.

« Au temps de l'esté, quand les herbes sont en leur vigueur, elle pourvoira d'en avoir pour distiller et ce particulièrement de celles qui s'ensuivent : de la buglose, bourrache, chicorée, endive, ocaille (*sic*), bétaine et rose, l'eau desquelles sert pour faire des julets, potions cordiales, médecines et autres choses que l'on peut avoir besoin en temps d'hiver que l'on n'a pas d'herbes.

« En l'automne, si elle n'a pas de masse de pilules de faites, elle en fera et taschera d'en avoir toujours de celles qui suivent : des cochées, des agrégatives, des sine quibus, des usuelles et des gourmandes.

« Elle fera les médecines, lavemens et autres drogues qu'il convient de faire pour purger les sœurs selon qu'elle sera avertie de l'infirmière et quand il y en aura quelqu'une de malade si le médecin est appelé et si trouvera présente pour ouyr ce qu'il dira et suivra en tout ses ordonnances.

« De plus, elle fera les bouillons, apozèmes, julets, potions cordiales, orge mundé, tisane lait d'amande, des bouillons rafraichissants, pour prendre le matin depuis le mois de mai jusqu'en août et tout autre chose qu'il convient faire pour la santé des sœurs tant celles qui sont malades que des autres qui en ont nécessité selon qu'elle en sera avertie par l'infirmière. Elle fera encore toutes les confitures au sucre si la Supérieure ne l'ordonne autrement.

« Qu'elle ait un grand soin de bien conserver les drogues et autres choses qui lui seront mises entre les mains, à ce que rien ne se gâte ou se perde par sa faute. Et à ces fins les visitera une fois par mois. Tiendra l'apothicairerie bien nette et la nettoiera ou fera nettoyer deux fois la semaine et torchera les grandes armoires en dehors trois fois et en dedans pour le moins une fois le mois » (1).

Ce règlement présente de véritables caractéristiques pharmaceutiques : récolte des plantes aux époques propices, leur conservation, préparation des eaux distillées ainsi que des différentes formes prévues aux pharmacopées de l'époque : potions, huiles, électuaires, sirops, juleps, et même pilules. La conservation et le renouvellement des produits altérés sont prévus avec minutie (2).

C) L'HOPITAL MILITAIRE DE BOURBONNE-LES-BAINS

Bourbonne-les-Bains, de Borvo (Fontaine Chaude) comme Bourbon-Lancy et Bourbon-l'Archambault, fut déjà fréquentée comme station thermale par les Romains, ainsi que l'attestent les ex-votos dûs à la reconnaissance des malades et retrouvés dans les fouilles. Elle fut complètement détruite par les invasions barbares et souffrit, comme tout le Bassigny, des dévastations dues à la proximité de la frontière jusqu'à la réunion de la Lorraine à la France. Bourbonne possédait un hôpital en 1304 pour les malades atteints du feu de Saint-Antoine, c'est-à-dire l'intoxication par l'ergot de seigle, mais, à l'époque, il n'était pas question de malades militaires.

C'est le médecin langrois, Nicolas Tibault qui dit dans son « Petit traicté des eaux et bains de Bourbonne » en 1570 :

« Les maistres chirurgiens et apothiquaires ne manquaient point dans la ville pour administrer méthodiquement les Remèdes de leurs Arts en la préparation des corps avant l'usage des Bains et pour rémédier à tous les mauvais symptômes et accidens qui peuvent survenir pendant le tems et pratique des eaux. »

(1) Extraits tirés de L. N. PRUNEL : Sébastien Zamet. Paris, A. Picard et Fils, 1912, p. 133 et complétés grâce à l'obligeance de M. Henriot, Conservateur de la Bibliothèque Municipale de Chaumont.

(2) L'exercice de la profession par la sœur « Pharmacière » des Ursulines de Langres, semble avoir d'autant moins ému le corps des apothicaires que l'on voit en 1653, Montallot, apothicaire, prêter de l'argent aux Ursulines. (Rôle des cens et rentes des Ursulines de Langres 1620-1781, in-4° - 346. H2 - Bibliothèque de Langres n° 72.)

Les premiers ouvrages traitant des propriétés des eaux de Bourbonne datent de 1590 et 1600. Un assez grand nombre de publications sur le même sujet parurent jusqu'à la Révolution et, après cette époque, plusieurs d'entre elles eurent pour auteurs des pharmaciens.

L'Hôpital militaire de Bourbonne, le plus ancien hôpital militaire thermal, faisait probablement partie de l'Hôpital-Cure en 1682. Des lettres patentes de Louis XIV, du 2 octobre 1702, enregistrées au Parlement le 3 avril 1705, confirment que l'hôpital est surtout destiné aux « soldats, dragons et cavaliers de nos troupes, dans les temps auxquels les eaux et les bains du dit Bourbonne sont les plus salutaires ». Dans son règlement il est dit à l'article XIV :

« Tous seront exacts à se trouver aux heures que les médecins, chirurgiens et apothicaires viendront faire leurs visites à l'hôpital, sçavoir ordinairement le matin avant le dîner et avant le souper. »

L'hôpital fut incendié le 1^{er} mai 1717 en même temps que 358 maisons de la ville. Fin 1727, débuta la construction d'un autre établissement « où on procura le couvert, un lit, les médicaments, les bains et les eaux gratis, ainsi que les soins des médecins, chirurgiens, apothicaires... ».

Le plan de l'Hôpital Royal de 1732, conservé aux archives du Génie militaire, indique une pièce d'environ 3 toises sur 4, dénommée « chambre à lessive et pharmacie, possédant une porte, une fenêtre ouvrant sur la cour et une cheminée ».

Le 13 août 1738, Louis XV fit dresser le règlement définitif. On y remarque l'article V :

« Le médecin ou le chirurgien fera sa visite tous les jours à une heure fixe, et ordonnera, tant des remèdes que du régime de chaque malade, dont il sera tenu un registre exacte par les hospitalières. »

Ce qui semble indiquer que des religieuses s'occupaient du service pharmaceutique. DIDEROT signale cependant qu'il y a en 1770 à Bourbonne un M. Chevalier qui a fait à Paris ses cours de chimie, d'anatomie et de chirurgie, mais rien n'indique qu'il était apothicaire.

En 1783-84-85, des travaux de réfection et d'agrandissement furent entrepris et un procès-verbal du 13 mars 1813 nous donne,

entre autres renseignements, la description de la pharmacie telle qu'elle était à la fin de la Révolution et qui ne devait être que l'ancienne pharmacie du plan de 1732 modifiée :

« A côté de la buanderie, la pharmacie composée de deux pièces ; la première en entrant prend jour sur la cour par une croisée à petit bois, elle a une cheminée avec plaque en fonte, la seconde de plein-pied, appelée laboratoire, prenant jour par une croisée à petit bois sur le ruisseau, et armée de barreaux ; une cheminée avec fourneaux garnis de grils en fer, deux portes dont l'une de communication sans serrure et l'autre bien ferrée et en bon état. »

Devant la porte d'entrée, un petit local, sous l'escalier, où l'on dépose les tisanes, fermé par une porte à claire voie, garnie de serrures. »

Un extrait du registre des arrêtés du directoire du district de Bourbonne, séance du 21 pluviôse (9 février 1795) de la 3^e année de la République une et indivisible, indique une curieuse réquisition dans le district de Bourbonne, celle de quarante deux mille huit cent cinquante sept livres de miel. Sur cette énorme quantité, 1 825 livres étaient réservées à l'hôpital militaire de Bourbonne. Il y a lieu de croire que la pharmacie de l'hôpital devait utiliser le miel dans de nombreuses préparations.

Nous n'avons pu trouver trace d'apothicaires militaires antérieurs à la Révolution, si ce n'est celle d'un pharmacien aide-major du nom d'Aubertin, à la date du 2 mai 1781. Peut-être le service était-il assuré par des apothicaires de la ville (1). En tout cas, il est à noter que, par la suite, les deux pharmaciens qui furent placés à la direction de la pharmacie de l'hôpital de Bourbonne n'étaient pas des officiers subalternes. Le premier pharmacien militaire ayant publié un travail sérieux sur l'analyse des eaux thermales fut le pharmacien-chef Bézu (2), né le 1^{er} mars 1772, pharmacien de 3^e classe en octobre 1793 aux armées des Côtes de la Rochelle et du Nord, puis en 1795 à l'armée de Sambre-et-Meuse ; il dirigea la pharmacie de l'hôpital militaire de 1804 à 1816. Maître en pharmacie, correspondant de la Société de Pharmacie, il a publié, outre le travail cité plus haut, un article sur le moyen de conserver les vins, même faibles, comme ceux de la région de Bourbonne et un travail sur le sirop de raisin. PARMENTIER a parlé de ses publications avec éloge.

(1) Notons que M. Maurice BOUVET a signalé le passage très court de J.-J. Virey, en qualité de pharmacien militaire de 3^e classe à l'hôpital de Bourbonne, en juillet 1794.

(2) *Bulletin de Pharmacie*, 1809, tome I, p. 116 à 122.

Son successeur fut Robert-Joseph Athénas, né le 18 octobre 1773, pharmacien principal depuis 1813, et qui y resta de 1816 à 1829, date de sa mort. Il avait été deuxième professeur à l'Hôpital d'instruction de Strasbourg pendant quatorze mois. Il était Maître en pharmacie, publia lui aussi des travaux sur les eaux de Bourbonne (2). Il était chevalier de la Légion d'honneur.

Il est regrettable que plus de documentation n'ait pas été trouvée sur les pharmaciens militaires de l'hôpital, mais les archives de cet établissement ont été brûlées en 1939-1944, rendant impossible toute recherche sur place.

(2) *Mémoires de médecine, chirurgie et de pharmacie militaires*. Tome XII.

VIII

Quelques apothicaires et pharmaciens du Bassigny

CHAUMONT

Parmi les apothicaires de Chaumont, dont les noms sont parvenus jusqu'à nous et dont la liste a été mise au point, avec beaucoup de soins, par M. le Docteur RNOT, une famille a joué un rôle assez important dans les annales de la cité, les Juvet, bel exemple de continuité dans l'exercice professionnel, ainsi que, dans les dernières années de la Révolution, Jean Nicolas Laloy qui tint une place éminente dans les affaires publiques de la Ville. Il était intéressant de résumer la carrière de ces confrères.

A Langres nous avons eu la bonne fortune de pouvoir utiliser les documents de famille de M. le Docteur BENOIT dont les ancêtres apothicaires ont pratiqué sans interruption dans la vieille cité pendant trois cents ans.

La simple lecture des faits menus ou importants qui ont émaillé l'existence de ces familles, dans les deux villes, reconstitue à nos yeux l'ambiance de la vie simple, mais intéressante de nos prédécesseurs dans la profession.

Enfin il aurait été regrettable d'oublier, que, depuis la Révolution, la Haute-Marne a fourni encore des personnages qui, sur le plan scientifique ou professionnel, ont grandement fait honneur à la Pharmacie.

JEAN JUVET

La famille Juvet ne paraît pas avoir habité Chaumont avant le XVIII^e siècle. Jean Juvet, fils d'Antoine Juvet et d'Anne Clérembaut, marchands, avait de 25 à 30 ans en 1663. Il possédait le diplôme de maître apothicaire depuis peu. Il cherchait à s'installer

à Chaumont quand mourut un de ses confrères, Claude Dufour, laissant une veuve jeune, Nicole Forquenot, dont le père était vraisemblablement apothicaire à Chaumont. Jean Juvet demanda la main de cette jeune personne et le contrat fut signé le 15 juin 1663 devant Messieurs Fagotin et Gouriot, notaires. Il y était déclaré que les meubles ou immeubles acquis durant le mariage seraient en communauté, ceux antérieurs au mariage resteraient à chacun des deux époux. Il est noté que « le futur, selon la formule consacrée, baguerait la future de bagues et bijoux au jour de ses épousailles, jusqu'à la somme de cent livres ».

Il était stipulé qu'en cas de décès, l'époux survivant emporterait ses habits et les linges à son usage, les meubles de sa chambre, ses armes et ses livres, ou s'il préférerait renoncer aux trois derniers articles, trois cents livres d'argent; l'épouse survivante, conserverait ses vêtements, sa chambre garnie, ses bagues et bijoux ou la somme de trois cents livres.

Jean Juvet qui fut marié douze ans avec Nicole Forquenot eut neuf enfants dont huit garçons et une fille, morts vraisemblablement en bas âge. Le troisième eut pour parrain Pierre Juvet, compagnon apothicaire probablement frère de Jean et qui faisait son stage chez son frère.

Après la mort de sa femme, le 25 juin 1675, Jean Juvet se remaria le 17 février 1676 avec Marie-Anne Gérard, fille d'un marchand tanneur de Chaumont. De ce second mariage, naquirent également neuf enfants. Jean Juvet, après avoir vécu douze ans rue de Buxereuilles, dans l'immeuble où se trouvait la pharmacie de Claude Dufour, s'installa dans un immeuble qui ouvrait à l'ouest et au nord sur la rue Neuve-aux-Prêtres, aujourd'hui rue Juvet.

Jean Juvet était une des personnalités de Chaumont. Il fut élu plusieurs fois conseiller de ville par ses confrères apothicaires. On trouve son nom en 1673 sur la liste des anciens membres du conseil et son mandat fut renouvelé en 1698.

Vers cette époque, se place un incident de préséance dans lequel Juvet et un autre commerçant, nommé Berthier, quincailler, exigeaient, à l'occasion du serment d'usage devant le maire et ses échevins, le droit de passer avant deux autres conseillers chirurgiens royaux. Ceux-ci qui assistaient à la séance, protestèrent et firent assigner Juvet et son collègue devant le juge présidial qui, le 17 avril suivant, donna gain de cause aux chirurgiens. Juvet et Berthier firent appel au Parlement, soutenant que, par délibéra-



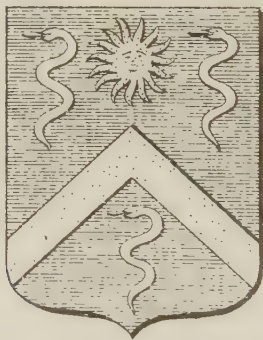
Jean Juvet, apothicaire à Chaumont,
décédé en 1707

nales de la Société d'Histoire, d'Archéologie et des Beaux-Arts de Chaumont

Tome IV - Fasc. 10

tion du 15 janvier 1656, l'apothicaire Forquenot avait obtenu droit de préséance sur le Sieur Legrand, lieutenant du premier chirurgien du Roi, que la communauté des marchands de Chaumont était semblable à celle de Troyes où les marchands précédaient toujours les chirurgiens, enfin que la coutume en était telle depuis fort longtemps à Paris et dans les bonnes villes du Royaume. La corporation des marchands de Chaumont soutint Juvet et consort et fit les frais de l'appel. Mais le 3 avril 1699 le Parlement confirma l'arrêt du Présidial et le corps de ville de Chaumont décida que les chirurgiens auraient dorénavant préséance sur les marchands en général et les apothicaires en particulier.

A la suite de la création par Louis XIV, de l'armorial général des blasons du Royaume, Jean Juvet déclara au commissaire de police de Chaumont, que son écu portait « d'azur à un chevron d'or surmonté d'un soleil de même et accompagné de trois vipères d'argent, deux en chef et une en pointe ». La déclaration fut insérée dans le catalogue D'HOZIER, et son brevet d'armoiries lui fut remis contre quittance des droits d'enregistrement et de brevet. Les premiers variaient de 5 à 20 livres, et les seconds s'élevaient à 30 sols.



Armoiries de Jean Juvet

Jean Juvet mourut le 14 mars 1707 et fut inhumé à l'intérieur de la collégiale de Saint-Jean. Il laissait deux fils, Antoine âgé de 20 ans et François âgé de 14 ans.

Chanoine LORAIN : Annales de la Société d'histoire, d'archéologie et des beaux-arts de Chaumont. 4^e vol., 1911-1929. Chaumont, Soc. Nouv. Imp. Champenoise, 1, rue Decrès. Page 288. Avril 1913.

ANTOINE JUVET

Né le 14 juillet 1687 du deuxième mariage de Jean Juvet avec Marie-Anne Gérard, Antoine Juvet commença ses études de pharmacie dans l'officine paternelle, continua deux ans en dehors de Chaumont, succéda à son père le 1^{er} février 1709 et se maria le 4 août 1710 avec Barbe Dégriselle, veuve depuis trois ans d'un ami de sa famille, Bénigne Grappotte, lieutenant des chirurgiens du bailliage.

Le contrat stipulait que le futur devait jouir en propre des biens qui lui revenaient de son père Jean Juvet; constitués par « le contrat d'acquisition qu'Antoine Juvet avait fait, tant de la boutique du défunt que de sa bibliothèque, pour la somme de 4 000 livres sur laquelle il en avait déjà payé 2 000. Le reliquat de cette somme lui était donné par sa mère « par avancement d'hoirie, aussi bien que la somme de 500 livres à elle due par le comte de Choiseul, plus une obligation portant rente de 20 livres, plus 100 livres dues par le Sieur Forquenot, plus une autre obligation de 300 livres, plus enfin un terrage de 12 pièces à Odincourt et de la valeur de 700 livres de capital : en tout 6 000 livres dont 800 devaient entrer dans la communauté ».

La future recevait la part revenant de son mariage avec Bénigne Grappotte, soit 2 800 livres plus un certain nombre de contrats de constitution de rentes d'un total de 6 200 livres; sur ce total de 9 000 livres, 800 revenaient à la communauté.

Le futur s'engageait à « baguer la future de bagues et bijoux jusqu'à la somme de cent livres ».

Antoine Juvet exerça la profession d'apothicaire pendant dix ans, mais désirait vivement faire ses études de médecine. Il avait épousé la veuve d'un chirurgien juré, et semble avoir compté sur une partie de la clientèle de ce dernier. Il quitta Chaumont pendant quatre ans, entre 1720 et 1724, confia sa pharmacie à un de ses confrères. Reçu médecin et nommé conseiller du Roi, il assura les visites journalières à l'hôpital. Il devint un personnage considéré et fut élu capitaine de son quartier.

Il eut quatre enfants dont deux fils; l'aîné, Hugues Alexis, sera médecin à Bourbonne, le cadet, Antoine, apothicaire à Chaumont.

En 1741, une épidémie survient. La municipalité fait en particulier appel à Antoine Juvet dont la compétence et le dévouement désintéressé sont à signaler. Il traite de nombreux malades gracieu-

sement et sa pharmacie distribue gratuitement des remèdes. Il transmet un mémoire à l'intendant de Champagne, « sur les symptômes et les accidents de cette maladie » ; ce dernier l'adresse au contrôleur général des finances Orry à Versailles, qui le communique au docteur Helvétius (père du philosophe), premier médecin de la Cour. Ce dernier rédige les instructions nécessaires pour combattre le fléau et fait part de l'estime qu'il accorde à Antoine Juvet, « un homme éclairé et entendu... fort au fait de cette maladie... plus instruit et plus au fait des fièvres malignes que la plus grande partie des médecins de province... ».

Antoine Juvet est de plus en plus populaire. En 1748 la ville de Chaumont décide de frapper une médaille en or, avec la devise « Nil ni Juvet ». Elle pesait 9 gros et 30 grains et coûta 153 livres. Cette médaille a été reproduite sur une pierre qui se voit toujours à l'angle de la maison qu'habitait la famille Juvet. Au milieu d'un cercle, se dresse l'arbre entouré d'un serpent, le tout surmonté d'un soleil faisant déjà partie des armoiries des Juvet. En dehors du cercle, une femme marquée par la douleur et la devise « Nil ni Juvet » indiquent le recours nécessaire à tant de souffrances et de maux.

Son portrait le représente en costume de capitaine, avec sa décoration suspendue à la Boutonnière ; au bas du portrait figure l'inscription suivante, qui se lisait sans doute au revers de la médaille : « Antonio Juvet, doctori medico, salutis publicae restauratori, grata civitas Calvomontana numismam dedit, 1749 ».

La femme d'Antoine Juvet étant morte, il épousa en secondes noces le 25 avril 1746, Radegonde Grand-François. Deux ans après, il fut nommé conseiller de ville. Mais il mourut l'année suivante, le 12 juin 1750, âgé de 63 ans.

Pour le remplacer comme capitaine de son quartier, on choisit son lieutenant, qui céda sa place à Antoine Juvet, son fils, qui lui avait succédé également dans l'officine paternelle. C'est en 1859 que la municipalité de Chaumont décida de donner à la rue Neuveaux-Prêtres le nom de rue Juvet.

Son premier fils, Hugues Alexis Juvet (1714-1789) épousa Françoise Boudry, fille de Jean Boudry, Conseiller du Roi, Médecin de l'hôpital militaire de Bourbonne et Intendant général des Eaux de cette localité ; il exerça d'abord la médecine à Chaumont en collaboration avec son père, Antoine Juvet, puis vers 1742 exerça en partie à Bourbonne. En 1745, se fit nommer médecin de l'hôpital militaire de cette ville. Il publia un certain nombre d'ouvrages sur les eaux de Bourbonne.

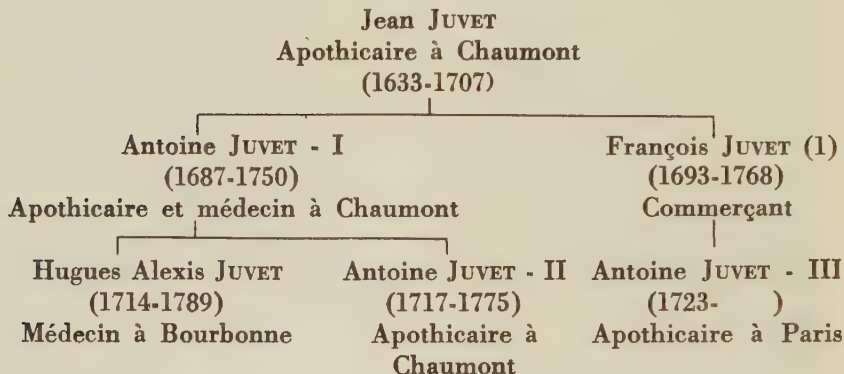


Antoine Juvet, apothicaire et docteur en médecine à Chaumont
1687-1750

ANTOINE JUVET - II

Son second fils, Antoine, naquit le 11 mars 1717 et fut, ainsi que son père et son grand-père, apothicaire à Chaumont dans la maison qu'ils avaient habitée. Mais aucun de ses quatre enfants ne continua la profession.

GENEALOGIE DES JUVET



Une autre figure de pharmacien chaumontais mérite de retenir notre attention, JEAN-NICOLAS LALOY (1745-1804).

Il naquit à Doulevant-le-Château (2), actuellement chef-lieu de canton de la Haute-Marne, à 50 kilomètres au nord de Chaumont, sur la Blaise, fils de Jean-Louis Laloy, marchand et de Jeanne Pinchot. La famille possédait une certaine aisance. Il fut orphelin à 12 ans et pendant quelque temps sembla se destiner à l'état ecclésiastique. Ayant fait un héritage assez important, il partit à Paris où il fit son apprentissage pendant sept ans. Il mena de front pendant cette période ses études de médecine et de pharmacie, ainsi qu'en font foi quatre certificats, le premier du 10 février 1775, émanant de l'administration de l'hôpital de la Salpêtrière, le second du 2 mars 1775 signé par Romain, premier apothicaire du même hôpital, le troisième par Gaulard, médecin du Roi et

(1) Marcel HENRIOT. Un commerçant actif et éclairé du XVIII^e siècle. Le marchand François Juvet. *Cahiers haut-marnais*, n° 53, 1958, p. 55.
(2) Son nom vient du château construit par les Sires de Joinville et qui ne fut détruit qu'en 1730.

enfin par l'économe de la Salpêtrière également. Pendant son séjour à Paris, il suivit les cours de pharmacie et de botanique du Jardin du Roi, sanctionnés par des certificats de présence de Louis Guillaume Lemonnier en 1768 et 1769 (2). Il profita également des leçons de Bernard de Jussieu.

Il revint à Chaumont pour y subir l'examen exigé par les statuts de la corporation. Les épreuves durèrent 4 jours, les 10, 12, 13 et 14 juin 1775 devant Antoine Juvet et Jean Baptiste Mollot, apothicaires, en présence de J. B. Nicolas, médecin et conseiller du Roi à Chaumont. Il eut à préparer les quatre chefs d'œuvre : l'électuaire diascordium, le sirop de chicorée composé de rhubarbe, l'emplâtre de ciguë et le cristal minéral (3).

Un de ses examinateurs, J. B. Mollot, avait lui aussi suivi à Paris en 1751 les cours de pharmacie et de chimie de Rouelle, démonstrateur royal de chimie. On connaît plusieurs manuscrits de ce cours, dont l'un daté de 1761, appartient à M. le Professeur JANOT, un autre à M. le Docteur P. LEMAY, de Nice, et un autre qui porte la suscription suivante : Cours de Chymie ou Leçons de M. Rouelle, recueillies pendant les années 1754-1755, rédigées en 1756, revues et corrigées en 1757 et 1758 par M. DIDEROT. L'écrivain langrois n'avait-il pas affirmé que ce qu'il y a de mieux, ce sont les cours que « M. Rouelle fait à Paris depuis quinze ans » au Jardin du Roi (4).

Jean-Nicolas Laloy avait son officine rue de la Halle, appelée aujourd'hui rue Laloy. La maison n'a conservé qu'en partie son aspect d'autrefois. Il ne paraît pas que le métier d'apothicaire ait occupé Laloy longtemps et c'est plutôt vers la médecine qu'il tourna ses préoccupations professionnelles.

Par contre il eut un rôle politique et administratif important. Député aux Etats Généraux et à la Constituante de 1789 à 1791, Maire de Chaumont de 1791 à 1796, puis commissaire du Directoire exécutif près de l'administration centrale du département de

(2) Guillaume-Louis Lemonnier (1717-1799), fut professeur de botanique au Jardin du Roy et premier médecin de Louis XVI.

(3) Les renseignements concernant les études de J.N. Laloy sont dûs aux recherches faites par le D^r RONOT sur les apothicaires de Chaumont.

Le cristal minéral est le nitrate de potassium fondu dans un creuset et coulé en plaques.

(4) M. M. JANOT : « Quelques aspects de la chimie dans l'Encyclopédie », conférence prononcée à la Sorbonne en 1952. *Annales de l'Université de Paris*, 1952, 22, p. 168.

1796 à 1800, enfin Conseiller de préfecture jusqu'à sa mort. Il avait fait partie de la députation qui accompagna Louis XVI à Paris, après la prise de la Bastille, pour que ce dernier y reçut la cocarde tricolore. Son mandat fut libéral et prudent et sa grande charité lui fit distribuer très souvent des remèdes aux miséreux et aux proscrits.

Dans ses « Mémoires relatifs à la Révolution française », LOMBARD DE LANGRES, nous le décrit sous une forme anecdotique et piquante.

« Si peu nombreuse que fût la population de Chaumont, quand on aimait à s'instruire, on y trouvait à qui parler. Sans citer plusieurs autres personnes, il y avait là de mon temps, Laloi l'ainé, frère du conventionnel. Ce Laloi l'ainé avait été de l'assemblée constituante, il était alors procureur général syndic du département. Il se connaissait en médecine, botanique, en peinture, en littérature. Comme administrateur c'était une barre de fer ; rien ne l'intimidait. Dans les émeutes causées par la rareté des subsistances, on le voyait seul au milieu du tumulte, entouré de bâtons, d'armes menaçantes, de cris provocateurs, aussi calme que s'il avait été dans sa chambre ; et jamais il ne sortit de là sans avoir fait entendre raison à la multitude. Quelques années après, Bonaparte le nomma préfet, il refusa. Une ancienne amie et l'utilité dont il était à Chaumont l'enchaînaient dans cette ville ; il avait tant rendu de services aux habitants que je l'y ai vu cordialement détesté. Maintenant qu'il ne vit plus, il est à croire que l'estime de tous l'a suivi dans la tombe, il la méritait » (5).

Il mourut à Chaumont le 25 novembre 1804 au moment où il était invité à assister au Sacre de Napoléon et on lui composa cette épitaphe :

« Habile à soulager les maux des malheureux
Il refusait le prix de ses soins généreux » (6).

LANGRES

Parmi les apothicaires langrois, dont nous avons reconstitué une liste certainement incomplète, nous distinguons quelques figures qui sont, soit originales comme Africain Senault, soit très représentatives des traditions professionnelles et familiales, les Baudot.

(5) LOMBARD DE LANGRES : Mémoires anecdotiques pour servir à l'histoire de la Révolution française. Paris, Ladvocat, 2 tomes, 1823.

(6) Abbé LORAIN : Histoire de Jean-Nicolas Laloy. Saint-Dizier, André Brulliard, 1913.

Africain Senault, né vers le milieu du xvi^e siècle, était le fils de Georges Senault de Meuvy, avocat au Parlement (1). En 1582, il épousa Catherine Privey qui était la veuve de Jean Lieure, apothicaire. Il a laissé un Journal (2), manuscrit de cinq cents pages, qui constitue un long et assez monotone résumé des sermons qu'il allait écouter à la cathédrale et dont il tenait une sorte de livre avec une admiration enthousiaste. Par contre ce journal contient heureusement la relation des faits, petits et grands, qui illustrèrent la ville et nous permet d'entrevoir l'atmosphère religieuse et politique d'une ville de province au début du xvii^e siècle. Frère de Pierre Senault, farouche ligueur et secrétaire du Conseil de la ligue, oncle du célèbre oratorien qui prêcha devant Louis XIV et devint supérieur général de l'Oratoire, Africain Senault était un homme extrêmement pieux; il fut « élu en 1605 procureur et receveur par les sieurs maire et eschevins de ceste ville pour administrer le revenu de la confrairie du Saint-Sacrement ». Ces institutions religieuses jouaient un grand rôle dans la vie de la cité et nous y voyons figurer nombre d'apothicaires. La piété de notre apothicaire ne l'empêchait pas d'être d'un caractère agressif, comme le laissent transparaître ses écrits. Si son journal résume les sermons qu'il entend, décrit les luttes politiques entre les eschevins, raconte l'entrée dans la ville des gouverneurs, s'extasie sur fait que le nouvel évêque, lors de ses visites de réception « monta au clochier mesmes jusque tout au dessus où est la guette », il abonde surtout en attaques contre les protestants. Senault était un grand ami des Jésuites. Il fait allusion à la propagande protestante dûe à « un petit bout de médecin nommé François Monginot ».

Un certain jour, Senault se cacha dans son jardin, près de la porte Saint-Didier, pour prévenir de l'arrivée d'hommes à cheval, entrés avec la complicité d'une sentinelle et qui n'étaient autres que des protestants venus de Sens, accompagnés d'un huissier et d'un greffier, dans l'intention de prendre position à Langres. Senault considère sa perspicacité comme un exploit contre « les meschants loups », qui étaient cependant peu nombreux à Langres.

Africain Senault mourut le 17 avril 1624, après avoir marié en 1616 sa fille unique à François Montallot, apothicaire langrois (3).

-
- (1) Georges Senault de Meuvy eut également parmi ses sept enfants, un fils Etienne qui fut prévôt d'Andelot et qui épousa Jeanne Delamotte, fille de Philibert, apothicaire à Chaumont et un autre, Pierre, qui fut un ligueur célèbre.
 - (2) Mémoires de Africain Senault, apothicaire. Manuscrit de 500 pages, Bibliothèque de la Ville de Langres, n° 39 catal.
 - (3) Bibliographie Langroise, par le Chanoine BRESSON. Langres 1905, tome II, page 895, catal.

LES BAUDOT

Une quinzaine d'années plus tard, nous voyons apparaître une famille d'apothicaires qui restera un rare exemple de continuité puisque, à l'époque actuelle, plus de trois cents ans après, la même famille pratique encore l'exercice de la profession dans la même région.

Le premier ancêtre auquel nous avons pu remonter, Barthélémy Baudot était originaire de Dijon et selon la tradition familiale était déjà issu d'une famille d'apothicaires. Il exerçait la profession à Langres et il était né vraisemblablement dans cette période si funeste qui avoisine 1636, année de la peste et de l'invasion de Gallas. De son mariage avec Colombe Garnier il eut un fils, né sur la paroisse de Saint-Pierre et Saint-Paul à Langres, le 21 mai 1657, et qui fut prénommé Clément.

Clément Baudot était maître apothicaire 6 rue Saint-Amâtre, rue principale qui traverse la vieille cité (1). Son officine devait déjà avoir belle allure, à en juger par un superbe vase en Delft polychrome conservé par ses descendants actuels, et qui faisait partie de son matériel (2). De son mariage avec Catherine Pigney naquit un fils le 1^{er} avril 1696, baptisé également sous le nom de Clément.

Nous retrouvons ce dernier en 1721 à Dijon où il avait été envoyé par son père chez un apothicaire de la ville, Devandenesse. Il y resta un an, comme en fait foi le certificat élogieux qui lui fut remis.

Nous gaspard Devandenesse antien Echevin, Juge consul des marchands de la ville de Dijon Prudhomme et M^e Apothicaire Juré de la dite ville, Scavoir faisons à tous quil Apartiendra que le nommé Clément Baudot natif de Langre Etudiant en Pharmacie, a demeuré avec nous pendent une année, auquel temps il s'est acquitté de son devoir avec exactitude fidélité et pour estre content de sa conduite nous luy avons accordé le présent certificat signé de nostre main et marqué à nos armes, Faict à Dijon le dixneufiesme de février mil sept cent vingt un.

Devandenesse

Les Vicomtes Mayeur et Echevins de la ville de Dijon certifications a tout ce qu'il apartiendra que le Sr Devandenesse qui a écrit et signé le certificat cy-dessus est maitre apothicaire juré de cette dite ville à la signature duquel foy doit être ajoutée

(1) Actuellement Pharmacie Robert, rue Diderot.

(2) La tradition familiale veut que le vin des noces de Barthélémy Baudot fut servi dans ce pichet.

tant que de comme sincère et véritable en foy
de quoy nous avons fait dresser et signer cette présente par
Jean Batiste Reydellet au secrétariat de la dite
ville ce jourd'huy vingtième février
mil sept cent vingt et un.

a ordonnancé
Reydellet

Clément Baudot épousa Marguerite Garnier et il lui naquit un
fils le 25 septembre 1729 que l'on nomma Mammès-Clément Baudot.
Nous trouvons la trace de ce jeune homme au collège de Langres
le 2 juillet 1749.

« Ego infra scriptus in collegio fratrum proedicatorum Lin-
gonensium philosophiae professor publicus, testor et fidem facio
omnibus quorum interest, aut intresse potest Dominum Clémentem
Mammetem Baudot lingoneum praestantissimum moribus
imbutum, nee non mansueto et sagaci ingenio praeditum Lectiones
meas philosophicas per annum scholarem in quatuor philosophiae
partes, proindeque totam philosophiam assidue, attenté, modeste,
nee non studiosé scriptis et auribus exercisse, et argumenta in
conferentiis proposuisse, et solvisse in quorum fidem et robur
his manu subscripsi, Lingonis die secunda mensis julii labentis
anni millesimi septingentesimi quadragésimi noni.

Fr. Bertrammus Ludovicus Le Bugle
praedicator argentomous et philosophiae professor

Nous le retrouvons le 23 décembre 1755 à Paris chez Pierre
Mathurin Baron, Maître apothicaire où il a travaillé sept mois,
après avoir fait son apprentissage chez son père à Langres.

Moy Pierre Mathieu Baron Maître apothicaire de Paris certifie
à tout à qui il appartiendra que le Sieur Clément Baudot natif
de Langres paroisse Saint Pierre a resté chez moy l'espace de sept
mois où il a travaillé avec toute l'assiduité que l'on puisse exiger
d'un pharmacien non seulement à ma boutique, mais encore aux
deux cours publics que j'ay fait soit au Ecoles de médecine de
la Faculté de Paris soit en nostre maison et laboratoire et toute
la fidélité possible En foy de quoi je lui ay signé le présent cer-
tificat non seulement pour lui servir ou besoin sera mais encore
pour donner des preuves de sa sagesse, fidélité et capacité - fait
à Paris le vingt deuxième décembre mil sept cent cinquante cinq.

Baron

Nous Prévosts des marchands de la ville de Paris certifions à
tout ce qu'il appartiendra que M. Pierre Mathurin Baron est
Maistre apothicaire à Paris et que foy doit être ajoutée au certi-
ficat ci-dessus ce luy en foy de quoy signé ces pré-
sentes et fait mettre les armes de la ville fait au bureau de la
ville le vingt trois décembre mil sept cent cinquante cinq.

Chateauneuf
Denis Roussel

Charmier
Ant. Sautreau

Le six août de l'année suivante, Bernard de Jussieu certifie l'avoir eu parmi ses élèves en même temps qu'il se perfectionnait pendant plus d'un an chez Cluzel (2), apothicaire de Monseigneur le Duc d'Orléans.

Ego infra scriptus doctor medicus parisiensis, regiae scientiarum academiae, Regiae que societatis Londinensis Socius, nec non in horto Regio Botanicus Prodemonstrator, testor Clementem Mammetem Baudot Lingoneum Pharmaciae Studiosum, meis lectionibus et excursionibus botanicis, sedulo admissi anno 1756, in cujus nos fidem hoc ei didi testimonium, Parisiis die sexta augusti ejusdem anni 1756.

Bernardus de Jussieu (1)

Je soubssinié certifice que Monsieur Clément Mammès Baudot de Langres a resté chez moi l'espace des quinze mois en qualité d'étudiant en pharmacie, et chimie nous ayant toujours servy avec beaucoup d'attachement, d'assiduité et de fidélité, et pour preuves que nous en sommes comptans luy avons délivré le présent certificat pour luy servir en tems que de raison à Paris ce vingtième août mil sept cent cinquante six.

Cluzel,

apothicaire de Monsieur le Duc d'Orléans (2)

C'est de 1756 également que date un premier certificat attestant sa présence au cours de Bourdelin (1). Cette lettre d'attestation est, à l'heure actuelle, la plus ancienne que l'on connaisse, délivrée par les professeurs de chimie au Jardin Royal des Plantes :

Ego infra scriptus, Doctor Medicus Parisiensis, Saluberrimae Facultatis Medicae Parisiensis Antiquus Decanus, Regiae Societatis Berolinensis, Regiaeque Scientiarum Academiae Socius, Chimiae in Horto Regio Professor, testor omnibus quorum interest, Clement Mammes Baudot Lingoneum Pharmaciae Studiosum.

Habitis a me hoc anno 1756 in Regio Ampitheatro, Chemicis Lectionibus, assiduum interfuisse. Cujus in rei testimonium fidem, has, ipsi Litteras lubentissimus concessi. Datum Parisiis A.R.S.H. 1756.

Bourdelin (3)

-
- (1) Bernard de Jussieu (1699-1777), démonstrateur de Botanique au Jardin du Roy pendant 55 ans, était d'une famille d'apothicaires lyonnais. Il était docteur en médecine et membre de l'Académie des Sciences. Il eut pour successeur son neveu, Antoine-Laurent, en 1777.
 - (2) Antoine Cluzel, apothicaire de Louis d'Orléans, fils du Régent, par lettre du 29 octobre 1744, poste qu'il conserva jusqu'en 1762 et dans lequel il fut remplacé par Hilaire-Marin Rouelle.
 - (3) Il s'agit de Louis-Claude Bourdelin, d'une famille ayant eu plusieurs de ses membres à l'Académie des Sciences, médecin, lui-même membre de cette académie, doyen de la Faculté de médecine, successeur de Lémery comme professeur de chimie au Jardin Royal des Plantes et qui mourut en 1777.



Mammès-Clément Baudot, apothicaire à Langres

Notre jeune apothicaire, estimant encore insuffisante son aptitude à exercer le métier, se retrouve à Lyon en 1758, comme le montre le certificat signé Gavinet :

« Ego infra scriptus Pharmacopola Lugdunensis testor D. Clementem Mammetem Baudot lingonensem me in laboratorio juvasse nec non in illo nullos novisse inversos; quin amplius me laudandum ego tum assiduitatibus tum capacitate tum etiam omnibus modis agendi in fide cujus chyrographum aposui die prima martis anni 1758.

Gavinet (1)

Il revient en 1764 à Paris où il suit de nouveau des cours de Bourdelin comme l'atteste le second certificat :

« Ego infra scriptus, Doctor medicus Parisiensis, Saluberrimae Facultatis medicae Parisiensis antiquus Decanus, Regiae Societatis Berolinensis Regiaeque Scientiarum academiae Socius, et chimiae in Horto Regio Professor, testor omnibus quorum interest, Clementium Mammès Baudot Lingoneum antiquum castorum regio et exercitum pharmacopeum secundarum. habitis a me anno 1764 in Regio amphiteatro, Chemicis Lectionibus, assiduum interfuisse. Cujus in rei testimonium et fidem, has ipsi Litteras lubentissimus concessi. Datum Parisiis A.R.S.H. 1764.

Bourdelin

Regiarium Galliae Principum
medicus Primarius

Il est vraisemblable que vers la fin de 1764, Mammès-Clément Baudot quitta Paris; on le retrouvera à Langres à la fin de 1766.

Entre temps il était devenu apothicaire aide-major aux armées du roi, ainsi que l'atteste le certificat établi plus tard par un des Cadet, sur sa demande, pour des raisons que nous verrons plus loin.

« Je certifie et atteste à qui il appartiendra que j'ai fait nommer le citoyen Mammès Clément Baudot de Langres en qualité d'apothicaire-aide-major dans les hopitaux ambulans de Hanovre, que c'est à ses talents et à ses connaissances en chymie et en pharmacie qu'il a du cette place, qu'il l'a rempli à ma connaissance avec beaucoup de zèle et à la satisfaction de ses supérieurs,

(1) Antoine-Nicolas Gavinet (1724-1795), apothicaire, maitre juré à Lyon, chimiste en renom comme son père, membre de l'Académie des sciences, lettres et arts de Lyon. Son ex-libris héraldique figure dans l'ouvrage des Docteurs E. OLIVIER et G. VIALET : *Ex-libris et fers de reliure des médecins et pharmaciens français*. Paris, Bosse 1927, p. 97. Il est gravé aux armes : *d'or au chevron de gueules, accompagné en pointe d'une tête de cerf coupée de sable; au chef d'azur chargé d'un croissant accosté de deux étoiles d'argent*. Couronne de comte.

je certifierai de plus que c'est rendre un service essentiel aux hopitaux que d'y employer un sujet aussi capable et aussi instruit que le citoyen Baudot. En foi de quoi je lui ai délivré le présent certificat à le 6 Brumaire l'an 4^e de la république française.

Cadet apothicaire

Ancien apothicaire major des armées d'Allemagne
et d'Espagne et ci-devant membre et pensionnaire
de l'académie des Sciences (1)

C'est dans son uniforme d'apothicaire aide-major qu'on peut encore le voir actuellement dans le salon de la vieille demeure provinciale de ses descendants. La figure est encadrée de cheveux bouclés, son front est haut et un léger sourire éclaire sa figure intelligente. Il porte l'uniforme des apothicaires militaires de Louis XV, bordé de fourrure, qu'égaye un jabot de dentelle et c'est sous le surnom de « l'homme à l'habit rouge » que son souvenir fut conservé dans la famille (2).

Son séjour dans l'armée fut court, puisque le 19 novembre 1766 il était reçu maître apothicaire dans sa bonne ville de Langres.

Nous pensons utile de donner le texte intégral du procès-verbal de réception conservé précieusement jusqu'à nos jours, ainsi qu'un certificat en date du 5 mars 1769, en provenance du visiteur des Poids et Mesures, reconnaissant l'aptitude du candidat à « recueillir, vendre et débiter la marchandise conformément aux réglemens du commerce ».

Extrait des minutes du greffe du bailliage ducal et police de Langres :

Cejourdhuy dix neuf novembre mil sept cent soixante six, heure de huit du matin en notre hotel et par devant nous Louis Renaudot avocat au Parlement Lieutenant particulier au baillage ducal et police de Langres pairie de France assisté de M^r Etienne Massin notre greffier commis ordinaire ayant serment en justice en présence du procureur fiscal audit baillage ducal et police, s'est présenté le sieur Mammès Clément Baudot cy-devant apothicaire aide major à l'hôpital ambulant des armées du roy demeurant à Langres, lequel nous a dit quoyant apris l'art de

-
- (1) Il s'agit de Louis Claude Cadet, né en 1731, pharmacien en chef des Invalides, membre de l'Académie des Sciences en 1766, père de Charles-Louis dit Cadet de Gassicourt, décédé le 10 octobre 1799, dont l'ex-libris figure dans l'ouvrage de M^{es} E. OLIVIER et G. VIOLET (*op. cit.*).
 - (2) Sur ses vieux jours, Mammès Clément Baudot se retira à la maison de retraite de Beaulieu à 25 kilomètres de Langres qui dépendait de l'abbaye du dit lieu et, d'après la tradition orale, aurait été inhumé dans la petite chapelle dépendant de cette abbaye.

pharmacie tant chez le sieur Clément Baudot son père marchand apothicaire en cette ville que dans différents autres endroits du Royaume et que désirant se faire recevoir Maître apothicaire en cette ville, pour satisfaire aux statuts et règlements de la communauté des maîtres apothicaires, il nous aurait présenté sa requeste et aurait appris qu'il avait été procédé à une information de ses vie et mœurs sur les conclusions du dit procureur fiscal pourquoy il nous prie d'ordonner que nous nous transporterons avec le dit procureur fiscal et notre greffier en la maison d'un des Sieurs apothicaires de cette ville pour en notre présence subir les interrogats et examen qui lui seront faits aux termes des status de la dite communauté pour le tout fait et exécuté par le dit Sieur Baudot le recevoir au Serment en tel cas requis aux offres qu'il fait de se conformer régulièrement aux status et règlements et a signé à la minutte Baudot.

Surquoy faisant droit ouy le dit procureur fiscal qui a adhéré aux dittes réquisitions pour la communication qu'il a de la requeste du dit Sieur aspirant, de l'information de ses vie et mœurs par laquelle il lui a apparu qu'il est de la religion catholique apostolique et romaine, de bonnes vies mœurs, et conversation n'ayant moyen qu'il soit reçu apothicaire et soit admis au serment en tel cas requis, après néanmoins qu'il aura satisfait en notre présence aux examen et interrogats du dit art de pharmacie et qu'il sera trouvé capable et a charge pour luy de se conformer régulièrement aux status et règlement politiques de la dite communauté, nous avons donné acte au dit sieur Baudot de ses comparutions dices et réquisitions. Et vu la requeste à nous présentée par le dit sieur Baudot l'information faite en conséquence et notre ordonnance de soit communiquée au procureur fiscal le tout en datte de jour de hier et les conclusions du dit procureur fiscal de ce jourdhuy, avons ordonné que nous nous transporterons cejourdhuy heure de onze du matin avec le dit procureur fiscal et notre greffier en la maison du sieur Didier Baudot marchand apothicaire en cette ville rue Grande rue pour assister à l'examen du dit sieur Mammès Clément Baudot et être ensuite statué sur le surplus de ses réquisitions ainsi qu'il appartiendra et nous nous sommes soussignés avec le dit procureur fiscal et notre greffier signé à la minutte Renaudot Douelle et Massin.

Et le dit jour nous lieutenant particulier sus dit en présence du dit procureur fiscal et assisté de notre dit greffier commis en vertu de notre ordonnance d'autre part nous nous sommes transportés en la maison du dit Sieur Didier Baudot à l'heure de onze du matin ou étant sont comparus les Sieurs Claude Gillot, Pierre Jannard, Didier Baudot marchands apothicaires et Mammès Clément Baudot aspirant lequel en notre présence a subi les examens sur le dit art de pharmacie pendant un tems considérable après lequel les dits Sieurs apothicaires ci-dessus dénommés nous ont dit et fait rapport que le dit Sieur Mammès Clément Baudot est capable d'exercer le dit art ayant fait les chefs d'œuvres qui luy ont été prescrites surquoy ouy le procureur

fiscal en ses conclusions nous avons permis au dit Sieur Baudot d'exercer le dit art en cette ville et d'ouvrier boutique à l'effet de quoy nous avons de luy pris et reçu le serment par lequel il a affirmé de s'acquitter en son âme et conscience du dit art et de se conformer régulièrement aux status et règlements politiques de la communauté des dits maitres apothicaires de tout quoy nous avons donné acte et nous nous sommes soussigné avec les dits Sieurs apothiquaires le dit procureur fiscal et notre dit greffier signé à la minute, Gillot, Jannard, Baudot syndic après Baudot et dit Renaudot Douelle et Massin.

Massin

A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut, Nous Denis de Longprez pourvû à l'office de Maitre Visiteur des Poids Mesures, Balances & Marchandises Sujettes à visitation, tant des marchands et merciers que tous autres états & métiers se servant des dits Poids, Pesons, Balances et autres mesures, au débit vente & achat de leurs marchandises, en l'étendue et ressort du Bailliage Royal & Election de Langres, ainsi qu'il est porté aux arrêts du Conseil des 23 Septembre 1753 et 6 Janvier 1755, certifie que cejourd'hui sont comparus Marchands demeurant à Langres, lesquels ont dit & déclaré que M Mammès Clément Baudot est homme de bien & d'honneur, et en bonne réputation ; et qu'il est suffisant pour exercer l'Art et état d'acheter et vendre Marchandises étant capable pour l'exercice d'icelui, surquoi, au rapport des susnummés, Mandons prions et requerons qu'il appartiendra qu'icelui Mammès-Clément Baudot ils laissent et aller recueillir, vendre et débiter la marchandise conformément aux Règlemens du commerce, en témoin de quoi nous avons signé ces présentes de notre main et du Scel de notre office. Donné à Langres, le cinquième jours du mois de Mars 1769.

reçu cinq livres,
de Longprez visiteur.

(Cachet de cire rouge
avec fleur de lys.)

Mammès-Clément Baudot se maria bientôt avec Marie-Anne Robert et il lui naquit un fils le 26 juillet 1770 du nom de Claude.

Il est à présumer que la vie familiale des Baudot s'écoulait paisiblement, dans les dernières années du règne de Louis XV. Mais leur tranquillité devait cesser avec les événements de la Révolution qui allaient jeter le trouble, comme ailleurs en France, dans la paisible cité.

Arrivé à l'adolescence, Claude Baudot avait appris pendant deux ans la pharmacie soit dans l'officine paternelle, soit chez des confrères de la ville. En février 1792, il n'était plus en France, mais chez un apothicaire de Trèves. Il y resta un an. Il n'est pas sûr que les parents de Claude Baudot aient été bien inspirés en confiant leur fils à ce praticien. Ce dernier, Franz Martin Peillers, avait travaillé quatre ans comme apprenti et un an comme compagnon chez l'apothicaire Adolf Kleiermann. Chose curieuse, il commença par se faire élire par le Conseil de la Ville de Trèves comme « Maître pêcheur » ce qui lui permettait de faire partie du dit Conseil. Peu après sa réception comme pharmacien, il apparaissait comme ne jouissant pas auprès des autorités d'une très bonne réputation. En effet le dernier prince électeur de Trèves, dans sa lutte contre le charlatanisme, considère Peillers comme l'aide de deux chirurgiens véreux, et l'accuse d'être en fait leur complice par esprit de lucre. Dans la citation, il est désigné par le vocable dédaigneux de « marchand de médecines ». La Faculté de médecine, après enquête, estima que le Procureur devait informer contre les trois personnages. Peillers aurait exécuté des ordonnances irrégulières et même une prescription rédigée par un paysan de Fasttrach. Au cours de l'instruction qui suivit, Peillers dut se laisser traiter de charlataan. Nous ajouterons que son dernier fils Jean Thomas Urbain reprit la pharmacie de son père et fut lui aussi, en 1824, l'objet d'un contrôle qui ne fut pas élogieux. L'officine de Peillers n'était donc pas un lieu très indiqué pour la formation des futurs apothicaires (1).

Quoiqu'il en soit, pendant l'année de stage de Claude Baudot chez Peillers, la loi du 8 avril 1792 confia « l'administration des biens des émigrés » au gouvernement et Mammès-Clément Baudot dut s'employer à justifier l'absence de son fils et prouver qu'il n'était parti que « pour se perfectionner dans son état », d'abord en Suisse pour compléter ses connaissances en botanique, et ensuite

(1) Docteur Rudolf SCHMITZ : Das Apothekenwesen von Stadt und Kurtrier. Frankfurt-am-Main, 1960.

à Trèves. On retrouve là le désir pour Mammès-Clément de voir son fils apprendre dans des lieux différents les divers aspects de la profession, ainsi qu'il l'avait fait lui-même.

Ils produisirent d'abord le 25 décembre 1792 un certificat de médecins, chirurgiens et apothicaires de Langres dont nous donnons le texte plus loin, se portant garant de son assiduité dans l'apprentissage et, devant être produit par l'intéressé, le cas échéant, s'il allait à l'étranger. En effet il était prévu que :

« ne sont point sujets aux dispositions du présent decret ceux qui sont notoirement connus pour s'être livrés à l'étude des sciences, arts, ou métiers, et ceux qui ont été notoirement connus avant leur départ pour s'être consacrés à ces études et ne s'être absentés que pour acquérir de nouvelles connaissances dans leur état »

(Loi du 25 avril 1792.)

Le même certificat fut renouvelé le 1^{er} mai 1793 et le 22 mars 1794; ils produisirent la preuve qu'un passeport avait été délivré en février 1792. Ils joignirent au dossier le certificat de présence de l'apothicaire de Trèves en date du 27 février 1793 :

*Extrait des minutes déposées au Secrétariat
de la commune de Langres*

« Nous citoyen poulain dit Dufays et faure médecin, Verdout chirurgien major des hopitaux de la ville de Langres, Petitot et Thevenot tous deux apothicaires en la même ville, certifions qu'au mois de février dernier nous avons délivré un certificat au citoyen Claude Baudot, fils du citoyen Mammès Clément Baudot Cadet aussi apothicaire de la dite ville pour lui servir soit en France, soit en pays étranger, par lequel certificat nous certifions encore aujourd'hui qu'il a travaillé dans le laboratoire de son père et sous ses soins qu'il a exécuté et suivi avec nous pendant l'espace de deux années les ordonnances et pensements prescrits aux dits hopitaux ce qu'il a fait avec exactitude, en foi de quoi nous avons donné le présent certificat au dit citoyen Mammès Clément Baudot père, pour lui servir valoire ce que de raison, fait à Langres le vingt cinq décembre mil sept cent quatre vingt douze l'an premier de la république française une et indivisible.

Signé : Poulain dit Dufays medecin - Petitot
apothicaire - Faure docteur en medecine et
Thevenot apothicaire

ainsi que la certification véritable de la signature du dit apothicaire par le bourgmestre de la ville :

Je soussigné certifie que le Sieur Claude Baudot fils du Sieur Mammès Clément Baudot apothicaire à Langres, âgé de vingt deux ans taille de cinq pieds cinq pouces et demi a travaillé à ma pharmacie depuis le 15 février mil sept cent quatre vingt

douze jusqu'au vingt six Février mois présent inclusivement avec l'honnêteté et la probité la plus intègre en foy de quoi je lui délivre le présent certificat pour lui servir et valoir au besoin sera, à Trêve le 27 Février 1793 : Signé Peillers apothicaire.

Nous gouverneur bourgmestre echevin et conseil de la ville de Trêve où le papier timbré n'est pas en usage certifions que le Sieur peillers ayant signé l'acte cy-dessus est apothicaire en cette ville, à laquelle signature on ajoute toute foy et créance, en foy de quoi nous avons fait signer le présent par notre secrétaire et munis du Scel de la ville fait à Trêve le vingt sept février signé par ordre

Les parents du jeune Claude affirmèrent avoir fait tout leur possible pour le faire revenir, ils se portèrent garants de son civisme et pour étayer leurs affirmations, produisirent dix témoins, dont le « perruquier » de la famille, un tailleur, un carreur (sic), etc... qui tous rendirent témoignage en faveur de l'absent.

Requête de Mammès-Clément Baudot aux autorités de Langres aux citoyens administrateurs du directoire du district de Langres.

Expose Mammès Clément Baudot et Marie Anne Robert sa femme demeurant à la ditte commune que le départ de Claude Baudot leur fils n'a jamais été dans le dessein d'émigrer parce qu'il est de notoriété qu'il ne l'a fait que dans le dessein de se perfectionner dans son état.

En effet après avoir étudié la pharmacie pendant deux ans sous son père, il a désiré voyager en Suisse pour y étudier avec plus de succès la botanique ; de là il est allé à Trêves où il a continué le même état chez un apothicaire.

Ces faits sont constatés par des certificats authentiques dans ces tems là c'est à dire en 1789 la France n'était pas en guerre avec cette contrée.

Lorsque nos législateurs ont rendus la loy qui ordonnait à tous Français d'entrer sous peine d'être réputé émigré, les exposants ont fait leur possible pour engager leur fils à rentrer en France

Ils lui ont écrit plusieurs lettres à ce sujet à cet effet et ont aussi écrits à différentes personnes de leurs connaissances tant à Trêves qu'en Suisse pour l'y déterminer mais il est probable que ces lettres ne sont pas parvenues à leurs adresses puisqu'elles sont restées sans réponses.

Il est même probable qu'elles ont été arrêtées dans quelques bureaux puisque l'exposant a été poursuivi à l'occasion de deux de ces lettres.

Ils étaient d'autant moins éloigner de donner à leur fils le conseil d'émigrer que ne lui soupçonnant même pas telle pensée, ils ont fait leur possible pour le détourner du voyage qu'il demandait à faire en Suisse.

Ils imaginaient si peu qu'il avait envie d'émigrer c'est que ce jeune homme avait toujours témoigner l'indignation contre ce crime.

Pourquoi les exposants qu'ils vous plaisent les autoriser à prouver tant par lettre que par témoins.

1° qu'ils ont toujours inspiré à leur fils l'horreur pour l'émigration.

2° que le jeune homme n'est parti que pour suivre le cours de pharmacie et de botanique.

3° que les exposants ont toujours témoigné la plus vive douleur de son départ.

4° enfin qu'ils ont fait leur possible pour parvenir à découvrir sa demeure et l'engager à revenir en France.

Fait à Langres le onze fructidor l'an 2^e de la République française une et indivisible signé Baudot renvoyé à la municipalité de Langres qui est invité de vouloir bien entendre des preuves que le pétitionnaire offre de donner sur les faits cy-dessus exposés.

Langres le 21 fructidor l'an deux de la République française une et indivisible (1).

Vu la pétition cy-dessus et l'ordonnance y apposée nous ordonnons que par le citoyen Claude Petitot officier municipal, Pierre Boudard notable il sera procédé à l'audition des témoins à produire en cette part.

Faite en assemblée générale du conseil de la commune la dite assemblée publique et permanente le 21 fructidor l'an deux de la République française une et indivisible signé Humblot Maire.

Cejourd'hui 21 fructidor an deux de la République française une et indivisible heure de sept du matin en la sale publique des séances de la municipalité de Langres devant nous Claude Petitot officier municipal et Pierre Boudard notable délégué par l'arrêté cy-dessus il a été procédé à l'audition des témoins ainsi qu'il suit.

Le premier a dit s'appeller Jean Baptiste Olivier perruquier agé de trente neuf ans demeurant à Langres n'être parent allié ni au service de la maison.

Après avoir prêté serment de dire la vérité, dépose qu'il était perruquier de la maison Baudot au moment où son fils est parti, que depuis la révolution il lui prêchait l'amour de son pays et la haine pour l'émigration, que le fils Baudot était lui-même pénétré de ses sentiments lorsqu'il témoigna à son père l'envie d'aller en Suisse pour y continuer ses études, qu'il y est effectivement allé après s'être munis de certificat, que depuis le père Baudot a souvent écrit pour en recevoir des nouvelles et enfin découvert que son fils demeurait à Trèves chez un apothicaire ou il exerçait son état qu'enfin n'en ayant plus reçu de nouvelles après avoir écrit à différentes personnes avec lesquelles il avait servi dans les guerres de Hanovre, il en a témoigné beaucoup de chagrin ; qu'au surplus il a toujours reconnu le pétitionnaire pour de bons citoyens qui est tout ce qu'il a dit savoir, sa dé-

(1) Le 7 septembre 1794.

position lue, a dit qu'elle contient vérité y persiste et a signé, signé avec nous, signé Olivier Boudard et Petitot aîné.

2 ^e témoin	J. Bte Chapusot Cadet agé de	35 ans	
3 ^e témoin	Bertrand Jacquinet	54 ans	
4 ^e témoin	Etienne Arballetier	50 ans	menuisier
5 ^e témoin	Antoine Joubert	64 ans	
6 ^e témoin	Christophe Collier	49 ans	instituteur
7 ^e témoin	Georges Bouchesseiche	41 ans	tailleur d'habits
8 ^e témoin	Jean Royer	32 ans	carrleur
9 ^e	François Petitot	53 ans	marchand
10 ^e	Jean Joseph Boucher	38 ans	perruquier

Jugeant insuffisant le dossier ainsi constitué, Baudot père présente une attestation des religieuses de l'hôpital du « cy-devant chapitre » en date du 30 avril 1795. La prudence conseilla à celles-ci de rayer le passage faisant allusion au fait que notre jeune apothicaire était parti pour exercer son art et elles jugèrent bon de ne pas s'en porter garantes. Ce qui semble indiquer qu'à cette époque la plus prudente réserve était de règle.

Nous soussignés supérieures de l'Hopital de la Charité et de l'Hopital du cy-devant chapitre de Langres, certifions que Claude Baudot fils de Mammès Clément Baudot cadet apothicaire à Langres suivait dès l'année mil sept cent quatre vingt dix et avec exactitude les pansements aux dits hopitaux et a administré les remèdes par ordonnances des médecins et chirurgiens pendant l'espace de deux ans jusqu'en mil sept cent quatre vingt douze [que nous avons appris qu'il était parti en pays étrangers pour exercer son art] (1) en foy de quoy nous nous sommes soussignés à Langres ce trente germinal l'an trois de la République française une et indivisible.

Signé : Vignon, Marie Margueritte l'Huillier, hospitalières à l'hôpital Saint Laurent, Jailloux, istace hospitalière à l'hôpital de la Charité.

Le point final de cette longue apologie semble être le certificat de civisme décerné le 20 décembre 1794 à Baudot père et qui avait tout lieu de lui donner satisfaction.

Municipalité de Langres
Copie du certificat de civisme

Nous maire officiers municipaux agent nationale membres du Conseil Général de la Commune de Langres certifions en exécution de notre délibération du 28 de ce mois que le citoyen Mammès Clément Baudot apothicaire est un bon citoyen qu'il n'a jamais été avvenu contre luy aucune suite d'incivisme, qu'en conséquence sur sa demande qu'il en a fait au Conseil général il a obtenu

(1) Rayé dans le texte.

un certificat de civisme après que la pétition a été publiée et affichée pendant trois mois aux termes de l'arrêté du département de la Haute-Marne du 21 avril 1792. Certifions en outre qu'il a payé ses impositions directes et indirectes de l'année 1793 et années antérieures, d'après la représentation qu'il nous a fait de ses quittances. fait en conseil général de la commune le 29 frimaire l'an trois de la République française une et indivisible (2).

Signés : Jacquinet off. mpal. Petitot off. municipal. Boudard notable : Thomas off. municipal. Gautier : Humblot Maire : Virey off. municipal. Georgeot Guillaume off. municipal. Mourot secrétaire greffier.

Vu au directoire. Langres le 30 frimaire l'an 3^e de la République : Signés Doderet. Mariet. Etienne. Béguinot.

C'est également vers cette époque que nous voyons Mammès-Clément Baudot, soit par goût personnel, soit dans le but de donner des gages aux puissances du jour, proposer aux autorités différents procédés ou inventions susceptibles de concourir à la sauvegarde de la patrie.

Ainsi une pièce non datée émanant du Comité de Salut public et signée de Carnot lui-même et de Prieur « applaudit à son zèle » dans des recherches pour l'extraction du salpêtre « travail utile à la deffence de la patrie ».

Le comité de Salut Public de convention national au citoyen Baudot cadet apothicaire à Langres département de la Haute-Marne.

Nous applaudissons toujours au zèle de tous les citoyens qui cherchent à s'instruire pour se livrer à l'extraction du salpêtre, les patriotes instruits doivent propager l'instruction consacrer leurs talens aux travaux utiles à la deffence de la patrie.

Quant aux eaux séliniteuses que tu redoutes (?) pour l'extraction du salpêtre, elles ne présentent pas tous les inconvénients que tu nous annonces, parce que les sélénités décomposées par la potasse forme du salpêtre de potasse qui décompose ensuite le nitre a base calcaire.

Les membres du comité de Salut Public

Signé : Carnot et C. A. Prieur (3).

Au début de 1794, il propose l'emploi dans l'artillerie d'une pièce de campagne de son invention et qui semble avoir été constituée par un engin à trois tubes jumelés. Hélas, les compétences lui répondirent d'abord que « ces pièces quel qu'ingénieuses qu'elles paraissent ne valent rien dans la pratique ». Non dé-

(2) Le 20 décembre 1794.

(3) Claude-Antoine Prieur, député de la Côte-d'Or à la Législative et à la Convention.

couragé notre apothicaire proposa un modèle de brouette destinée à l'armée, puis une amélioration des meules dans le but d'éviter les accidents du travail.

Quoiqu'il en soit, rien ne semble être conservé de marquant de cet esprit inventif, mais nous y trouvons la preuve que, loin de se cantonner dans l'exercice monotone de sa profession, Baudot essayait de se rendre utile et de prendre part à cette émulation qui devait avoir saisi les « citoyens » désireux de rendre service à leur pays. Il semble que cet état d'esprit d'entreprise ait été commun à plusieurs Baudot et à leurs descendants.

Le 26 juillet 1804, jour de son anniversaire, Claude Baudot était reçu pharmacien à l'âge de 34 ans, par un jury constitué à Chaumont où figuraient entre autres, un représentant de l'Ecole de Médecine de Strasbourg et dont le président était Laloy, le pharmacien dont nous avons déjà parlé.

Nous reproduisons le texte de son titre de réception de pharmacien qui montre bien la différence de cet acte officiel rédigé suivant les directives de la loi de Germinal avec ceux qui ont été vus dans le cours de cette étude et qui étaient antérieurs à la Révolution. La réception de Claude Baudot marque la transition entre l'Ancien Régime et la législation moderne.

Arrondissement
de l'Ecole de Médecine
de Strasbourg

Jury médical
du département
de la Haute-Marne

Nous soussignés composant le jury médical du département de la Haute-Marne en exécution des lois des 19 Ventôse et 9 germinal an II, certifions que le sieur Claude Baudot, âgé de 34 ans, natif de Langres, y demeurant, après avoir subi, conformément à l'article XV de la loi du 9 germinal précitée, les deux examens de théorie ; savoir, le premier le 4 thermidor sur les principes de l'art, et le second le 5 thermidor sur les botaniques et l'histoire naturelle des drogues simples s'est présenté le 7 thermidor à l'examen pratique, lequel a consisté en neuf opérations chimiques et pharmaceutiques qui lui ont été désignées et qu'il a exécutées lui-même, dans lesquels actes probatoires et qui ont lieu publiquement, le sieur Claude Baudot ayant donné des preuves de son savoir, nous le déclarons pourvu des connaissances exigibles pour l'exercice de la pharmacie, et à cet effet lui délivrons le présent titre.

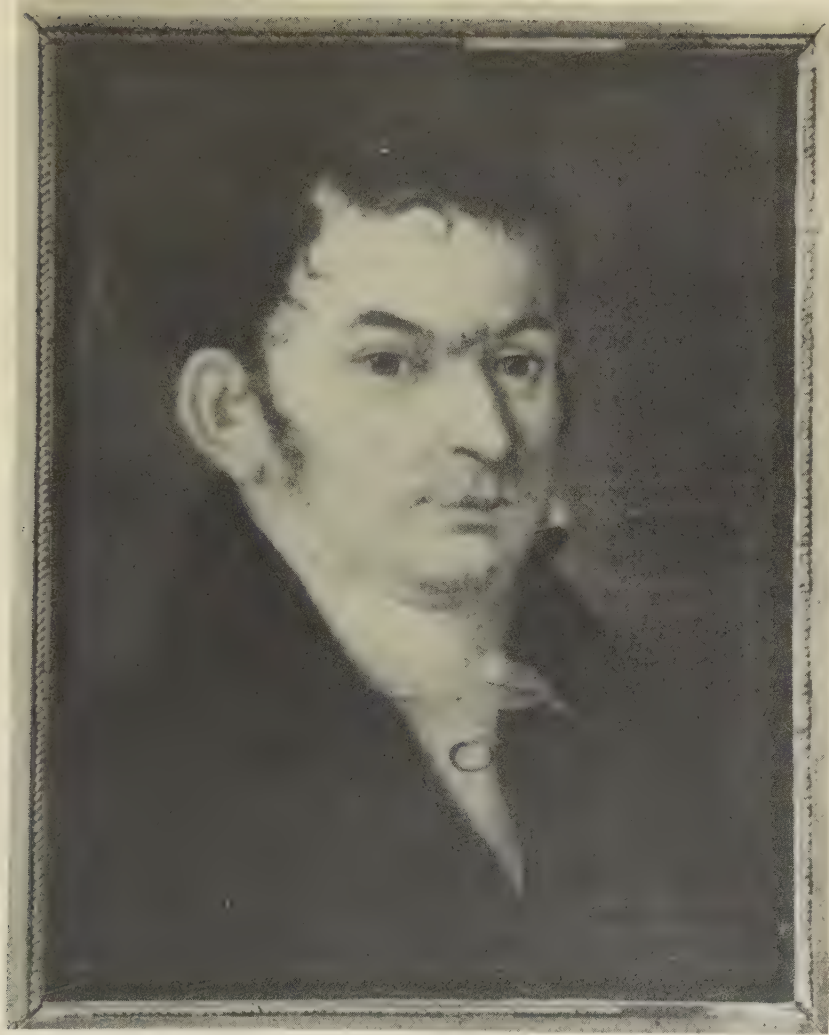
A Chaumont, ce 7 thermidor an 12.

Signé Rochard Commissaire de l'Ecole de médecine de Strasbourg.

Président du Jury : Laloy.

Membre du Jury : Petitot Ap^{re}.

Membre du Jury : Real.



Claude Baudot, apothicaire à Langres

Membre du Jury : Barbotain D.M.M.

Membre du Jury : Abraham.

Membre du Jury : Thevenot.

Collationné à l'original par le Maire de Langres soussigné, à Langres le dix huit thermidor de l'an douze.

Petitot aîné

Vu par le Sous-Préfet du 3^e arrondissement de la Haute-Marne, pour la légalisation de la signature de M. Petitot aîné Maire de Langres.

Langres le 18 thermidor an 12.

Vu par le Sous-Préfet du 3^e arrondissement de la Haute-Marne et enregistré au Secrétariat de la Sous-Préfecture sous le N^o 64.

Langres le 20 Thermidor an 12.

Enregistré au greffe du tribunal civil de l'arrondissement de Langres département de la Haute-Marne sous le N^o 68.

Langres le dix neuf fructidor an douze.

Jacquinot

Possédant l'esprit inventif dont nous avons déjà donné des exemples en parlant de son père, Claude Baudot imagina de perfectionner l'hygromètre de Saussure en ajoutant à l'appareil primitif une combinaison de leviers et de roues qui en augmentait beaucoup la sensibilité (1).

C'est également par un portrait que nous nous représentons Claude Baudot à une époque voisine de la Restauration. Il a la physionomie respectable d'un bourgeois de petite ville provinciale.

Le 31 octobre 1799 — neuf jours avant le 18 Brumaire, était né un fils, Clément-Auguste.

Clément-Auguste Baudot fut reçu à son tour pharmacien à Chaumont, le 14 septembre 1825, après avoir subi un examen dont l'épreuve pratique comprenait neuf opérations chimiques et pharmaceutiques. Il exerça à Langres où son père était encore en 1832. Il était « essayeur du bureau de garantie de la ville » et, à une date non précisée, vint s'établir à Fayl-Billot, chef de lieu de canton à 25 kilomètres de sa ville natale sur la route de Belfort. C'est à lui que nous devons d'avoir conservé et fait légaliser la filiation des Baudot. Un troisième tableau nous le montre probablement à la même époque que son père, figure plus jeune et plus maigre,

(1) BAUDOT : Hygromètre de Saussure perfectionné. *Bull. de Pharm.*, juillet 1809. Tome I, pages 303-306. I Pl h. t.



Clément-Auguste Baudot, apothicaire à Langres
et à Fayl-Billot

portant comme lui des favoris. Il porte sur sa chemise un vieux bijou de famille que ses descendants conservent encore, un caducée en or recouvert de cheveux finement tressés qui proviennent du premier de la lignée, Barthélemy Baudot.

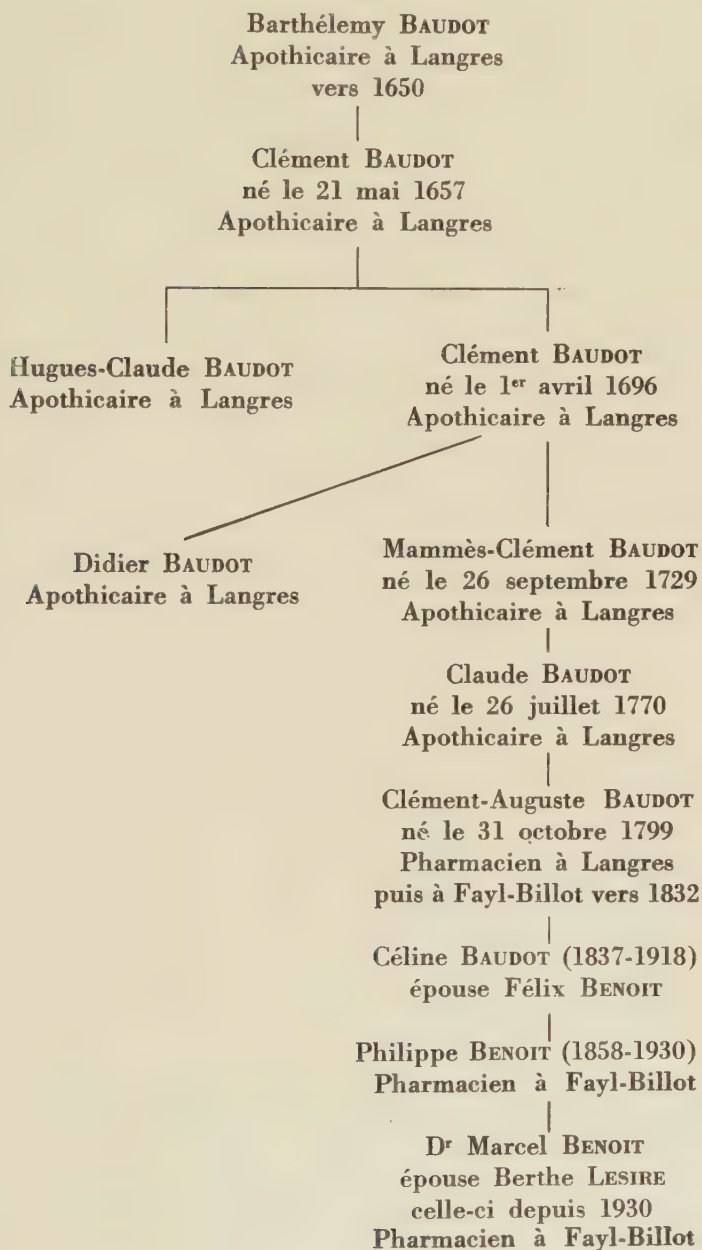
Clément-Auguste eut une fille Céline, qui, de son mariage avec Félix Benoit, mit au monde en 1858 Philippe Benoit, pharmacien à Fayl-Billot, qui fut mon maître de stage et mourut en mai 1930.

C'était un homme pénétré de toutes les traditions professionnelles, d'une expérience certaine et d'un bon sens avisé. Pendant de longues années il fut le conseiller écouté de sa clientèle et tint une place honorable parmi les autorités municipales où ses initiatives étaient toujours marquées par un esprit audacieux mais sûr.

Je garde de lui un souvenir ému, car il m'honorait de sa fidèle amitié et c'est dans son officine modeste, mais imprégnée de tant de souvenirs du passé, que j'ai appris à aimer notre profession.

Avant sa mort, son fils, le Dr Marcel Benoit fonda un foyer par son mariage avec Berthe Lesire, pharmacien, qui, à l'heure actuelle, continue, dans l'ancienne officine de Clément-Auguste Baudot, la tradition familiale, presque ininterrompue pendant trois cents ans.

GENEALOGIE DES BAUDOT



PHARMACIENS HAUT-MARNAIS
DEPUIS LA REVOLUTION

Il n'était pas dans le cadre de notre étude de faire porter nos recherches sur la période postérieure à la Révolution; mais il nous a cependant paru utile d'évoquer brièvement la mémoire de plusieurs pharmaciens qui, de cette époque à nos jours, ont grandement honoré notre profession.

JULIEN-JOSEPH VIREY (1775-1846)

Il naquit le 21 décembre 1775 à Hortes, petit bourg voisin de Langres. Son père y était notaire; il fit ses débuts en pharmacie chez son oncle, Claude Virey, né vers 1742, apothicaire à Langres. Ce praticien, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler au cours de cette étude, était fort averti des choses de la profession au point qu'il pratiquait l'essai des médicaments sur les animaux. Il avait accédé à des fonctions municipales qui avaient permis d'apprécier dans des temps troublés ses qualités de conciliateur (1).

Il ne faut pas s'étonner si Julien-Joseph Virey, à une si bonne école, fit de grands progrès qui sont certainement à l'origine de sa brillante carrière.

Lors de l'invasion des Prussiens en Champagne, il était étudiant en médecine et en pharmacie et partit comme volontaire.

Son activité fut assez multiple : sous-aide pharmacien en 1793 à l'hôpital militaire de Strasbourg, il resta dans l'armée; pharmacien de 3^e classe le 7 juillet 1794, il passa peu de temps à l'hôpital militaire de Bourbonne, fut affecté à l'armée du Rhin, puis au Val-de-Grâce où il a professé de 1796 à 1803 et où Parmentier, qui l'appréciait beaucoup, le fit nommer Pharmacien-chef, par intérim, du 30 octobre 1804 au 2 août 1809. Pharmacien major après cette date à l'armée du Brahant et du Nord, il revint au Val-de-Grâce d'octobre 1809 jusqu'en 1812, date à laquelle il démissionna. La Restauration lui retira définitivement ses fonctions en 1814.

Reçu médecin la même année, il fut, en avril 1823, membre de l'Académie de médecine en remplacement de Charles-Louis Cadet de Gassicourt, ce qui ne l'empêcha pas d'être élu député

(1) J. J. Virey. *Bulletin de Pharmacie*. Tome III, n^o XII. 3^e année, décembre 1811, p. 576.

de la Haute-Marne en 1825. A la même époque, il fut pressenti pour une chaire d'histoire naturelle mais le gouvernement s'y opposa.

C'était un lettré accompli et il écrivit de nombreux ouvrages, de style brillant et facile. En 1801, il avait reçu le prix de l'Académie de Mâcon pour un mémoire traitant de « L'influence des femmes sur la littérature ». En janvier 1814, quelques mois après la mort de Parmentier, il écrivit dans le *Bulletin de Pharmacie* une notice émue à la mémoire de son bienfaiteur.

Il a beaucoup publié au *Bulletin* et ensuite au *Journal de Pharmacie* et un mois avant sa mort il y collaborait encore. Ses principaux ouvrages sont « Histoire naturelle du genre humain », 1801-1824, « Traité de Pharmacie théorique et pratique », 1809-1811, « Histoire naturelle des médicaments », 1820, « Mœurs et instincts des animaux », 1820, « De la puissance vitale », 1823, « De la femme », 1823.

Il mourut à Paris le 11 mars 1846. Son éloge funèbre fut prononcé par E. Soubeiran, secrétaire général de la Société de Pharmacie, dont Virey avait été président en 1830. La municipalité de son bourg natal érigea un buste sur la place principale où l'on peut encore le voir actuellement (2).

JEAN-BAPTISTE-ALPHONSE CHEVALLIER (1793-1879)

Jean-Baptiste-Alphonse Chevallier naquit le 19 juillet 1793 à Langres; il conserva toute sa vie, de cette ville, le meilleur souvenir. Il débuta à Paris comme garçon de laboratoire chez J.-Louis Lescot, pharmacien rue de Grammont, puis fut élève chez Boullay, rue des Fossés-Montmartre. Remarqué par Vauquelin, il fut admis en 1810 comme aide de chimie dans le laboratoire de ce dernier. Atteint par les obligations militaires, il prit part en 1813 à la bataille de Leipzig et y fut blessé. Lorsque l'Internat en pharmacie fut institué en 1815, son nom est le premier qui soit parvenu jusqu'à nous; pharmacien en 1822, il tint pendant douze années une officine 43 place du Pont-Saint-Michel.

Sa longue carrière a été remplie par l'étude approfondie des sciences chimiques et pharmacologiques sur lesquelles il publia

(2) A. BALLAND : Les pharmaciens militaires français. Fournier, 1913, 419 pages, p. 185, 391, 392, 393.

des rapports nombreux et intéressants. Membre de l'Académie de Médecine dont il faisait partie depuis 1824, il fut un de ceux dont le cinquantenaire académique a été honoré par la remise d'une médaille commémorative. Faisant partie du Conseil d'Hygiène et de Salubrité de la ville de Paris, il était un des membres les plus écoutés de cette assemblée, devant laquelle il présenta un nombre considérable de rapports en vue de l'amélioration des conditions hygiéniques de la vie de ses concitoyens et du travail des ouvriers.

Professeur adjoint de pharmacie à Paris en 1835 avec Le Canu, il devint le 3 mars 1868 le premier titulaire de la chaire de Pharmacie galénique, dès lors séparée de celle de Pharmacie chimique. Son enseignement était très pratique et empreint de bonhomie.

On lui doit un *Traité des réactifs chimiques* — 3 éditions — avec Payen (1822), un *Dictionnaire des Drogues*, avec Guillemin et A. Richard (1824), un *Manuel du Pharmacien* (1825 avec Idt), un *Dictionnaire des altérations des substances alimentaires, médicamenteuses et commerciales* (1850) qui eut par la suite sept éditions, « un des livres les plus précieux de nos bibliothèques » a dit Bourquelot, environ 500 mémoires traitant de Chimie minérale, analytique, biologique, d'Hydrologie, de Matière médicale, d'Hygiène et de Toxicologie. Il fut rédacteur en chef du *Journal de Chimie médicale*, où parurent bonne partie de ses travaux.

Il resta titulaire de sa chaire jusqu'en 1877, date à laquelle il fut officiellement remplacé par Bourgoin qui l'avait suppléé depuis 1872. Il mourut à Paris le 29 novembre 1879 (1).

CHARLES TANRET (1847-1917)

Charles-Joseph Tanret naquit à Joinville, aux limites de la Champagne et de la Lorraine, le 10 août 1847. Il fit ses études classiques à Langres et son stage chez M. Antoine, à Joinville, praticien fort averti, mais qui profitait de la présence dans son officine d'un jeune élève doué, pour savourer les plaisirs de la cam-

(1) *Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres*. N° 15 du 1-1-1880.

André PONTIER : *Histoire de la Pharmacie*. Doin édit. Paris, 1900.

Centenaire de l'Ecole Supérieure de Pharmacie. Joannin édit. Paris, 1902.

Centenaire de l'Internat en Pharmacie des Hôpitaux de Paris. Impr. Maretheux, Paris 1920.

pagne haut-marnaise. Ceci eut l'avantage de laisser beaucoup d'initiative au futur pharmacien et lui permit d'acquérir, par la pratique et par la lecture, des connaissances assez étendues pour, étant venu à Paris, être reçu dans un rang honorable au concours de l'Internat en Pharmacie, en 1868.

D'autres avant nous ont dit comment Tanret démissionna lorsque la guerre de 1870 éclata; il combattit, comme chasseur à pied, sous les murs de Paris assiégé (1). Pour reprendre son poste d'interne, il dut affronter à nouveau le concours et cette fois fut classé le deuxième. Il effectua son internat à l'Hôpital des Cliniques et obtint la médaille d'argent attribuée au meilleur concurrent de la deuxième division. En même temps, il avait suivi au Collège de France les cours de chimie de Marcelin Berthelot.

Le 13 août 1872, il soutint (chose assez rare à l'époque) une thèse pour le diplôme de pharmacien de première classe, intitulée « De l'albumine ». C'est dans celle-ci qu'il fit connaître la formule du réactif qui porte son nom, solution d'iodo-mercure de potassium dans l'acide acétique au tiers; on sait que ce réactif précipite les albumines, les peptones et les alcaloïdes.

En possession de son diplôme, Tanret s'empressa de créer à Troyes, rue Thiers, une officine. Pendant quelques années il mena de front la conduite de celle-ci et des travaux personnels orientés dans différentes directions. C'est alors qu'il découvrit dans l'ergot de seigle, malgré le prix élevé de cette drogue et le faible rendement, un alcaloïde cristallisé, l'*ergotinine*, dont il approfondit plus tard l'étude. Vers la même époque, il isola les alcaloïdes de l'écorce de racine de Grenadier : il décrivit en détail la pelletierine, l'isopelletierine, la méthylpelletierine et la pseudo-pelletierine. Parmi ces alcaloïdes, les trois premiers sont liquides et les deux premiers seuls sont taenifuges. Quant à la quatrième base, la pseudo-pelletierine, elle est solide et ne possède pas de propriétés taenifuges (2). Tanret donna également le moyen d'administrer le mélange de pelletierine et d'isopelletierine sous forme de sulfate ou de tannate.

(1) DELÉPINE (Marcel), *Bulletin des Sciences pharmacologiques*, 25, p. 39 à 59 (1918).

BERTRAND (Gabriel), *Figures pharmaceutiques françaises*, p. 173 à 179, Paris, 1953.

(2) Il a été reconnu plus tard que la pseudo-pelletierine contient le noyau de la tropinone (cétone correspondant à la base tropine), tandis que les trois alcaloïdes liquides ont une constitution qui les rattache au cycle de la pipéridine.

Le nom donné par Tanret à ces composés l'avait été en hommage à Pierre-Joseph Pelletier, le célèbre pharmacien qui, une cinquantaine d'années auparavant, s'était grandement illustré dans la découverte des alcaloïdes, strychnine et quinine en particulier. A plusieurs reprises, et jusqu'à la dernière année de sa vie, Tanret dut réclamer contre les prétentions de plusieurs pharmacologues étrangers qui voulaient substituer le nom de « punicine » à celui de pelletiérine, sous prétexte qu'il rappelait mieux le nom latin (*Punica Granatum*) de la plante dont cet alcaloïde avait été extrait. Tanret protesta avec une fougueuse ardeur, disant que puisqu'on ne lui contestait pas le mérite de la découverte, il avait bien le droit de donner à son produit le nom de son choix.

L'Académie des Sciences lui ayant décerné le prix Barbier en 1879, Charles Tanret, encouragé, résolut de regagner Paris et là, dans un modeste rez-de-chaussée de la rue Denfert-Rochereau, il continua ses recherches et perfectionna ses techniques. Il reprit le chemin du laboratoire de Berthelot au Collège de France où, en collaboration avec Antoine Villiers, il étudia l'inosite musculaire ainsi que quelques matières sucrées d'origine végétale présentant la même composition.

Dès l'année suivante, il dut à nouveau se consacrer à l'officine, achetant une pharmacie située au coin de la rue de Sèze et du boulevard de la Madeleine. Il poursuivit ses travaux de pharmacologie et de chimie végétale dans des conditions que seul pouvait accepter un apôtre des recherches désintéressées.

En 1886, il céda sa pharmacie et s'installa dans une boutique exiguë de la rue d'Alger, créant un laboratoire où, débarrassé du souci de la clientèle, il pouvait désormais donner sa mesure. Il s'attachait à préparer des produits parfaitement cristallisés qu'il présenta à l'Exposition universelle de 1889; ce travail original et personnel lui valut d'être classé premier de sa section par le jury international des récompenses, avec un rapport particulièrement élogieux, et de recevoir peu après la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

A la même époque, poussé par quelques amis, il crut devoir présenter sa candidature à l'Académie de Médecine, dans la section de Pharmacie. Il fit, sans plaisir, les quelques visites prescrites mais, au jour de l'élection, sur soixante-quatorze votants, n'obtint qu'une voix. A quelque temps de là, il eut l'occasion d'évoquer ce résultat, qu'il jugeait humiliant, devant un médecin éminent, bien placé pour être au courant de l'incident; il s'attira cette ré-

ponse : « C'est un peu délicat à vous dire, mais enfin, vous tenez boutique » et Tanret, furieux, rétorqua : « Ne sont-ce donc pas des boutiques que vos cabinets? Le client en sort-il sans payer? » et il ne renouvela jamais sa candidature.

Continuant ses beaux travaux, sur lesquels nous reviendrons dans un instant, Tanret vit ceux-ci récompensés à l'Académie des Sciences, dont il était déjà lauréat, par l'attribution, en 1895, du prix Jecker, la plus haute récompense alors attribuée à des travaux de Chimie; deux ans plus tard, il était appelé à la présidence annuelle de la Société chimique, où ses travaux étaient également très appréciés et dont il fit partie de 1880 jusqu'à sa mort, mais ici encore, son franc-parler suscita quelques froissements et, contrairement à une tradition presque constante, il ne fut pas nommé membre du Conseil de la Société à l'issue de sa présidence.

En 1900, il fut profondément affecté par la mort de sa femme, dont la vive affection l'avait soutenu, depuis plus de vingt-cinq ans, dans les périodes difficiles et dans les jours d'infortune. C'est cependant vers la même époque qu'il élargit le champ de ses savantes investigations sur les sucres et qu'il initia à la recherche son fils, le docteur Georges Tanret, qui devait à son tour se distinguer dans la science chimique.

Après avoir œuvré pendant vingt et un ans rue d'Alger, Tanret transporta son laboratoire rue du Commandant-Rivière en 1907. Reprenant l'étude de l'ergot, sur laquelle il s'était penché à diverses reprises, il en isola successivement deux stérols, auxquels il donna les noms d'ergostérine et de fongistérine, puis, en 1909, une curieuse base azotée, renfermant à la fois de l'oxygène et du soufre, l'ergothionéine, dont l'intérêt est d'autant plus grand qu'il a été reconnu qu'elle est identique à une substance décrite plus tard, sous un autre nom, dans les globules rouges du sang des mammifères (1). Quant à l'ergostérine, on sait que par irradiation ultra-violette, elle donne naissance à la vitamine D antirachitique; mais en pratique, pour cette préparation, il est plus commode de s'adresser à la levure de bière qu'à l'ergot de seigle.

Nous ne pouvons nous étendre en détail sur tous les travaux de Charles Tanret, échelonnés sur plus de quarante années. Il nous

(1) Ce produit a été décrit, en 1927, sous le nom de *thiasine* et étudié par plusieurs auteurs anglo-saxons.

semble cependant indispensable de mentionner qu'en Chimie végétale il a isolé de nombreux glucosides : la convallarine du Muguet, la vincétoxine de l'Asclépiade Dompthe-venin, la cédrine et la waldvine de deux Simarubacées, la picéine de l'Epicéa, l'hésperidine et l'aurantiamarine de l'écorce d'Orange amère, la première, insoluble dans l'eau, devenant soluble à la faveur de la seconde. Il reconnut que la Petite Ciguë (*Aethusa Cynapium*) ne méritait pas la réputation de plante hautement toxique attachée à son nom. Il étudia également les sucres du Quebracho blanc, ceux de la manne parmi lesquels il décrit le mannéotétrose et le manninotriose, et reconnut plus tard que le premier de ceux-ci est identique au stachyose des crosnes du Japon.

Ses travaux portèrent aussi sur les hydrates de carbone des Céréales (lévosine) et de l'*Aspergillus niger*, sur les inulines des Composées (*Topinambour* et *Atractylis gummifera*) et sur leur hydrolyse.

On lui doit encore des recherches de Pharmacologie, entre autres sur les extraits de quinquina et sur la solubilité des combinaisons de la caféine, ce qui permit par la suite d'établir les formules des solutés injectables de cette base.

Malgré son grand âge, Tanret continuait ses travaux et peu de jours avant la déclaration de guerre de 1914, il présentait encore, au Congrès du Havre de l'Association française pour l'Avancement des Sciences, une communication d'ensemble sur la chimie des amidons et la pluralité des amyloses.

Patriote ardent, Tanret chercha alors à se rendre utile à la défense nationale. Il proposa un procédé d'imperméabilisation des étoffes et, un peu plus tard, une formule pour l'imprégnation de tampons protecteurs contre les gaz asphyxiants.

Malheureusement, il ne lui fut pas donné de voir la victoire de son pays qu'il aimait tant : il mourut à Paris le 29 juillet 1917.

Pour reprendre la phrase écrite à son sujet par Albert DELAUNAY : « Il avait été le passant pour qui seules comptaient la chimie française, l'auréole française, la tradition des siens » (1).

(1) Albert DELAUNAY : Journal d'un biologiste. In-8°, 392 pages, librairie Plon, Paris, 1959, pp. 2, 15 et 217.

Travail opiniâtre, générosité et dévouement, tels ont été, avec ses qualités de foncière honnêteté et de farouche indépendance, les traits profonds du caractère de ce grand pharmacien.

HENRI-CHARLES COUSIN (1863-1936)

Henri-Charles Cousin naquit à Chaumont le 3 juin 1863; il accomplit ses études secondaires, ainsi que le début de son stage dans sa ville natale, puis, venu à Paris, il y termina ses trois années de stage et effectua ses études de pharmacie et celles conduisant au doctorat ès sciences, obtenant le diplôme de pharmacien en 1889 et le grade de docteur ès sciences physiques en 1898, avec une thèse remarquable sur « les dérivés de la pyrocatéchine et de l'homopyrocatéchine ». Pendant quarante ans, il fit partie des cadres de la Faculté de Pharmacie d'abord comme préparateur, puis plus longuement comme chef des travaux pratiques de Chimie.

D'autre part, il avait concouru pour l'Internat en pharmacie des Hôpitaux en 1885, se classant premier de la promotion; il remplit les fonctions d'interne à l'hôpital Necker, obtenant deux fois des médailles d'argent aux concours ouverts chaque année entre tous les internes en pharmacie. En 1889, il était nommé, après concours, pharmacien des Hôpitaux de Paris, fonction qu'il assura avec la plus scrupuleuse exactitude dans différents postes, pour terminer en 1928, comme pharmacien-chef de l'hôpital Cochin, atteint à la même date par la limite d'âge à la Faculté (1).

Les principaux travaux d'Henri Cousin ont porté sur la Chimie organique, en particulier sur les composés de la série cyclique, et également sur les lécithines, la céphaline et les acides gras. En collaboration avec H. Hérissey, il a étudié une réaction d'oxydation de certains phénols au moyen du suc de plusieurs champignons, du *Russula delicata* en particulier, aboutissant ainsi au déhydrodiéugénol, au dithymol et au déhydrodi-iso-eugénol. En outre, il décrit les caractères et les essais de divers médicaments chimiques, en vue d'en contrôler la pureté ou d'en déceler les falsifications. Cette œuvre scientifique est représentée par une vingtaine de notes à l'Académie des Sciences et par de nombreuses autres pré-

(1) GORIS (A) : Centenaire de l'Internat en pharmacie des Hôpitaux et Hospices civils de Paris. Paris, Impr. Maretheux, 1920, p. 227-228.
BOUGAULT (J.) : Notice sur Henri-Charles Cousin (1863-1936). *Journ. de Pharm. et de Chim.*, 1936 (8^e s.), 23, p. 483-486 (portrait).

sentées à la Société chimique de France, à la Société de Biologie et surtout au *Journal de Pharmacie et de Chimie*, pour lequel il écrivit en outre plusieurs revues très documentées.

A l'hôpital comme au laboratoire de travaux pratiques, Cousin était un homme aimable, très simple et très serviable, prodiguant aux élèves qui s'adressaient à lui, ses conseils, sans ménager son temps ni sa peine. Aussi, sa perte, survenue en janvier 1936, a-t-elle été péniblement ressentie par les nombreuses générations de pharmaciens qu'il avait éduquées, soit aux travaux pratiques de la Faculté, soit dans les hôpitaux.

MARCEL SOMMELET (1877-1952)

Marcel-Marie-Gabriel Sommelet, fils d'un pharmacien de Langres, naquit dans cette ville le 16 janvier 1877. Il y accomplit de solides études classiques, puis son stage officinal, avant de venir à Paris où il effectua une carrière des plus brillantes et des plus laborieuses.

Reçu le deuxième au concours de l'Internat en Pharmacie en 1898, il fut trois fois lauréat des Hôpitaux de Paris. S'adonnant particulièrement à la Chimie organique, il rejoignit au laboratoire de Béhal un groupe d'autres pharmaciens : Blaise, Delange, Desgrez, Fourneau, Tiffeneau, Valeur, maintenant disparus, mais qui ont tous illustré la Science chimique.

Docteur ès sciences physiques en 1906, Marcel Sommelet fut reçu au pharmacopat des hôpitaux en 1907 et occupa successivement les postes de pharmacien-chef à la Maison municipale de Santé, à Bichat, à Saint-Louis et à Cochin, poste où il fut atteint par la limite d'âge en 1942.

Parallèlement, il fut successivement préparateur, agrégé (1914), chargé du cours de Minéralogie, enfin professeur à la Faculté de Pharmacie (1930) où il enseigna pendant quelques années l'Hydrologie et l'Hygiène, avant de prendre en 1934 la succession de son Maître Béhal à la chaire de Chimie organique, qu'il occupa jusqu'en 1948.

Il a laissé dans ce domaine une œuvre importante, ayant le don, grâce à sa large érudition et à sa grande habileté expérimentale, de réaliser des synthèses nouvelles avec des moyens rela-

tivement simples et attachant son nom à plusieurs réactions chimiques. Ce n'est sans doute pas le lieu d'exposer ici tous ses travaux; rappelons seulement qu'ils ont principalement porté sur les aldéhydes, les cétones, les éthers-oxydes et sur certaines amines (1).

Ne s'éloignant guère, au laboratoire, de sa science de prédilection, Marcel Sommelet écrivait peu et était ennemi de toute manifestation extérieure ou bruyante. Malgré sa modestie il obtint à l'Académie des Sciences de hautes récompenses, tandis qu'à la Société chimique de France dont il était également lauréat, l'estime de ses collègues le portait successivement au poste de membre du Conseil (1920-1922), puis de vice-président (1923-1925). Il présida la Société de Pharmacie de Paris en 1933 et fut appelé aux fonctions d'assesseur du doyen de la Faculté de Pharmacie en 1943. Il était officier de la Légion d'honneur.

Retiré dans sa ville natale, où son frère exerçait alors la Pharmacie, il y est décédé le 17 octobre 1952.

Le Recteur LOUIS BRUNTZ (1877-1944)

Le Doyen PAUL GILLOT (1887-1935)

Né à Bourmont, le 22 juin 1877, Louis Bruntz accomplit toute sa carrière universitaire et administrative à Nancy.

Successivement reçu pharmacien, docteur ès Sciences naturelles et docteur en Médecine, après avoir publié d'importants travaux de Zoologie et d'Histologie, il fut nommé professeur de Matière Médicale en 1911, directeur de l'Ecole supérieure de Pharmacie de 1913 à 1920, doyen jusqu'en 1929, enfin recteur de l'Université de Nancy.

On lui doit aussi des travaux de Botanique et des essais d'acclimatation de plantes médicinales dans les forêts de Lorraine. Il a également dressé, avec son élève Jaloux, les inventaires des plantes inscrites dans les différentes éditions de la Pharmacopée française et des Pharmacopées étrangères.

(1) J.-A. GAUTIER, *Bull. Soc. chim. de France*, mars 1953, (5), 20, p. 231-232; *Ann. pharm. françaises*, juin 1953, 11, p. 473-478.
J.-A. GAUTIER : Cent ans de Chimie organique à la Faculté de Pharmacie de Paris. *Ann. pharm. franç.*, octobre 1960, 18, p. 754-755.

Son rectorat a été marqué par des constructions et des améliorations considérables concernant les diverses Facultés de sa ville, dont il fut pendant quelque temps maire adjoint. Il consacra à cette tâche des efforts constants.

Il est décédé en décembre 1944 avant que fut terminée la construction de la nouvelle Faculté de Pharmacie, la guerre ayant momentanément suspendu tous les travaux (1).

Le Recteur Bruntz était commandeur de la Légion d'honneur et titulaire de la croix de guerre 1914-1918.

* *

Paul Gillot était né le 12 septembre 1887 à Magneux, petite localité où son père était instituteur, à quelques kilomètres de Wassy.

Après avoir accompli son stage officinal à Joinville, il fit ses études pharmaceutiques à Nancy, de 1909 à 1913, obtenant la médaille d'or de l'Ecole supérieure de Pharmacie, où il était nommé au poste d'assistant.

Les recherches scientifiques qu'il avait commencées furent interrompues par la guerre, au cours de laquelle Paul Gillot fut promu officier et blessé, tandis qu'à Nancy son matériel d'étude était anéanti.

Reprenant ses études, il obtenait le diplôme de licencié ès sciences, puis venait à Paris en 1925 soutenir sa thèse de doctorat intitulée : « Recherches chimiques et biologiques sur le genre *Mercurialis* ». En particulier, il isola le maltose des organes de réserve de la Mercuriale vivace et fit une étude approfondie des huiles siccatives des graines d'Euphorbiacées.

Dans les années qui suivirent, il fut successivement nommé maître de conférences, puis chargé de cours, enfin professeur titulaire de Matière médicale, succédant dans cette chaire au professeur Bruntz, promu au rectorat.

En même temps, le professeur Gillot guidait de nombreux élèves et publiait en collaboration avec ceux-ci d'importants travaux de Biochimie sur les glucides, les hétérosides et les tanins dans diverses familles végétales (Légumineuses, Rosacées, Géraniacées, etc...).

(1) M.-Th. FRANÇOIS : Le Recteur Louis Bruntz. *Ann. pharm. françaises*, 1945, 3, p. 100-102.

Nommé doyen de la Faculté en janvier 1935, le professeur Gillot eut sa brillante carrière brusquement interrompue par la maladie. Il est décédé à Nancy le 2 juin 1935 et après les obsèques solennelles célébrées dans cette ville et les discours qui furent prononcés dans la cour d'honneur de l'Université, l'inhumation eut lieu dans son pays natal, en présence d'une nombreuse délégation de la Faculté de Pharmacie (1).

Ainsi qu'on peut le voir, en outre des Pharmaciens qui sont allé chercher la consécration de Paris, la Haute-Marne a fourni à la Faculté de la capitale lorraine, deux de ses grands doyens.

(1) P.PASTURFAU et A. MEUNIER : Notice biographique . Le Professeur Paul Gillot. *Bull. des Sciences pharmacologiques*, 1935, 42, p. 474-481.

IX

Essai d'une liste des apothicaires ⁽¹⁾

BOURBONNE-LES-BAINS

1649	François ERARD
1649	Nicolas BRESSON
1653	Jean BALLEY
1674	François PHILIPPE
1679	Pierre PISTOLET
1682	Nicolas BRESSON
1696	Charles BAILLY
	Jean BRESSON
1743	Jean RAGUET
1744	Nicolas RAGUET
1781	Charles AUBERTIN - Membre de la Loge Maçonnique Saint Jean de Bourbonne

CHAUMONT-EN-BASSIGNY

1543	MAIGNIEN (2)
1544	Simon MONGINOT
1547	PHILIPPE
1557	Philibert LAMOTTE
1584	François DROUOT
	David DE BLEGNY, ou BLAIGNY - Mourut avant 1637
1586	Pierre LEBON
1603	Guillaume LABBE
	Jean FAGOTIN
1609	Jean BECHIN
1622	Guillaume MILLARD, échevin
1625	Claude SAUVAGE
	Vorle GARNIER

(1) Les dates données dans la colonne de gauche sont celles de la réception des apothicaires ou, à défaut, celles auxquelles nous avons trouvé mention de ceux-ci. Les dates de naissance et de décès figurent à droite, à la suite des noms.

(2) Ce nom figure dans le plus ancien registre de baptêmes de Chaumont (1543-1564. Arch. Haute-Marne - Cote g. I) avec l'appréciation « honorable homme, apothicaire ».
J.-Gigor. — Les Noms Chaumontais du temps de François 1^{er}. A. Bruliard, St-Dizier, 1946.

1628	Jean DENYS (auteur des statuts avec Pierre BONNENFANT)
	Jean PERRET - Mourut avant 1634
1636	Pierre BONNENFANT
	Nicolas MILLOT
1638	Simon DUFOUR
	FORQUENOT
	Claude DUFOUR - mort vers 1662
1649	Prudent ROYER
	Nicolas GENUYER
1663	Jean JUVET - né vers 1635, mort en 1707
1671	Louis VIARD
	Alexandre LEDOUBLE - avant 1697
1673	Etienne LEDOUBLE
	François COLLIGNON
1707	Antoine JUVEI l'Aîné (1687-1750)
1728	Honoré MAILLEY
	Hugues-Alexis JUVET (1714-1789) médecin à Bourbonne
1740	Antoine JUVET le Jeune (1717-1775)
	Charles Joseph HURIOT
1751	Jean-Baptiste MOLLOT
1775	Jean-Nicolas LALOY (1745-1804)
	Jérôme MERCIER
1781	Jean Claude REAL
1787	Etienne-Didier ABRAHAM (2)

JOINVILLE

1580	Jean CHEVRIER
1586-1631	Pierre MOCQUERON
1586-1587	Mathieu VOUGNY
1631	Laurent VALDENEST
1631	Alexandre CHEVRIER
1631	Estienne GOSSEMONT (3)
?	LE DESCHAULT (4)

LANGRES

1486	Jehan PETIT
1486	Guillot CURAULT
1519	Jehan BOUCHU
1521	Estienne LASNERET
1547	Jehan MASOUER
	Symon BENOIST
	Estienne PRIVEY - 1587
	Ancelme GUENYOT - 1586

- (2) La liste des apothicaires Chaumontais est due à M le Docteur RONOT : Les apothicaires Chaumontais du milieu du xvi^e siècle à la fin du xviii^e siècle. *Cahiers haut-marnais*, 1957, n° 49-50, pp. 110-118.
- (3) Jean GIGOT : L'assistance médicale à Joinville lors des pestes des 16^e et 17^e siècles. *Cahiers haut-marnais*, 1948, n° 13, p. 236.
- (4) J. GIGOT : Contrats d'apprentissage à Joinville. *Cahiers haut-marnais*, 1947, n° 9, p. 334.

1552	Nicolas JULIEN
1563	Estienne COUDRIER Jean LIEURE - mort avant 1582
1598	Mammès DE LAUMOSNE
1604	Affricain SENAULT - mort en 1624
1610	François MONTALLOT - vivait encore en 1653
1613	Mammès ESPERIT Guillaume GARNERIN
1621	Jehan LEGROS Claude ESPERIT
1622	DE GUINAND
1627	Nicolas CLEMENT, eschevin
1630	Jacques HEUDELLOT
1636	François ANCELLE Jean VOILLERAULT Prudent PHILPIN Gaspard ESPRIT - Capitaine à masse en 1667 Umbert JACOB Antoine BOURNOT Nicolas GILLOT
1657	Barthelemy BAUDOT - né vers 1630 Clément BAUDOT - né en 1657
1658	Claude GILLOT (1) - Capitaine à masse en 1725
1694	Claude VOILLERAND (1) Pierre VINCENT (1) Clément BAUDOT fils - né en 1696
1726	Nicolas JANNARD (2) Nicolas RALLET (1) Didier MOUSSU (1) Pierre JEANMAIRE (1)
1757	Nicolas VOILLERAULT, échevin Antoine VIGNERON (3) Didier BAUDOT vivait encore en 1778
1766	Mammès-Clément BAUDOT - né en 1729
1778	Denis-Laurent THEVENOT - né en 1748
1777	Nicolas PETITOT Claude POPULUS Claude VIREY (né en 1742, mort 1811)
1781	Benoit BOUGUERET (4)
1804	Claude BAUDOT - né 1770, mort après 1832
1825	Clément-Auguste BAUDOT - né en 1799

WASSY

1742	Jean DEFANCE (5)
------	------------------

- (1) Noms fournis par le Docteur Ronot.
- (2) Les armes de sa famille étaient « d'argent, à trois rencontres de bœuf de sable ».
- (3) La mère de Denis Diderot, Angélique, était de cette famille.
- (4) Epouse Marie-Madeleine Lacordaire, de la famille du prédicateur.
- (5) Son petit-fils fut le général Comte Defrance, combattant de Valmy, Marengo, blessé à Wagram. Comte d'Empire, inspecteur général de cavalerie sous la Restauration et dont le nom est inscrit à l'Arc de Triomphe. *Cahiers haut-marnais*, 1955, n° 41, p. 119.

CONCLUSION

Au terme de ce travail, l'histoire des apothicaires du Bassigny nous a permis de compléter les recherches qui avaient été entreprises sur les autres régions de cette grande province que fut la Champagne.

Après avoir montré que non seulement la pharmacie n'était pas absente de notre pays pendant la période gallo-romaine, mais que notre région était même, sur ce point, privilégiée, nous avons pu, grâce aux statuts de la profession, mieux connaître les conditions d'apprentissage en vue de la maîtrise, et celles de la réception proprement dite. Les mêmes statuts fournissent avec précision les modalités de l'exercice de la profession (exécution des prescriptions médicales, inspection des officines, défense contre les illégaux, organisation des réunions professionnelles, etc...). Ce souci du détail se retrouvant dans l'activité de cirier, annexe de la profession.

Nous avons étudié ensuite les rapports des apothicaires avec la clientèle, en particulier avec les indigents et les déshérités de l'époque; au moment des attaques de la peste, si nombreuses et si cruelles, nos confrères eurent à jouer un rôle de premier plan. Par contre, des documents, pour la plupart jusqu'ici inédits, ont mis en relief le caractère aigu des querelles survenues entre les chirurgiens et les apothicaires, ainsi qu'avec certains commerçants et autres personnes étrangères à la profession. Dans le service hospitalier, tant civil que militaire, l'apothicaire avait sa place, qui s'agrandit peu à peu au dépens du rôle joué autrefois par les communautés religieuses.

Une partie de nos recherches nous a conduit à retracer la vie et décrire la physionomie de divers praticiens dont les noms méritent d'être retenus; les Juvet et J.-N. Laloy à Chaumont, A. Senault et les Baudot à Langres, ceci dans la période allant jusqu'à la Révolution. Nous avons jugé utile de ne pas passer sous silence quelques pharmaciens célèbres : J. J. Virey, A. Chevallier,

Ch. Tanret, H. Cousin, et M. Sommelet dont l'existence est plus proche de nous, ainsi que deux distingués doyens de la Faculté de Nancy.

Depuis la loi de Germinal an XI, la Pharmacie en Champagne suit la même organisation que dans le reste de la France. S'il ne subsiste rien des règlements en vigueur sous l'Ancien Régime, on éprouve cependant la grande satisfaction de constater que la grande majorité du corps pharmaceutique a conservé les traditions de probité, de dévouement et de haute conscience professionnelle qui lui ont permis de s'individualiser au cours des siècles précédents, et de s'élever au-dessus de nombre d'autres corporations.

Habitants d'une région qui fut, au cours des siècles, soumise aux épreuves des guerres civiles ou étrangères, placés aux avant-postes d'une frontière qualifiée, à juste titre, « Les Marches de l'Est », nos confrères champenois possédaient les qualités foncières de leur race : courage, persévérance, amour de leur métier et de leur patrie.

Index bibliographique

I. — MANUSCRITS

Archives nationales.

Archives départementales de la Haute-Marne.

Archives des hôpitaux de Langres.

Registres paroissiaux de Chaumont, 1780-89.

Documents personnels de M. le Dr Benoit.

II. — OUVRAGES GENERAUX

AUBERT (Louis). — Les hôpitaux de Langres ; essai historique des origines à la Révolution. *Dijon, Jobard*, 1913, in-8°, 290 p.

BALLAND (Antoine). — Les pharmaciens militaires français. *Paris, L. Fournier*, 1913, in-8°, 419 p.

BOUGARD (Dr E.). — Bibliotheca Borvonensis ; essai de bibliographie et d'histoire. *Chaumont et Paris*, 1866, in-8°.

BOUSSEL (Patrice). — Histoire illustrée de la pharmacie. *Paris, Guy Le Prat*, 1949, in-4°, 193 p., fig.

BOUVET (Maurice). — Histoire de la pharmacie en France des origines à nos jours. *Paris, Ed. Occitania*, 1937, in-4°, 445 p., fig.

BOUVET (Maurice). — Les origines de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce et ses premiers pharmaciens de 1783 à 1815. (*Revue d'Hist. Pharmacie*, 1939, 27^e année, n^{os} 107 et 108, p. 135-146 et 227-228.

BOUVET (Maurice) — La pharmacie dans l'Antiquité et au Moyen Age. (In. : *Histoire générale de la Médecine, publiée sous la direction du Professeur Laignel-Lavastine*, Paris, Albin-Michel, 1949 ; t. III, p. 526-562.)

BOUVET (Maurice). — Les travaux d'histoire locale de la pharmacie en France. *Paris*, 1957, in-8°.

BRESSON (Chanoine). — Bibliographie langroise. *Langres*, 1905, t. II.

BROCARD (D^s M.). — La grande Peste de Langres au XVII^e siècle. *Langres, Au Musée*, 1926, 39 p.

CAVANIOL (Henri). — Chaumont au XVII^e siècle ; la peste de 1636. *Chaumont, Cavaniol*, 1907, 2 vol. in-12.

CLAUDON (F.). — Histoire de Langres et de ses institutions municipales jusqu'au commencement du XVI^e siècle. *Dijon*, 1953, in-8°, 224 p., plan. (*Assoc. bourguignonne des Soc. Savantes*.)

- CONTANT (Jean-Paul). — Contribution à l'enseignement de la pharmacie ; l'enseignement de la chimie au Jardin royal des Plantes de Paris. Cahors, Coueslant, 1952, in-8°, 129 p., fig. (Thèse Doct. Univ. Strasbourg [Pharmacie].)
- DELAUNAY (Albert). — Journal d'un biologiste. Paris, Plon, 1959, in-8°, 392 p. (p. 214, 217).
- FORGEOT (D^r R.). — Le bureau des pauvres de la ville de Chaumont. Chaumont, Cavanol, 1914.
- GIGOT (Jean). — Les noms chaumontais du temps de François I^{er}. Saint-Dizier. A Brulliard, 1945, in-8°, 19 p.
- GORIS (Albert), LIOT (André), JANOT (Maurice-Marie) et GORIS (André). — Pharmacie galénique 3^e éd., Paris, Masson, 1949, in-8° (t. I, p. 1-78).
- GRAVE (E.). — Etat de la pharmacie en France avant la loi du 21 Germinal an XI. Mantes, l'auteur, 1879, in-8°, 126 p.
- GUITARD (E.-H.). — Manuel d'histoire de la littérature pharmaceutique. Paris, Caffin, 1942.
- GUYOT (L.). — Les maisons de Langres. Manuscrit, 4 vol. (Soc. hist. et archéol. de Langres).
- JOLIBOIS (Emile). — Histoire de la ville de Chaumont. Paris, Dumoulin, 1856, in-4°.
- JOLIBOIS (Emile). — La Haute-Marne ancienne et moderne. Chaumont, Dadant, 1858, in-4°, 564 p., cartes, fig.
- MEJEAN (Paul) et HENRIOT (Marcel). — La Haute-Marne. Paris, Delpire, 1959, in-4°, 260 p., fig., cartes.
- OLIVIER (D^r E.) et VIALET (D^r G.). — Essai de répertoire des ex-libris et fers de reliure des médecins et pharmaciens français antérieurs à la période moderne. Paris, Bosse, 1927, in-8°, 235 p., fig.
- PREVET (François). — Histoire de l'organisation sociale en pharmacie ; préface de Fr. Olivier-Martin. Paris, Rec. Sirey, 1940, in-8°, 878 p.
- PRUNEL (Louis-N.). — Sébastien Zamet. Paris, A. Picard, 1912, in-8°, fig.
- REUTTER DE ROSEMONT (D^r L.). — Histoire de la pharmacie à travers les âges. Paris, J. Peyronnet, 1932, 2 vol.
- RUDOLF SCHMITZ (D^r). — Das Apothekenwesen von Stadt und Kurtrier. Frankfurt/Main, Gavi-Verlag, 1960, 222 p., fig.
- SENAULT (Africain). — Mémoires. Manuscrit (Soc. hist. archéol. Langres).
- VIREY (Julien-Joseph). — Traité de pharmacie. Paris, 1811, 3 vol.
- VIREY (Julien-Joseph). — Histoire naturelle des médicaments, des aliments et des poisons. Paris, 1820.
- VIREY (Julien-Joseph). — Géographie physico-médicale du Bassigny (départ. de la Haute-Marne). (In. : *Journal complémentaire du dictionnaire des sciences médicales*, Paris, Panckoucke, 1820-21, in-8° [t. VIII, p. 289-308 et t. IX, p. 3-16].)
- VIREY (Julien-Joseph). — De la vie et des ouvrages de Ant.-Aug. Parmentier, membre de l'Institut, premier pharmacien des armées, etc. (In. : *Bull de Pharmacie et des Sc. accessoires*, févr. 1814, 6, p. 49-67.)

III. — LA PHARMACIE DANS L'EST DE LA FRANCE

- BAUDOT (A.). — Etudes historiques sur la pharmacie en Bourgogne avant 1803. *Paris, Maloine*, 1905, in-8°, 548 p., fig.
- CAILLARD (Simone). — Contribution à l'histoire de la pharmacie en France : les apothicaires de Reims. *Cahors*, 1954, in-8°, 319 p., fig., 1 pl. hors texte. (Thèse Doct. Univ. Strasbourg [Pharmacie].)
- GRÉLOT (P.). — Aperçu de l'histoire de la pharmacie en Lorraine, extr. du cours inaugural prononcé le 16 mars 1903. (In. : *Bull. Sc. Pharmacol.*, VII, 1903, p. 288-308, fig.)
- GRIGNON (L.). — Historique de la corporation des apothicaires épiciers de la ville de Châlons-sur-Marne. *Arcis-sur-Aube*, 1883, in-8°, 18 p. (Tirage à part de la *Revue de Champagne et de Brie*, 8^e année, 18-83.)
- HUSSON (C.). — Histoire des pharmaciens de Lorraine. *Sordollet*, 1882, in-8°, 32 p. (Extr. du *C. R. des Trav. de la Soc. de Pharmacie de Lorraine*, 1882).
- JOLIBOIS (Emile). — Notice sur P.-A. Laloy, ancien député de la Haute-Marne pendant la Révolution, 1745-1834. *Colmar*, 1847, in-8°, 16 p.
- JOURDAN (Jacqueline). — Contribution à l'étude de l'histoire de la pharmacie en Lorraine ; les apothicaires de Pont-à-Mousson au temps de l'Université et des Jardins botaniques. *Nancy*, 1939, in-8°, 192 p., 12 gr. (Thèse Doct. Univ. Nancy [Pharmacie].)
- LACORDAIRE (A.). — Notes historiques sur l'hôpital royal militaire de Bourbonne-les-Bains. *Langres, J. Dallet*, 1880, in-8°, 139 p.
- LORAIN (Abbé). — Histoire de Jean-Nicolas Laloy. *Saint-Dizier, A. Brulhard*, 1913, in-8°, 254 p.
- MARTIN (Jean). — Les apothicaires de Vitry-le-François ; contribution à l'histoire de la pharmacie française. *Paris, E.-H. Guizard*, 1932, in-8°, (Thèse Doct. Univ. Nancy [Pharmacie].)
- MONAL (Emile). — Les maîtres apothicaires de Nancy au XVII^e siècle. *Paris-Nancy, Berger-Levrault*, 1917, in-8°, 237 p., 5 pl.
- PINSOLLE (Solange). — Contribution à l'histoire de la pharmacie en Champagne. *La Garenne, Impr. S.N.I.T.*, 1937, in-8°, 245 p., 11 gr. (Thèse Doct. Univ. Nancy [Pharmacie].)
- RONOT (D^r Henry). — Les apothicaires chaumontais du milieu du XVI^e siècle (In. : *Cahiers haut-marnais*, n° 49-50, 1957).
- TÉTAU (Jean). — Les apothicaires de Nancy au XVIII^e siècle. *Paris, Occitania*, 1932, in-8°, 189 p., fig., (Thèse Doct. Univ. Nancy [Pharmacie].)
- ZÉDET-COUTANT (Jeanne). — Contribution à l'histoire de la Pharmacie en Franche-Comté. *Cahors, A. Coueslant*, 1955, in-8°, 168 p., fig., (Thèse Doct. Univ. Strasbourg [Pharmacie]).

TABLE DES FIGURES

1. Carte de la partie méridionale de l'ancienne Champagne	7
2. Factum pour les maîtres chirurgiens de Langres (d'après un manuscrit du fonds CLERAMBAULT à la Bibliothèque Nationale).	55
3. Vases de pharmacie de l'hôpital de Joinville (Clichés DUREY).	82
4. Portrait de Jean Juvet	93
5. Armoiries de Jean Juvet	94
6. Portrait d'Antoine Juvet	97
7. Généalogie des Juvet	98
8. Portrait de Mammès-Clément Baudot	105
9. Portrait de Claude Baudot	117
10. Portrait de Clément-Auguste Baudot	119
11. Généalogie des Baudot	121

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	1
I. — AVANT-PROPOS	5
II. — Les origines de l'art pharmaceutique en Champagne méridionale	9
III. — La formation technique de l'Apothicaire	13
IV. — L'exercice de la profession :	
A. — Les statuts de Chaumont-en-Bassigny	23
B. — Les statuts de Chaumont de 1653	29
C. — Les statuts de Langres	34
V. — Les rapports avec la clientèle	39
Les Apothicaires et la peste	41
VI. — Les relations avec les autres corporations et les services publics :	
A. — Rapports avec les médecins et les chirurgiens ..	51
B. — Rapports avec les commerçants	67
C. — Rapports avec les charlatans	70
D. — Rapports avec les pouvoirs publics	72
VII. — Les pharmacies hospitalières :	
A. — Les pharmacies civiles	75
B. — Les Ursulines de Langres et de Chaumont	85
C. — L'hôpital militaire de Bourbonne-les-Bains	87
VIII. — Quelques apothicaires et pharmaciens du Bassigny :	
Chaumont	91
Langres	100
Pharmaciens Haut-Marnais après la Révolution	123
IX. — Essai d'une liste des Apothicaires	135
CONCLUSION	139
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	141
TABLE DES FIGURES	145
TABLE DES MATIÈRES	147

Vu
Nancy, le 16 mai 1961
Le Président de thèse,
M.-Th. FRANÇOIS

Vu et approuvé
Nancy, le 16 mai 1961
Le Doyen de la Faculté,
F. KAYSER

Vu et permis d'imprimer
Nancy, le 18 mai 1961
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
P. IMBS

